

La conférence de Paris sur les armes chimiques

Un geste soviétique

M. Chevardnadze a créé l'événement médiatique, dimanche 8 janvier, au palais de l'UNESCO. Il a annoncé que son pays commencerait à détruire dès cette année qu'une nouvelle convention sur l'interdiction de ces armes ait été signée ou non - une partie des armes chimiques dont il s'est doté. L'information a moins surpris les experts que l'opinion : le ministre soviétique des affaires étrangères maîtrise l'art des effets d'annonce.

En fait, M. Gorbatchev avait laissé entendre, dès 1987, que son pays était prêt à se défaire de sa panoplie chimique, jugée bien embarrassante et fort difficile à utiliser par nombre de stratèges. Il avait alors révélé qu'une usine spéciale était en construction à Chapaïevsk, sur la Volga, pour détruire les stocks empoisonnés, dont certains posent de graves problèmes de conservation. Il est en effet plus difficile et coûteux de se débarrasser des armes chimiques que d'en fabriquer.

Le plus intéressant dans l'exposé de M. Chevardnadze, c'est qu'il a utilisé la tribune pour se livrer à un assez rare exercice d'autocritique. Condamnant la « manie pathologique du secret », il a reconnu qu'elle avait beaucoup « tardé » à changer de politique, à admettre l'existence de stocks considérables d'armes chimiques et à accepter le principe d'inspections surprises. « C'est par défi »,

De tels propos ne relèvent pas, bien sûr, de l'angélisme : il est fort probable que les États-Unis n'avaient pas décidé de reprendre en 1987 la production d'armes chimiques sous une forme extrêmement sophistiquée, Moscou n'aurait pas aujourd'hui un désir aussi intense d'en finir avec cette compétition dangereuse. Vendredi dernier, c'est à M. Gorbatchev qu'il est revenu d'insister une nouvelle fois sur la nécessité pour l'URSS de réduire, ses dépenses militaires ; s'adressant à la fine fleur de l'intelligentsia soviétique, le secrétaire général a reconnu qu'il n'y avait sans doute pas d'autre solution pour réduire le déficit budgétaire et améliorer l'approvisionnement.

Mais, finalement, les motivations importent peu. L'essentiel reste que les deux superpuissances, soutenues en cela par la plupart des pays industrialisés, sont favorables à l'abolition des armes chimiques et à la mise en place d'un système de contrôle destiné à en prévenir la prolifération. Faut-il s'y opposer parce que tel est l'intérêt du Nord par opposition au Sud que les nantis cherchaient ainsi à priver d'une arme terrifiante mais dans leurs moyens ? Et faut-il faire dépendre l'interdiction des armes chimiques de la disparition des armes nucléaires, quitte à confondre allègrement arme de combat et arme de dissuasion ?

Poser les questions, c'est y répondre. Il n'en demeure pas moins que l'URSS et les États-Unis auront le plus grand mal à convaincre bon nombre d'États du tiers-monde de se rallier à leur point de vue, à commencer par l'immense majorité des pays arabes. Fascinés par la récente démonstration irakienne de « savoir-faire » chimique, ils sont tentés d'y voir la seule réplique concevable à l'arme nucléaire israélienne.

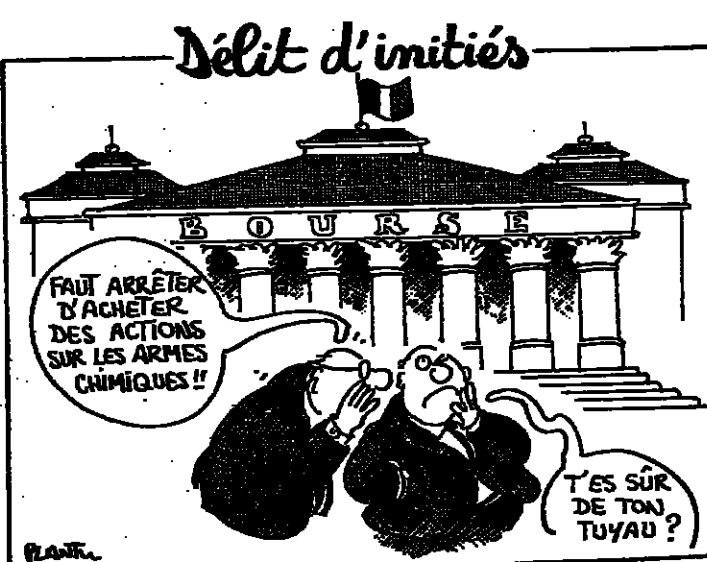
Les pays arabes mettent Israël en accusation pour son armement nucléaire

Deux faits ont dominé jusqu'à présent les travaux de la conférence internationale sur l'interdiction des armes chimiques qui se tient à Paris jusqu'au mercredi 11 janvier : l'annonce, dimanche 8 par M. Chevardnadze, de la décision de l'URSS de commencer dès cette année la destruction unilatérale de son stock d'armes chimiques, et la volonté de la plupart des pays arabes - qui accusent Israël de détenir des armes

nucléaires - d'établir un lien entre l'interdiction de ces armes et celle des armes chimiques. Lundi matin, M. Moshe Arens, le nouveau ministre israélien des affaires étrangères, a accusé l'Irak, la Syrie et la Libye de détenir des armes chimiques. La plupart des délégués africains ont d'autre part quitté la séance lorsque M. P. K. Botha, le ministre sud-africain des affaires étrangères, est monté à la tribune.

C'est un acte d'hypocrisie et de cynisme ! Que le représentant d'un État condamné par la communauté internationale pour l'utilisation d'armes chimiques qui ont fait des milliers de victimes vienne ici pour attaquer mon pays, c'est une tentative de l'Irak pour détourner l'attention du crime contre l'humanité qu'il a commis ! M. Moshe Arens, le ministre israélien des affaires étrangères, avait déjà eu quelques occasions de s'indigner avant son intervention, lundi, à la tribune de la conférence de Paris. Après quarante-huit heures, il était clair en effet que si les 149 pays représentés communient dans la condamnation unanime des armements chimiques, ils n'entendent pas en tirer les mêmes conclusions.

CLAIRE TRÉAN.
(Lire la suite page 5.)



La France et les immigrés

Les clés de l'intégration

M. François Mitterrand devait ouvrir, le 9 janvier, des Assises internationales sur les nouvelles solidarités. Ce colloque de trois jours, consacré à toutes les formes d'exclusion et auquel participent plusieurs membres du gouvernement (MM. Rocard, Evénin, Kouchner, Bérégovoy et Soisson), ainsi que des personnalités de l'opposition (M^{me} Veil, M^{me} Méhaignerie, Carignon et Chaban-Delmas) coïncide avec une relance du débat sur les immigrés. A son tour, M. Barre s'est prononcé, le 8 janvier, pour une révision de la « loi Pasqua ».

L'immigration est une sorte de volcan capricieux qui explose de temps en temps. On se précipite alors sur le calendrier politique pour chercher une explication. Ces éruptions ambiguës ont l'avantage de poser au grand jour des questions occultées et, finalement, de conduire à des débats de fond. M. Chirac l'avait appris à ses dépens en 1987, lorsqu'il avait voulu réformer le code de

la nationalité : il s'était retrouvé avec un rapport d'une commission de « sages » préconisant de nombreuses mesures pour favoriser l'intégration des immigrés. Les socialistes, à leur tour, s'aperçoivent que M. Mitterrand ne leur a pas fait forcément un cadeau en réclamant, lors de ses vœux télévisés, une révision de la « loi Pasqua ».

ROBERT SOLÉ.
(Lire la suite page 10.)

Lire également

- « Mettre un terme à l'Iniquité », par Henri Leclerc (page 2).
- « Les gens du pays, ce sont ceux qui vivent au village », par Jean-Jacques Bozonnet (page 10).
- Les exclus de Chanteloup-les-Vignes, par Marc Ambrose-Rendu (page 10).

La mission de M. Bonnemaison sur les gardiens de prison

La « pénitencière » sur le divan

La colère des surveillants de prison, qui, l'autisme dernier, conduisit à la paralysie de la justice et au renvoi de nombreux procès - tels ceux de membres d'Action directe assassins présumés de Georges Besse, qui s'ouvre lundi 9 janvier devant la cour d'assises de Paris, - ne pouvait uniquement s'expliquer par des revendications de salaires ou de primes. Ces fonctionnaires avaient aussi proclamé leur aspiration à la dignité, à la reconnaissance.

Élément-clé du protocole d'accord signé avec M. Gilbert Bonnemaison, le médiateur désigné pour dénouer le conflit, le principe d'une consultation de tous les personnels pénitentiaires avait été décidé il y a

trois mois. Elle a été confiée à un cabinet privé spécialisé dans les ressources humaines dans l'entreprise. Près de dix-huit mille personnes ont ainsi pu dire ce qu'elles avaient sur le cœur.

La rapport de cette consultation vient d'être remis au médiateur, qui doit compléter ce travail par une tournée dans une quinzaine de prisons avant de mettre au point une liste de propositions concrètes - plus de propositions que de prisons.

Le médiateur, M. Pierre Arpaillange, et au premier ministre. Véritable défouloir collectif, cette expérience fait aujourd'hui de l'administration pénitentiaire un laboratoire social unique en son genre.

(Lire page 15 les articles d'AGATHE LOGEART.)

La mort de Hirohito et l'avènement de l'empereur Akihito

La saga de l'aristocratie nippone

L'empereur Akihito a fait, le lundi 9 janvier, sa première apparition publique depuis le décès, samedi, de son père, l'empereur Hirohito. Le nouveau souverain a tenu à donner à cette occasion, en recevant les représentants des corps constitués, un caractère plus démocratique. Les funérailles du souverain défunt auront lieu le 24 février prochain.

TOKYO
de notre correspondant

Dans un pays où la longue agonie de l'empereur Hirohito a démontré toute l'ambiguïté du statut de monarque - symbole laïc de l'État selon la Constitution, mais traité en fait par le gouvernement comme une sorte d'autorité spirituelle tutélaire - et où les clans, cliques et coteries sont les principaux rouages du pouvoir, l'ancienne aristocratie impériale joue-t-elle encore un rôle ?

Avec la promulgation de la Constitution de 1947, les privi-

lèges et les titres de la noblesse furent abolis et ses membres ont paru se fondre dans la société démocratique. Quelques grands noms figurent, certes, dans la liste du personnel de la maison impériale, dernier échelon de la noblesse. Un Tokugawa, descendant de la dynastie des Shogun qui régnèrent sur le Japon du dix-septième siècle au milieu du dix-neuvième, était, il y a quelques mois encore, le grand chambellan de l'empereur après l'avoir servi pendant un demi-siècle. Mais

l'ancienne aristocratie ne s'est pas cantonnée à ce rôle passif. Conjugué à un népotisme politique, qui atteint au Japon un niveau sans parallèle avec celui des autres pays développés - plus d'un tiers des parlementaires sont les fils, neveux, cousins ou veuves de politiciens décédés ou retraités, - le prestige du nom, assorti de liens mêmes lointains avec la famille impériale, continue à s'exercer.

PHILIPPE PONS.
(Lire la suite page 6.)

Hector
BIANCIOTTI



Seules les larmes
seront comptées

roman

GALLIMARD *nrf*

Lire page 3 :
« M. Gorbatchev envisage une réduction des dépenses militaires soviétiques »

M 0147-01100-4,50 F



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dr. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 165 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Hongrie, 90 p. ; Italie, 1.700 L. ; Liban, 0,400 LL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Suède, 335 F CFA ; Suisse, 1,80 fr. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (internat.), 2 \$.

URSS : les difficultés économiques et les tensions nationalistes

M. Gorbatchev envisage une réduction des dépenses militaires

MOSCOU
de notre correspondant

L'Union soviétique, vient d'annoncer M. Gorbatchev, pourrait devoir significativement réduire ses dépenses militaires afin de rétablir ses finances et améliorer l'approvisionnement de la population. « La pratique montre, a-t-il en effet déclaré, vendredi dernier, devant la fine fleur de la presse et du monde intellectuel, qu'il ne nous sera possible d'être pas possible d'éviter des mesures nettes et radicales touchant avant tout à nos dépenses budgétaires. La question est si, ajout, nous devons examiner aussi nos dépenses de défense [car] un rapport préliminaire montre que nous pouvons les réduire sans abaisser le degré de sécurité et la capacité de défense de l'Etat. »

La volonté de M. Gorbatchev de donner un nouvel élan aux accords de désarmement a souvent été liée, à l'Ouest, à la dégradation générale de l'économie soviétique, et il y a longtemps qu'on ne cache plus, dans les milieux officiels de Moscou, l'importance de ce lien de cause à effet. Jamais pourtant le secrétaire général n'avait lui-même souligné, comme il l'a fait dans un discours publié dimanche 8 janvier par toute la presse, à quel point la réduction des dépenses militaires et de l'ensemble des dépenses de l'Etat était une condition sine qua non d'un véritable démarrage économique de l'URSS.

Généralement, M. Gorbatchev ne s'était jamais non plus exprimé aussi directement sur la difficulté de la situation et les critiques dont sa politique est l'objet. Tant que les uns, admettant les autres et renvoyant des à des radicaux et conservateurs, il s'est posé en homme du centre, décidé à poursuivre sans fléchir sa politique de

réforme, mais tout en étant résolu à résister à l'« aventure ».

Ce premier discours de l'année a ainsi donné une image très contrastée du secrétaire général. D'un côté, il est apparu sûr de lui, de sa démarche et de la nécessité d'une « appréciation réaliste et dialectique de la situation ». De l'autre, il a tant et tant expliqué pourquoi il avait raison et les autres tort qu'il a fini par sembler sur la défensive.

« Nous n'avons pas le droit, dit-il presque d'emblée, de rester observateurs non engagés quand des voix s'élèvent pour dire que la perestroïka mène subrepticement à la catastrophe, qu'elle met en danger le développement normal du pays et [quand] se fait, petit à petit, jour une nostalgie du bon vieux temps et qu'on entend dire qu'il faudrait une main de fer au pays. »

Cela est d'autant plus inadmissible, dit-il, que de telles théories ne relèvent pas seulement de propos en l'air mais prennent aussi « des tours philosophiques et même politiques déviés ».

« La sinistre expérience de 1937 »

« On cherche, enchaîne-t-il, à semer les germes du doute et, dans certaines discussions, l'on avance que les cadres du socialisme seraient trop étroits pour la perestroïka, et l'on diffuse petit à petit des idées de pluralisme politique, de multipartisme et même de propriété privée. » Dans un cas comme dans l'autre, cela relève d'un manque de foi en notre régime, en notre peuple, notre parti et nos institutions socialistes », affirme-t-il alors, en expliquant que « finalement les critiques de la perestroïka faites de droite à partir de positions conservatrices rejoignent les attaques venues de la gauche ».

La confusion dans la condamnation des opposants de droite et de gauche est un grand classique du stalinisme, mais M. Gorbatchev s'écarte néanmoins de la tradition en argumentant à plusieurs reprises son propos. Ce qu'il y a de commun aux deux démarches, dit-il en substance, est que les uns veulent les utiliser pour accélérer le changement, alors qu'ils s'agit de doter le pays d'une culture politique, de substituer la vie politique aux ordres venus d'en haut.

« Certains proposent d'utiliser la sinistre expérience de l'année 1937 [celle des grands procès stalinien], d'y aller « au bulldozer », etc. Non, nous ne le permettrons jamais [car] nous devons mettre en place des mécanismes à même de s'auto-réguler », s'exclame-t-il par exemple, en expliquant qu'il ne saurait être question de « différer » les réformes politiques puisqu'elles sont indispensables au succès des réformes économiques. Le temps des propositions est passé, on n'en est plus à vouloir ouvrir des perspectives nouvelles et à convaincre de la réalité de cette volonté. Il faut aujourd'hui commencer à tirer des bilans, à faire face aux oppositions qui prennent forme à la faveur même de la libéralisation. La tâche est plus ardue encore - d'autant plus ardue qu'il continue d'y avoir des queues dans les magasins et que la pénurie d'articles indispensables ne diminue pas ».

Rien d'étonnant, donc, à ce que M. Gorbatchev ait longuement expliqué qu'il fallait maintenir, en « centre fort », capable de répartir les sacrifices, d'harmoniser les intérêts locaux - et de procéder à la suite du tremblement de terre, il avait également annoncé le limogeage de plusieurs procureurs pour manque de fermeté.

A Erevan même, le couvre-feu est toujours en vigueur. Si le dispositif militaire a été un peu allégé en ce début janvier, des véhicules blindés continuent de garder les abords de l'Opéra, haut lieu des grandes manifestations pour le rattachement du Karabakh à l'Arménie.

BERNARD GUETTA

Les onze membres du Comité Karabakh sont désormais sous les verrous

Les quatre membres du Comité Karabakh encore recherchés par la police ont été arrêtés samedi 7 janvier à Erevan alors qu'ils tenaient une réunion dans un appartement, a annoncé dimanche l'agence France-Presse, sur la foi d'indications fournies par leurs proches. Tous les membres du Comité sont maintenant sous les verrous, M. Raphael Ghazarian, membre de l'Académie des sciences d'Arménie, bénéficiant toutefois d'un régime de liberté surveillée.

Ces arrestations sont intervenues quarante-huit heures seulement avant l'expiration des trente jours de détention infligés aux premiers membres du Comité interpellés le 10 décembre dernier, alors que celui-ci s'efforçait de mettre sur pied une organisation indépendante pour secourir les victimes du tremblement de terre du 7 décembre. Elles laissent penser que des actions en justice pourraient être engagées contre l'ensemble des membres du Comité.

La Pravda avait publié samedi une interview d'un haut responsable du ministère de l'Intérieur soviétique, le général Pankine, qui affirmait que la situation demeurait « difficile » en Arménie et en Azerbaïdjan, où les mouvements de migration se poursuivent, a-t-il dit. Révisant en hausse le bilan des derniers affrontements depuis novembre, le général avait fait état de quarante-trois morts et de plusieurs centaines de blessés. Il avait reconnu que les autorités locales avaient « pratiquement perdu le contrôle » de la situation et que Moscou avait dû envoyer sur place des équipes de fonctionnaires chargées de faire respecter la loi. La veille, le parquet d'Arménie avait également annoncé le limogeage de plusieurs procureurs pour manque de fermeté.

A Erevan même, le couvre-feu est toujours en vigueur. Si le dispositif militaire a été un peu allégé en ce début janvier, des véhicules blindés continuent de garder les abords de l'Opéra, haut lieu des grandes manifestations pour le rattachement du Karabakh à l'Arménie.

Des statistiques sur le suicide sont publiées pour la première fois

Cinquante-quatre mille Soviétiques se sont suicidés en 1987, selon les premières statistiques publiées à ce sujet en URSS. Dans son édition du 8 janvier, la revue médicale Meditsinskaïa Gidazh indique que le taux de suicide est de dix-neuf personnes pour cent mille habitants en Union soviétique, contre neuf en Grande-Bretagne, douze aux Etats-Unis, vingt et une en RFA et vingt-deux en France.

Ce taux est trois fois supérieur chez les hommes que chez les femmes et il est très variable selon les Républiques : dans la Caucase et en Asie centrale, il se situe entre deux et huit pour cent mille habitants, alors qu'en Russie et dans les pays baltes il est de vingt-trois, voire vingt-neuf pour cent mille habitants. — (AFP.)

L'enquête sur l'attentat contre le Jumbo de la Pan Am

Un journal britannique met en cause les gardiens de la révolution et la Libye

Dans son édition du dimanche 8 janvier, le journal britannique Sunday Telegraph affirme que les responsables de l'attentat contre le Boeing 747 de la Pan Am, qui a fait deux cent soixante-dix morts le 21 décembre dernier, sont des gardiens de la révolution, en Iran, aidés par la Libye. L'hebdomadaire cite des membres des services de renseignement américains à Washington qui ont demandé à garder l'anonymat.

Cette opération aurait été menée en représailles contre la destruction de l'Aïrbus de la compagnie Iran Air, le 3 juillet 1988, par la marine américaine dans le golfe Persique, qui avait fait deux cent quatre-vingt-dix victimes. Selon les mêmes sources, la Libye est soupçonnée d'avoir fourni à l'équipe iranienne les explosifs et l'aide de ses services de renseignement. Le Sunday Telegraph rappelle que certaines factions des gardiens de la révolution sont hostiles à la politique d'ouverture vers l'Occident et le monde arabe conduite par le gouvernement d'Ali Akbar Rafsanjani. Par ailleurs, le groupe Abou Nidal, dont le quartier général est en Libye, a des liens avec les gardiens de la révolution.

D'autres spéculations ont circulé ces derniers jours. En Allemagne fédérale, le journal Bild am Sonntag écrit ainsi le 9 janvier que la bombe qui a détruit le Jumbo au-dessus de Lockerbie en Ecosse avait été placée dans l'appareil, au départ de Francfort, par un membre de l'IRA (Armée républicaine irlandaise). Cet homme aurait vécu ces deux dernières années en Libye et travaillé pour la mise au point de cet attentat, avec le Mouvement palestinien FPLP - Commandement général dirigé par Ahmed Jibril.

Pour sa part, l'International Herald Tribune, citant des sources

proches de l'enquête, évoque la possibilité d'une « nouvelle coalition de groupes terroristes ». Les policiers s'intéresseraient plus particulièrement à un certain Samir Kadar, « considéré comme l'un des tueurs les plus mystérieux et les plus efficaces du monde terroriste ». Issu du groupe Abou Nidal, il aurait pris l'année dernière le commandement d'un réseau terroriste en Europe. Ses empreintes digitales auraient notamment été retrouvées sur la carcasse d'une voiture détruite par une explosion le 11 juillet 1988 à Athènes, peu avant l'attentat contre le bateau City-of-Fors.

Enfin, le leader de l'OLP, M. Yasser Arafat, qui avait offert son concours à l'enquête, a déclaré dimanche à Amman, en Jordanie, qu'il ne disposait pour le moment d'aucune information permettant d'accuser « qui que ce soit ». Il a de nouveau affirmé que les auteurs de l'attentat « voulaient saboter les efforts de paix au Proche-Orient ». — (AFP, AP, Reuters.)

● RDA : quatre Allemands de l'Est réfugiés à la représentation de la RFA. — Quatre Allemands de l'Est, réfugiés dans la représentation permanente de la RFA à Berlin-Est, refusent d'en sortir avant d'avoir la garantie de pouvoir s'installer en RFA, a-t-on appris dimanche 8 janvier, de bonne source, à Berlin-Est. Selon la correspondance à Berlin-Est de la télévision ouest-allemande ARD, les quatre personnes, un couple et deux hommes, se sont réfugiés depuis plusieurs jours dans les locaux. En 1984, cinquante-cinq Allemands de l'Est avaient trouvé refuge dans la représentation de la RFA et l'avaient quittée après avoir obtenu l'assurance de pouvoir aller s'installer plus tard en RFA. — (AFP.)

ESPAGNE

L'ETA annonce une trêve « unilatérale » de deux semaines

Pour la troisième fois en un an, l'ETA militaire propose une trêve. Le journal basque Egin, son porte-parole officieux, a publié dimanche 8 janvier un long communiqué de l'organisation séparatiste, qui annonce : « Comme preuve supplémentaire de la sincérité de notre offre de négociation, l'ETA déclare une trêve officielle et unilatérale d'arsenal armé pendant quinze jours à partir du 8 janvier à 0 heure. »

MADRID
de notre correspondant

Le 29 janvier et le 2 novembre 1988, l'ETA avait déjà offert à Madrid une trêve de deux mois. Dans les deux cas, cela n'avait pas empêché la poursuite des attentats, le gouvernement jugeant inacceptables les conditions préalables posées par l'organisation séparatiste. Cette troisième offre présente à cet égard une caractéristique nouvelle : elle est unilatérale et ne suppose donc aucune contrepartie de l'Etat espagnol. Elle est en revanche plus courte, ce qui rend difficile, dans un tel délai, la reprise des conversations d'Alger entre émissaires de l'ETA et ceux du gouvernement. Celles-ci avaient été interrompues en février dernier, au moment de l'enlèvement de l'homme d'affaires Emiliano

Revilla. Depuis, on a toujours affirmé, du côté des autorités, que les contacts n'avaient pas repris.

Si l'ETA accomplit donc un « geste », un « pas », réelle et immédiate, son communiqué n'en reste pas moins rédigé en termes évasifs. L'ETA, comme à l'accoutumée, rejette la Constitution et l'actuel statut d'autonomie du Pays basque, et exige une négociation politique avec le gouvernement basée sur l'« alternative KAS », le programme minimum traditionnel de l'organisation, dont elle n'accepte de discuter que les « rythmes d'application ».

L'alternative KAS exige notamment la reconnaissance aux Basques du droit à l'autodétermination, le départ de la police espagnole de la région et le rattachement de la Navarre à la communauté autonome basque.

L'offre de trêve a été accueillie avec un évident scepticisme dans les milieux politiques, tant à Madrid qu'au Pays basque même. Le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, s'est contenté d'affirmer qu'il était « positif » que l'ETA cesse de tuer. La prudence générale est d'autant plus grande que deux bombes placées devant des concessions Renault et Citroën avaient explosé à Logroño, dans le nord de l'Espagne, dans la nuit de samedi à dimanche.

Th. M.

Proche-Orient

Dans les territoires occupés

Vingt-sept Palestiniens auraient été blessés par balles en deux jours

Jérusalem. — Selon un bilan palestinien rendu public à Jérusalem, vingt-sept Palestiniens ont été blessés au cours du week-end par les tirs des soldats israéliens dans les territoires occupés, où une grève générale a été massivement suivie dimanche 8 janvier à l'appel de la direction unifiée du soulèvement.

Par ailleurs, le moukhtar (maire) du village de Qubeida près de Ramallah, M. Mahmoud Abdallah Hanoudah, soixante-sept ans, avait été tué dans la nuit de vendredi à samedi à coups de couteau par des inconnus.

Un « passé nationaliste sans tache »

Deux versions contradictoires, de sources palestiniennes, circulent sur les motifs de ce meurtre.

Selon les uns, le moukhtar aurait collaboré avec les autorités israéliennes, tandis que d'autres démentent catégoriquement cette accusation, soulignant au contraire que le moukhtar avait un « passé nationaliste sans tache ». La radio israélienne s'est, pour sa part, contentée d'annoncer la mort du moukhtar sans commentaires.

Des inconnus ont poignardé dimanche sur son lit d'hôpital à Qalqilya un membre du conseil municipal de cette ville, M. Youssef Milhem, admis dans cet établissement pour y soigner une maladie.

D'autre part, Israël a commencé dimanche à rétablir les liaisons téléphoniques et télégraphiques entre les territoires occupés et l'étranger. Elles avaient été coupées en mars dernier pour tenter d'empêcher l'OLP de coordonner le soulèvement. — (AFP, Reuters.)

Afrique

AFRIQUE DU SUD : les suites de l'accord de New-York

L'ANC retire ses bases militaires d'Angola

Le Congrès national africain (ANC) a annoncé, dimanche 8 janvier, qu'il se retirait de ses bases militaires en Angola, afin de ne pas fournir à Pretoria un prétexte qui lui permette d'entraver le processus d'indépendance en cours en Namibie. L'annonce a été faite à l'issue d'une réunion du comité exécutif national (NEC), la plus haute instance politique de l'ANC, à son quartier général à Lusaka, à l'occasion du sixième anniversaire de la signature de l'accord sur l'indépendance de la Namibie et le départ d'Angola de cinquante mille soldats cubains, chargés d'aider le régime de Luanda dans sa lutte contre les rebelles de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), traditionnellement sou-

tenue par Pretoria. Aux termes de cet accord, l'Afrique du Sud s'est aussi engagée à mettre fin à son soutien à l'UNITA, et l'Angola à arrêter son appui logistique à l'ANC, prié de démanteler ses bases installées sur le sol angolais.

La décision de l'ANC a été prise après des consultations menées entre l'ANC, le gouvernement angolais et d'autres pays africains amis, précise le communiqué publié à Lusaka. Selon les milieux des services de renseignements sud-africains, quelque mille quatre cents guerilleros et instructeurs de l'ANC se trouvant en Angola seraient transférés en Ethiopie et en Tanzanie.

La signature en 1984 par Maputo et Pretoria du pacte de non-agression de Nkomati avait contraint l'ANC à évacuer ses bases au Mozambique, pays limitrophe de l'Afrique du Sud, pour s'installer en Angola, à 1.500 kilomètres au nord de l'Afrique du Sud. — (AFP.)

ALGERIE : la sauvegarde des cimetières français

Le RECOURS a eu des discussions « positives » avec le secrétaire général du FLN

M. Jacques Roseau, porte-parole de la confédération du RECOURS, qui regroupe des associations de rapatriés d'Algérie, a été reçu samedi 7 et dimanche 8 janvier à Alger par M. Abdelhamid Mehri, secrétaire général du FLN.

Ces entretiens constituent, selon M. Roseau, « une première depuis l'indépendance de l'Algérie, qui pourrait préfigurer à un rapprochement sensible entre les pieds-noirs et l'Algérie, leur terre natale ». Les discussions ont porté, d'après le porte-parole du RECOURS, qui les considère comme « positives », sur les problèmes de sauvegarde et d'entretien des cimetières français en Algérie et sur la question de la disposition des biens et des avoirs, qui a fait l'objet d'un accord en avril 1987, accord qui a commencé à être appliqué.

M. Roseau a précisé que M. Mehri avait assuré que le gouvernement algérien avait donné des directives à toutes les communes du pays pour qu'elles assurent « l'entretien, la réhabilitation et la sécurité des cimetières français sans que l'Algérie réclame de contrepartie, ni la France ni aux rapatriés ». Un bilan exhaustif de l'état de ces quel-

que 650 cimetières abritant environ 2 millions de sépultures, selon le RECOURS, sera adressé ultérieurement.

Compte tenu du « pas considérable » fait par l'Algérie, le RECOURS souhaite que l'Etat français « apporte son appui à la création par les rapatriés d'une fondation nationale chargée de veiller au sauvetage des cimetières français d'Algérie ». — (AFP.)

● M. Sahoun nommé ambassadeur d'Algérie au Maroc. — M. Mohamed Sahoun, ambassadeur d'Algérie à Washington, a été nommé ambassadeur du Maroc, qui a donné son agrément, a annoncé, dimanche 8 janvier, le ministre algérien des affaires étrangères, M. Sahoun, âgé de cinquante-cinq ans, a fait ses études au lycée de Constantine avant d'étudier le droit et les sciences économiques à Paris puis à New-York. A l'indépendance, il dirigera la section Afrique-Asie-Amérique latine au ministère des affaires étrangères et devint le responsable des affaires politiques de ce même ministère en 1964. — (AFP.)

Dictionnaire de politique internationale

Par Charles Zorgbibe

D'Afghanistan à Yalta, cent cinquante-cinq articles, classés par ordre alphabétique, tissent ce dictionnaire. Une histoire de la politique internationale depuis 1945, de guerre froide en détente.

736 pages - 195 F.

pu

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Diplomatie

La conférence de Paris

La conférence de Paris a été l'occasion de nombreuses rencontres entre les quelque quatre-vingts ministres des affaires étrangères présents. C'est ainsi que M. Shultz, secrétaire d'Etat américain, a eu dimanche un nouvel entretien avec son homologue soviétique, M. Chevardnadze, auquel il a présenté des documents sur l'usine chimique de Rabta en Libye. Les deux ministres ont, par ailleurs, signé deux accords : l'un, qui avait été mis au point en novembre dernier entre experts des deux pays, prévoyant une coopération dans la lutte contre la drogue, l'autre sur la recherche fondamentale et la politique scientifique.

Pour sa part, M. Dumas a eu dimanche un petit déjeuner de travail avec M. Chevardnadze. L'entretien a porté notamment sur la visite que M. Gorbatchev doit faire à Paris cette année, la signature

d'un accord culturel franco-soviétique, le problème du Cambodge et les perspectives de clôture de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Le ministre français a fait part de son intention de se rendre à Vienne à cette occasion le 19 janvier.

M. Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, a évoqué de son côté avec M. Shultz la querelle survenue entre Bonn et Washington à propos du rôle de firmes allemandes dans le développement de l'industrie libyenne (le Monde daté 9-9 janvier). Le secrétaire d'Etat américain a indiqué à l'issue de l'entretien que des experts des deux pays se réuniraient cette semaine à Washington pour en discuter. La RFA a « *prend très au sérieux la question des armes chimiques* », a-t-il ajouté.

M. Moshe Arens, nouveau ministre israélien des affaires étrangères,

a mis à profit la conférence de Paris pour nouer ses premiers contacts. Il a eu avec M. Chevardnadze, dimanche, une conversation qu'il a qualifiée de « *très amicale, ouverte et franche* ». Le ministre soviétique, précise-t-on de source israélienne, a remercié l'Etat hébreu de son aide, lors du détournement d'un avion soviétique le mois dernier et, après avoir produit des chiffres en nette hausse sur l'émigration des juifs soviétiques, a laissé entendre que la délégation consulaire israélienne actuellement à l'œuvre à Moscou pourrait prendre possession des locaux de l'ancienne ambassade, fermée depuis la rupture des relations diplomatiques, en 1967. M. Chevardnadze a également affirmé, selon l'agence TASS, qu'il existe aujourd'hui « *une chance historique d'aboutir à un règlement du conflit du Proche-Orient* », grâce notamment à « *la position constructive et réaliste de la direction palestinienne* ».

M. Chevardnadze : « Nous avons tardé, c'est vrai »

Le ministre soviétique des affaires étrangères a notamment déclaré dimanche 8 janvier : « En l'espace de deux dernières années, notre position a évolué d'une façon fondamentale : nous sommes passés de la fabrication des armes chimiques à la renonciation totale à leur fabrication, du silence sur les statistiques relatives aux stocks accumulés à la publication des données pertinentes, du souci de mettre les installations et les dépôts à l'abri des regards indiscrets à la reconnaissance

du principe d'un contrôle généralisé et à l'invitation des observateurs étrangers pour assister aux opérations de l'arme chimique.

« Et si l'on nous dit que nous avons tardé, nous répondrons que c'est vrai. Mais une fois la décision politique prise et notre choix arrêté, nous y adhérons scrupuleusement, nous ratifions rapidement tout ce qu'on a omis de faire au cours des années précédentes et en atteignant des niveaux

d'ouverture jamais connus par le passé. L'ouverture est la préface essentielle d'un désarmement réel et contrôlé. L'ouverture est le fruit de la persévérance, l'ouverture est norme et règle de la vie internationale moderne.

(...) Est-ce que, conscients de tout cela, nous pouvons ne pas fêter cette ouverture à la production chimique à des fins militaires que nous avons héritée du passé, tout comme la manie pathologique des secrets ?

« Notre pays acheminé, dans un avenir pas très éloigné, la construction d'une installation destinée à la destruction des armes chimiques et, si le chantier achevé, nous y procéderons immédiatement à la liquidation de nos stocks existants. Il est à noter que cette opération sera engagée avant la conclusion de la convention.

« En même temps, l'Union soviétique déclare son intention de figurer parmi les premiers signataires de cette convention et invite les autres Etats à faire de même.

« Nous acceptons le principe de l'invitation permanente aux inspections », étant entendu que les inspecteurs auront accès à tout lieu et toute installation à contrôler sans restriction aucune, à l'exception des locaux d'habitation.

« L'Union soviétique se prononce pour le contrôle international le plus strict, y compris l'inspection sur place sans droit de refus et se déclare prête à faire tout son possible et nécessaire pour que la convention soit conclue en 1989. »

M. Shultz : le cas des Etats compromis avec le terrorisme

Voici les principaux extraits de l'intervention faite samedi 7 janvier par M. Georges Shultz :

« Nous ne pouvons tarder, le temps n'est pas de notre côté. La technologie ne stagne pas. Des armes de plus en plus nocives et insidieuses sont fabriquées. La capacité de production s'étend et avec elle la technologie visant à produire les missiles balistiques qui leur servent de véhicule (...). Une combinaison de missiles balistiques, de têtes chimiques et d'armes biologiques entre les mains de gouvernements qui ont partie liée à la violence terroriste serait pour nous tous un cauchemar (...). La menace est réelle. Certains gouvernements dont on sait qu'ils ont soutenu le terrorisme possèdent des capacités en matière d'armements chimiques (...).

« Mon gouvernement n'a jamais sous-estimé la difficulté, dont la principale est la vérification. Quand le vice-président Bush avait proposé un projet de traité à Genève en 1984, il avait dit que la prohibition des armes chimiques ne serait pas efficace si les Etats n'étaient pas prêts « à un degré nouveau mais absolument indispensable d'ouverture, à de nouvelles règles dans ces affaires ». Quelque formidable que puisse être le défi, la communauté internationale ne doit pas sous-estimer la détermination de mon pays à surmonter les difficultés et à parvenir à un traité efficace (...).

« Nous devons réclamer l'application des mesures contenues dans la charte de l'ONU — je pense aux sanctions prévues au chapitre sept — dans tous les cas futurs d'emploi de l'arme chimique (...).

« Il y a une nécessité urgente à progresser vers un meilleur contrôle des exportations de technologies, de substances et d'armes chimiques. Depuis 1985, les Etats-Unis et 18 autres pays coordonnent leurs efforts en vue de contrôler ce type de commerce. Nous devons explorer les possibilités de moyens de contrôle plus efficaces, sans porter atteinte aux échanges à des fins pacifiques (...).

« Le problème de la prolifération est aussi dangereux que complexe. Le défi qu'il pose à la sécurité du monde est si urgent que les efforts internationaux dans ce domaine ne doivent pas dépendre d'autres difficultés questions telles que la prolifération nucléaire. Si nous voulons vraiment nous attaquer au problème des armes chimiques, nous devons l'aborder pour lui-même (...).

« La prolifération des armes chimiques n'est pas un problème qui opposerait les pays développés aux pays en voie de développement. Il ne s'agit pas pour quelques nations de maintenir un monopole. Tous les pays ont tout à gagner à concentrer leur attention sur le vrai problème : empêcher ces armes de proliférer et d'être utilisées, et s'attacher en même temps à débarrasser le monde de celles qui existent. »

Le stock soviétique contient surtout des neurotoxiques

L'Union soviétique a officiellement reconnu en 1988 qu'elle détenait de l'ordre de 50 000 tonnes d'agents chimiques. Cette évaluation ne correspond pas aux estimations avancées, de leur côté, par les Etats-Unis et l'OTAN, qui considèrent que ce stock est, en réalité, de quelques centaines de milliers de tonnes de toxiques : entre 30 000 et 125 000 tonnes de substances (soit de l'ordre de 200 000 à 700 000 tonnes d'armes chimiques si, à la masse des produits eux-mêmes, on ajoute le poids des munitions qui les emportent).

On considère généralement, à l'Ouest, que le système des munitions soviétiques peut transporter un produit chimique. Ces substances toxiques sont des

composés neurotoxiques (type sarin et soman) auxquels les Soviétiques ont eu accès dès 1945. Ces agents chimiques sont fabriqués dans une dizaine d'usines essentiellement réparties dans la partie occidentale du territoire soviétique. Nombreux sont les modèles de munitions à avoir été adaptés à l'emploi de ces composés toxiques pour toutes les situations tactiques envisageables : conteneurs largués d'avions ou d'hélicoptères, pièces d'artillerie sol-sol, lance-roquettes multiples et missiles Frog ou Scud, d'une portée de 70 à 300 kilomètres.

50 000 et 80 000 tonnes (l'équivalent de la gendarmerie française) servent dans les unités chimiques de l'URSS.

M. Moshe Arens (Israël) : la prolifération au Moyen-Orient

Premier orateur à intervenir lundi matin, M. Moshe Arens, ministre israélien des affaires étrangères, a souligné l'inquiétude particulière que ressent son pays devant les armes chimiques. Non seulement pour des raisons historiques, parce que des millions de juifs ont été gazés, même s'il ne s'agissait pas à proprement parler d'une guerre chimique, mais parce que ces armes prolifèrent au Moyen-Orient. « L'Irak a utilisé ces armes dans la guerre du Golfe à partir de 1984, nous avons des preuves que la Libye les a utilisées lors de son invasion du Tchad en 1987, la Syrie a également développé des armes chimiques », a-t-il dit. Devant ces développements dans des Etats « qui se déclarent en guerre avec Israël et qui soutiennent des groupes terroristes », Israël s'est doté d'un programme de défense civile, a poursuivi M. Arens. Il s'est prononcé pour des mesures urgentes en attendant la mise sur pied d'une convention internationale.

Ce sont à peu près les mêmes que celles qu'avait suggérées samedi M. George Shultz : ren-

forcement des contrôles sur le commerce des produits qui peuvent servir à usage civil ou militaire, renforcement de l'autorité du secrétaire général des Nations unies pour qu'il puisse agir immédiatement quand il soupçonne l'utilisation de ces armes.

Pour deux cents journalistes en Libye Visite guidée mais non convaincante à Rabta

Ils sont venus, ils n'ont rien vu et, surtout, n'ont pas été convaincus. Pour quelque deux cents journalistes qui avaient afflué en Libye au lendemain de la destruction de deux avions militaires libyens par l'aéronavale américaine, l'aventure tripolitaine se sera achevée, dimanche 8 janvier, sur une expulsion à peine déguisée. Leur « mission », selon le mot d'officiels libyens, terminée, ils ont été instantanément priés de prendre le premier avion en partance pour... où ils voulaient, mais surtout pas en Libye.

Leur « mission » ? Apercevoir, de loin, la nuit et derrière les vitres fumées de leurs cars, les bâtiments du fameux complexe industriel de Rabta, à une soixantaine de kilomètres au sud-ouest de Tripoli, dont les Etats-Unis disent qu'il doit servir à la production d'armes chimiques et la Libye à la fabrication de médicaments. Les journalistes, embarqués à bord de trois cars, auront surtout pu constater que, pour une usine pharmaceutique — à l'intérieur de laquelle ils n'ont pu pénétrer — le site de Rabta est particulièrement bien protégé par des batteries de missiles antiaériens, des radars et des tanks. Après trois jours d'attente, c'est tout ce qu'ils ont vu.

Trois jours, il faut le reconnaître, d'une attente assez confortablement passée puisqu'ils ont pu partager leur séjour entre un confinement dans le meilleur hôtel de Tripoli, une excursion touristique sur le site magnifiquement restauré de la ville antique de Leptis Magna et, surtout, un splendide show, dans la pure tradition libyenne : une visite du « guide de la révolution » à leur hôtel.

« Il ne sait pas que vous êtes là, il veut juste prendre une tasse de café », ces mots d'un proche du colonel Kadhafi laissent perplexes

quant à la façon dont le « guide » peut être renseigné sur ce qui se passe chez lui. Peut-être en est-il de même quant à la véritable destination de l'usine de Rabta... Passé, donc, sa surprise de découvrir la présence de deux cents journalistes étrangers — rarement discrets — dans sa capitale, le « guide » répondit à quelques-unes de leurs questions. Ce qu'il lui permit d'offrir « la paix » aux Etats-Unis. « L'administration Bush doit s'asseoir face à face avec la Libye pour s'entendre sur les questions régionales », a-t-il ainsi proposé, après avoir assuré que « la politique du terrorisme, du blocus (économique) et des porte-avions n'aboutit à rien ».

Quant à Rabta, le colonel a indiqué qu'il n'accepterait une inspection de l'usine controversée qu'à la condition que toutes les autres usines du même genre à travers le monde soient également inspectées. « La Libye », a-t-il encore dit, « demande à participer à toute mission qui serait chargée d'inspecter des usines suspectes, aussi bien aux Etats-Unis qu'en Israël, en Europe ou à travers le monde, y compris en Libye. Mais nous refusons tout traitement discriminatoire. »

Samedi soir, le rideau tombait. Les journalistes étaient priés de faire leurs bagages en une demi-heure et d'embarquer à bord d'un avion pour... Mais, le délai étant finalement jugé trop court, ils eurent droit à une nuit supplémentaire en Libye. Et, dimanche, l'ordre du départ était sans appel : « La Libye prépare les billets, s'il le faut. Choisissez la destination et les correspondances que vous voulez, des comités vous attendent à l'aéroport. »

Y. H.

M. Velayati (Iran) : « Que ceux qui violent leurs engagements soient condamnés et punis »

Parlant samedi 7 janvier, M. Velayati, ministre iranien des affaires étrangères, a dit : « Pour qu'une personne n'a pas à tenir une telle conférence pendant les longues années où les armes chimiques ont été abondamment uti-

lisées ? Pourquoi ne s'est-elle pas réunie après cinq années consécutives pendant lesquelles j'ai lancé des appels et des avertissements à la conférence du désarmement ? (...) Pourquoi n'a-t-elle pas en lieu après l'emploi d'armes chimiques contre les habitants civils de villes iraniennes, après que 5 000 personnes soient mortes à Halabja, dont plus de 15 % d'enfants et de femmes, et que des milliers d'autres aient été blessées ? Pourquoi ce rassemblement n'a-t-il pas eu lieu après 252 cas — signalés aux Nations unies — d'utilisation d'armes chimiques par l'Irak ? (...) Le protocole (de 1925) n'a pas été violé entre 1984 et 1988 ? L'action et les considérations politiques des grandes puissances n'ont-elles pas encouragé cet emploi répété et étendu ?

« Aujourd'hui, le cessez-le-feu est en vigueur entre l'Irak et l'Irak, et notre bonne volonté pour la réalisation d'une paix durable, juste et honorable a été démontrée. C'est pourquoi le problème des armes chimiques n'est plus pour nous une affaire bilatérale, mais une préoccupation internationale. Notre pays, en tant que victime la plus évidente de telles armes depuis 1925, désire coopérer sincèrement à leur élimination (...). Si la communauté internationale observe ses valeurs et principes, il est grand temps que ceux qui violent ces engagements soient condamnés et punis. Faute de quoi aucun Etat ne s'engagera à observer les règles et règlements internationaux.

« Toute tentative de blanchir le passé créera un précédent préjudiciable pour l'avenir. Nous devons garder pour toujours en mémoire le spectre effrayant du passé, afin d'empêcher l'emploi des armes chimiques dans l'avenir. »

M. Tarek Aziz (Irak) : « Il faut interdire parallèlement les armes nucléaires »

Parlant dimanche 8 janvier, M. Tarek Aziz, ministre irakien des affaires étrangères, a dit : « Le renforcement de la sécurité des Etats non nucléaires prend une importance particulière dans certaines parties du monde, notamment au Moyen-Orient. Il ne fait aucun doute que des armes nucléaires ont été introduites dans cette région, du fait qu'Israël en possède, de même que des armes chimiques et des missiles qui peuvent atteindre de nombreuses villes arabes, y compris en Irak. Israël représente sous ce rapport une sérieuse menace pour la sécurité nationale arabe, pour celle des pays de la région et pour le régime de non-prolifération nucléaire (...).

En juin 1981, Israël a perpétré une agression directe contre l'Irak sous la forme d'une attaque aérienne contre un réacteur nucléaire pacifique qui avait été placé sous surveillance internationale. Une telle situation exige que des mesures internationales efficaces soient prises rapidement afin d'éliminer les armes nucléaires de cette région. (...) L'Irak considère que tout appel à une interdiction globale des armes chimiques, doit être associé à un appel similaire et parallèle à une interdiction globale des armes nucléaires. »

Le Monde
SÉLECTION IMMOBILIÈRE
chaque mercredi
(éditions d'été jeudi)
Renseignements : 45-55-81-82.
Poste 4138

Toute l'actualité d'Israël en une seule ligne.
45 63 12 33

Ingrédients français

La France n'a pas d'armes chimiques. Le chef de l'Etat et le ministre des affaires étrangères l'ont réaffirmé, non sans raisons, avant la conférence de Paris. Mais la France sait produire les agents chimiques qui pourraient entrer dans la composition d'une arme. La distinction est fondamentale dans la mesure où elle marque la séparation entre un stock existant, immédiatement disponible, et une potentialité technologique.

Depuis plusieurs années, les armées françaises se sont dotées d'équipements, collectifs ou individuels, de décontamination et de protection chimique. Des laboratoires de recherche spécialisés et des moyens de circulation ou de test, notamment le centre d'études du Bouchet, dans la région parisienne, et le service de santé des armées, ont été chargés d'évaluer la menace chimique, d'expérimenter certains matériels et de prévoir de traiter les intoxications.

Chambres d'essais

Il fallait en préalable connaître les caractéristiques, le mode d'action et les performances des produits qui participent d'une guerre chimique. La France a consacré cet investissement et elle continue de le faire avec, en particulier, des chambres d'essais, des souffleries à basse vitesse ou des laboratoires d'analyses qui lui permettent de conduire des études, à petite échelle, du comportement de certains produits chimiques selon les différents modes de dispersion.

Cette production d'agents chimiques ne débouche pas pour autant sur la constitution d'un stock de munitions chimiques (obus, roquettes, missiles ou conteneurs torpilles). La loi de programmation militaire 1987-1991, que le gouvernement de M. Jacques Chirac a préparée, et que M. François Mitterrand a approuvée en son temps, a estimé que la France devait disposer, sans précision de date, d'une capacité à produire des armes chimiques avec l'ambition d'avoir « une capacité dissuasive appropriée » face à un éventuel agresseur qui userait d'armes chimiques contre ses forces.

En 1986, cette disposition a été présentée comme marquant le vœu de la France de réunir un stock minimum de sécurité d'armes chimiques. Dans une double intention. Primo : pour faire pression sur les participants à la conférence de Genève, depuis des décennies, tentant de résoudre les difficultés pratiques d'un contrôle et d'une vérification d'un accord de désarmement chimique. Secundo : pour être en mesure, le cas échéant, de dissuader un adversaire d'utiliser de ses armes chimiques, comme, par exemple, au Tchad, où les forces françaises pouvaient en être menacées par les Libyens.

Il semble que cette disposition de la loi de programmation militaire ait été laissée en suspens en 1988 avec le gouvernement de M. Rocard. Au ministère de la défense, on explique que le chef de l'Etat n'a pas souhaité que la France, le pays dépositaire du protocole de Genève de 1925 sur l'interdiction de l'emploi en premier de l'arme chimique, soit aussi le pays qui encourage sa prolifération.

D'autre part, au sein même de l'institution militaire, en France, on assiste à des débats sur l'opportunité de disposer ou non de stocks d'armes chimiques. Face à ceux qui préconisent que la France ne doit s'intéresser aucune arme d'attaque par d'autres nations, il y a ceux qui considèrent qu'on peut, grâce aux nouvelles armes classiques dites « intelligentes », c'est-à-dire les armes guidées avec précision, s'en prendre à la source du mal : l'usine, par exemple, qui fabrique en série l'arme chimique.

J. L.

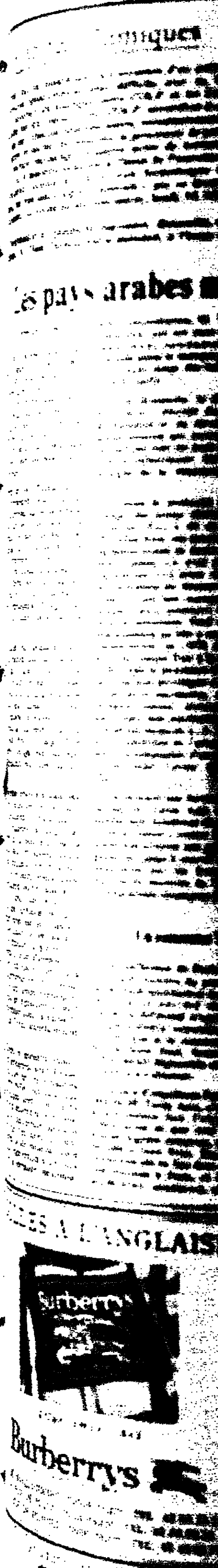
Les Cent Portes de l'Amérique Latine

Conçu par Maurice Lemoine, un outil synthétique sur la situation sociale et politique d'une zone clé, pays par pays, problème par problème. Un dictionnaire vivant avec chiffres et cartes.

En librairie 352 pages, 149 F

Un livre aux Editions Autrement.

Autrement



Diplomatie

sur les armes chimiques

M. Arens avait eu auparavant, à l'occasion d'un petit déjeuner, une conversation apparemment plus difficile avec M. Schmitt, à propos de l'ouverture du dialogue entre l'OLP et les États-Unis : « Israël estime que des contacts avec l'OLP, accordant à cette organisation, sous une forme ou sous une autre, reconnaissance ou légitimité, ne peuvent en aucun cas favoriser le processus de paix et pourraient au contraire encourager d'autres actes de terrorisme et de violence », a dit le ministre israélien à l'issue de l'entretien. Celui-ci a eu également, dimanche, avec son homologue égyptien, M. Meguid, une rencontre jugée « amicale » par ce dernier, qui l'a invité à déjeuner. M. Arens devait rencontrer, lundi, M. Mitterrand.

M. Chevardnadze a également rencontré, dimanche, son homologue chinois, M. Qian Qichen, qui a annoncé, à l'issue de l'entre-

tien, que le ministre soviétique se rendrait, début février, à Pékin pour préparer un sommet sino-soviétique.

M. Perez de Celler, secrétaire général de l'ONU, a rencontré de son côté MM. Velayati et Aziz, ministres iraniens et irakiens des affaires étrangères. Tout en jugeant ces entretiens « importants », il a indiqué qu'aucune date n'avait été fixée pour la reprise des pourparlers de paix entre l'Iran et l'Irak, car il n'y a, selon lui, « aucune assurance qu'ils soient productifs ». Ces négociations, qui butent sur le problème de la réouverture à la navigation du Chati-el-Arab, ont été suspendues début novembre.

Eufra, les ministres des affaires étrangères des quatre pays du Maghreb (Maroc, Mauritanie, Algérie et Tunisie), se sont réunis au marge de la conférence de Paris, a-t-on appris de source arabe.

Les pays arabes mettent Israël en accusation

(Suite de la première page.)

Tous les pays arabes qui sont intervenus les deux premiers jours ont fait bloc pour rattacher la question des armes chimiques à celle du nucléaire, et montrer du doigt Israël. M. Moïse Arens, écoutant l'intervention de son collègue irakien, fut en proie à une telle impatience qu'il se saisit du pamplemousse « Israël » posé devant lui pour taper sur son pupitre.

Les propos de M. Tarek Aziz étaient effectivement sidérants si l'on songe à la genèse de cette conférence : c'est bien en effet l'émotion soulevée dans le monde par les atrocités commises par l'Irak au moyen des armes chimiques, contre des militaires et des civils iraniens et contre ses propres populations du Kurdistan, qui fut à l'origine de la décision des présidents Reagan et Mitterrand de convoquer cette conférence.

Et si certains les avaient déjà oubliées, des photos qui circulaient dimanche dans les locaux de l'UNESCO, grâce vraisemblablement aux bons soins de la délégation irakienne, les leur auraient rappelées : des images insupportables, comme le masque de mort blafard de ce qui avait été le visage d'un enfant, à demi rongé par les gaz toxiques, les mâchoires ouvertes par l'asphyxie.

Mais le délégué irakien n'était pas venu à Paris plaider ou ne sait quelles circonstances atténuantes. Il était venu détourner le sujet, se faire, au nom de la nation arabe, le chantre de la paix, et placer Israël au banc des accusés. Après avoir, comme tout le monde, rendu hommage au président Mitterrand pour l'initiative de cette conférence, et salué, avec une certaine perfidie, l'amitié manifestée par la France à son pays « en toutes circonstances » (c'est-à-dire pendant la guerre), il s'offrit même le luxe d'appeler les États qui ne l'ont pas encore fait à adhérer au protocole de 1925 prohibant l'emploi des armes chimiques, dont son pays est signataire et qu'il a, pendant presque toute la durée de la guerre du Golfe, abondamment violé.

M. Velayati, le ministre iranien des affaires étrangères, avait dressé, samedi, un bilan de ces violations : cinquante mille victimes des armes chimiques dont cinq mille morts, en Iran seulement — et souligna que la conférence admettait clairement que c'est dans ces horreurs récentes qu'elle puise sa raison d'être. Cette intervention avait valu samedi soir la première escarmou-

che irano-irakienne. M. Tarek Aziz démentait que son pays eût été formellement condamné par les Nations unies et renvoyant la balle à l'Iran pour usage des mêmes armes dans le conflit (1).

Mais, dimanche, le délégué irakien avait décidé de changer d'adversaire et de développer une argumentation qui, parce qu'elle est reprise par tous les pays arabes, risque d'embarrasser les délégués chargés de la rédaction du texte final.

Lorsque le protocole interdisant l'usage des armes chimiques a été signé en 1925, a-t-il en substance M. Tarek Aziz, ces dernières étaient les seules armes de destruction massive existant. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. « L'arme nucléaire a été introduite au Moyen-Orient par Israël », c'est une menace pour la région », a-t-il poursuivi. Or l'ONU dans le document final de la première session qu'elle a consacré au désarmement en 1978 souligne le droit de chaque État à la sécurité et stipule que le processus de désarmement ne doit privilégier aucun pays. « Les pays nucléaires, conclut le ministre irakien, doivent garantir aux États non nucléaires qu'ils ne seront pas menacés (...). Tout appel à la prohibition de l'arme chimique doit s'accompagner d'un appel équivalent pour l'arme nucléaire. » CQFD.

Ne reculant pas devant les amalgames, M. Tarek Aziz reprochait encore aux Israéliens d'utiliser des « gaz toxiques » contre les Palestiniens, une allusion aux gaz lacrymogènes qui jusqu'à nouvel ordre sont considérés par les États comme moyens du maintien de l'ordre, pas comme armes chimiques de guerre.

Un consensus ?

La conférence de Paris est après tout l'antichambre du premier véritable traité multilatéral de désarmement, et il est étonnant qu'aucun différend n'apparaisse. Elle ne parviendra cependant à son objectif que si le consensus se fait sur le texte final, faute de quoi l'effet serait déplorable et il aurait mieux valu s'abstenir.

Ce qu'a d'inquiétant l'argumentation de M. Tarek Aziz, c'est qu'elle a d'évidence fait l'objet d'une concertation et que tous les pays arabes, Égypte comprise, paraissent décidés à faire front. Des contacts préalables ont eu lieu dans la région, des réunions à Paris, et le groupe arabe avait, semble-t-il, chargé les

délégués du Maroc, de la Tunisie, de la Syrie et de l'Irak de défendre son point de vue dimanche, lors de la réunion du comité plénier chargé d'élaborer le document final.

Devant l'assemblée, tous les représentants de ce groupe qui se sont exprimés pendant le week-end (Tunisie, Maroc, Égypte, Algérie, Arabie saoudite, Irak) ont développé la même thèse, avec plus ou moins de fermeté. Le représentant algérien a été parmi les plus virulents, ajoutant aux arguments de défense un argument économique repris, lui, par d'autres pays en voie de développement : il ne faudrait pas que le contrôle sur les exportations de certains produits sensibles mais utilisables à des fins purement civiles entravent le développement industriel du tiers-monde.

Tout dépendra finalement du degré d'exigence des pays arabes. Se satisfont-ils d'une formule dans la déclaration finale qui replacerait la prohibition des armes chimiques dans le contexte général du désarmement (mise en perspective qui figurerait dans de très nombreux discours, notamment celui de M. Mitterrand) ? Ou bien exigent-ils qu'un lien plus formel soit établi entre désarmement chimique et désarmement nucléaire, à quoi les pays développés ne sauraient souscrire ?

Les arguments opposables aux Arabes sont nombreux, à commencer par celui qu'exposait, dans les coulisses, un membre de la délégation irakienne, à savoir qu'on n'a pas le temps de parler de tout et que cette conférence n'a pour seul objet que les armes chimiques.

Israël a, certes, toujours refusé d'adhérer à la convention de non-prolifération des armes nucléaires, en arguant que ce traité ne constituait pas une garantie suffisante contre une éventuelle utilisation de l'arme atomique par un État arabe et en militant, en revanche, pour la création d'une zone dénucléarisée au Proche-Orient. Il s'agit, feront valoir les délégués occidentaux, d'un problème purement régional, alors que la conférence de Paris prétend à une approche universelle.

L'argument, au demeurant, selon par exemple le délégué français à la conférence de Genève, M. Pierre Morel, n'est pas fondé du point de vue stratégique, dans la mesure où l'arme chimique, contrairement au nucléaire, n'est pas une arme de dissuasion. L'objection paraît cependant trop absurde pour convaincre les pays arabes. Reste, et c'est l'essentiel, que l'arme chimique, comme le rappelait M. Morel, n'a pas le même « statut international » que le nucléaire : son usage est prohibé par le droit international depuis plus de soixante ans, et l'objet de la conférence de Paris est d'abord de

rappeler le droit et d'obtenir de chacun l'engagement de le respecter.

La très forte participation à la conférence témoigne de l'attente existant sur le sujet, et on imagine mal les pays arabes s'isolant au sein de la communauté internationale en s'opposant à un consensus. Les quelques échanges polémiques qui ont eu lieu les deux premiers jours sont classiques dans tout débat international, et il est remarquable que d'autres sujets explosifs n'aient pas été poussés sur le devant de la scène. Seul le représentant algérien s'en est pris aux États-Unis pour la destruction, la semaine dernière, de deux avions libyens. Le représentant libyen ne devait intervenir que lundi après-midi, mais M. Shultz s'est gardé, pour sa part, d'accuser normalement qui que ce soit. Il a semblé, en outre, rechercher l'apaisement à propos de cette question dans tous les entretiens bilatéraux qu'il a eus pendant ces deux jours à Paris : avec ses alliés allemand et italien, mais aussi lors de sa rencontre avec M. Chevardnadze, au cours de laquelle il s'est borné, a-t-il dit, à « une brève présentation » des informations américaines sur l'usine de Rabta.

CLAIRE TRÉAN.

(1) L'ONU n'a jamais mis en cause l'Irak sur ce sujet. Aucune preuve de l'utilisation d'armes chimiques par ce pays n'a été fournie.

La visite de M. Delors à Madrid

L'Espagne et la Commission de Bruxelles sont sur la même longueur d'onde

MADRID
de notre correspondant

« La trilogie de la présidence espagnole vue par Jacques Delors, c'est l'enthousiasme, la compétence et la sérénité. » Cette affirmation laudative faite sur un ton bonhomme par le président de la Commission en personne résume bien l'esprit des conversations que M. Delors a eues à Madrid dimanche 8 janvier avec le premier ministre espagnol, M. Felipe Gonzalez. Les deux hommes ont dirigé un véritable « conseil des ministres » conjoint auquel ont également participé quatre ministres espagnols et trois membres de la Commission.

Le climat d'entente que l'on évoquait à l'issue des cinq heures d'entretiens n'était pas feint. Sur tous les thèmes conflictuels de la construction européenne, comme l'Europe sociale, l'union monétaire ou les réformes institutionnelles, MM. Gonzalez et Delors partagent la même philosophie et font preuve, dit-on, d'une véritable « complicité ».

M. Delors ne pouvait qu'être approuvé par M. Gonzalez lorsqu'il a souligné que « la réalisation de l'Acte unique ne se réfère pas seulement au grand marché européen, mais également à d'autres objectifs comme la solidarité entre régions riches et régions pauvres ». De même lorsqu'il a longuement évoqué la nécessaire « dimension sociale » de la construction européenne, qui suppose « l'égalité des chances et le respect du modèle européen de société en matière de protection sociale ».

Les deux hommes ont également paru être à l'unisson en ce qui concerne la « hiérarchie des priorités » de la présidence espagnole, qui, M. Delors l'a rappelé, s'annonce des plus chargées. M. Gonzalez a tenu à dissiper à cet égard les appréhensions de son interlocuteur pour qui l'Espagne, très enthousiaste dans les domaines de la coopération politique et des problèmes sociaux, semblait, en revanche, moins pressée en matière de construction du grand marché intérieur. M. Gonzalez a affirmé à son hôte que, sur cette

question également, son gouverne-

ment avait un plan d'action concret. C'est une vision résolument optimiste de l'Europe que M. Delors a présentée à Madrid, en rappelant notamment que « la Communauté connaît son meilleur taux de croissance depuis douze ans, son meilleur taux d'investissement depuis vingt ans, et crée un million et demi d'emplois nets par an ». Le président de la Commission a, en outre, souligné que l'unité monétaire entre les Douze représentera « un saut qualitatif aussi important que la réalisation de l'Acte unique par rapport au traité de Rome ».

Si MM. Gonzalez et Delors ont confirmé qu'ils se situaient tous deux dans le camp des plus « européistes », ils sont aussi tombés d'accord sur la nécessité d'éviter de se laisser entraîner, par les gouvernements plus réticents, dans de « grands débats sur les questions de principe ». Des débats qui ne peuvent, à leurs yeux, que freiner la construction européenne, qui progressera davantage par la voie des « solutions pratiques » que par celle de la « théorisation », selon les normes de M. Delors. Il est vrai que le président de la Commission et le premier ministre espagnol ont déjà largement démontré, dans leurs carrières politiques respectives, l'importance qu'ils accordent aux vertus du pragmatisme.

THIERRY MALINAK.

PICARD

LIBRAIRIE INTERNATIONALE
82, rue Bonaparte, PARIS VI^e
Métro : Saint-Sulpice
HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE
ARCHITECTURE - BEAUX-ARTS
RÉGIONALISME
Livres neufs - Livres anciens
Beaux livres
Le catalogue 490 vient de paraître
Si, en raison des difficultés
d'acheminement, vous ne l'avez
pas encore reçu, venez le consulter
en notre librairie.

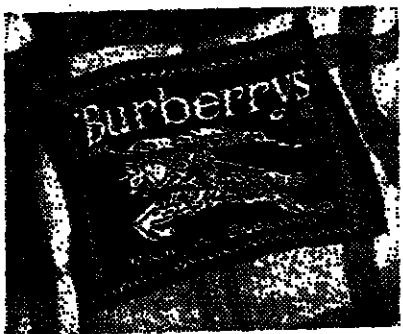
Lancer une action de recouvrement en moins de 24 heures,
c'est aussi simple que
de nous demander une documentation.



Pour lutter contre les impayés, SCRL met à votre disposition, près de vous, un interlocuteur unique qui s'engage.
En moins de 24 heures, il lance une action de recouvrement par l'intermédiaire du centre SCRL le plus proche de votre débiteur. Votre dossier est ainsi traité localement avec l'efficacité d'hommes qui connaissent parfaitement leur région. Et grâce à une liaison informatique permanente, votre interlocuteur suit votre dossier en temps réel. Sur un simple coup de fil, il vous donnera tous les détails sur son état d'avancement. Dans votre région, un spécialiste du recouvrement SCRL vous attend.
Pour en savoir plus, appelez 36.14 SCRL.COM ou contactez-nous : SCRL, 5, quai Jaurès, BP 9063, 69253 LYON, Cedex 09, Tél. 72.20.10.00 (Province) ou 40.11.25.25 (Paris).

Le recouvrement SCRL. Pour que vos affaires restent des affaires.

SOLDES A L'ANGLAISE



actuellement chez

Burberry's
OF LONDON

8, BD MALESHERBES, 75008 PARIS. TEL. 42.56.13.01
56, RUE DE PASSY, 75016 PARIS. TEL. 42.88.88.24
55, RUE DE RENNES, 75006 PARIS. TEL. 45.48.52.71

LES SOLDES SONT AUSSI CHEZ

Tunmer

5, PLACE ST. AUGUSTIN, PARIS 8^e. TEL. 45.22.75.80

CUBA

30 ans de révolution

La première
grande enquête et
des témoignages
écrits de
N. Almendros,
R. Arenas, J. Diaz,
R. Durrant,
G. Lora, M. Marquez,
F. Maspero.

En librairie
256 pages, 29F
Un numéro
de la revue Autrement

Autrement

كذبا من الأصل

Asie

La situation au Japon et les réactions internationales après la mort de Hirohito

Les réactions affluant du monde entier après le décès de l'empereur du Japon. La plupart des messages officiels de condoléances reprennent les formules traditionnelles dans ce genre de circonstances. Mais d'autres rappellent le rôle pour le moins controversé qu'il a joué avant et pendant la seconde guerre mondiale. Les représentants des cent quarante-trois pays participant à Paris à la conférence internationale sur les armes chimiques ont observé, samedi 7 janvier, une minute de silence en l'honneur du défunt. Dans son discours d'ouverture, le secrétaire général des Nations unies a souligné sa « largeur de vues ».

M. Gorbatchev a envoyé samedi un bref télégramme de condoléances dans lequel il a exprimé sa « profonde sympathie au peuple japonais ». Le pape Jean-Paul II a, dans un message au nouvel empereur, déclaré prier pour la nation japonaise ainsi que pour Hirohito. Le président de la RFA, M. von Weizsäcker, a, en son nom et « au nom

du peuple allemand », estimé que, « dans les heures sombres, il a eu la clairvoyance historique et l'énergie d'ouvrir à son peuple une nouvelle voie vers le futur ». Le roi Olav V de Norvège, qui, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, est devenu le doyen des souverains vivants, a annoncé que la cour d'Oslo observerait trois semaines de deuil, une tradition en Norvège lors du décès d'un membre d'une famille royale ou impériale étrangère. Mais c'est le prince François-Joseph II du Liechtenstein qui est désormais le doyen des souverains au pouvoir : âgé de quatre-vingt-deux ans, il exerce les fonctions de chef de l'Etat depuis le 26 juillet 1938.

A Londres, la reine Elisabeth II et le premier ministre, Mme Thatcher, ont chacune adressé ses condoléances au peuple japonais. Mais la question de savoir si la famille royale doit envoyer l'un de ses membres à Tokyo pour assister aux obsèques a fait la « une » de la presse dominicale. Plusieurs

parlementaires d'opposition et des anciens combattants estiment que Hirohito reste un criminel de guerre. Quelque vingt-sept mille prisonniers de guerre britanniques ont trouvé la mort après être tombés aux mains de l'armée impériale, et, en septembre dernier, plusieurs journaux avaient très violemment critiqué Hirohito. Aux Pays-Bas, pays qui a perdu vingt mille nationaux aux Indes néerlandaises pendant la guerre, le gouvernement a souligné que, « avec la mort de l'empereur du Japon, est mis fin à un long règne, une période pendant laquelle le Japon, après les horreurs de la deuxième guerre mondiale, a rallié la communauté des pays démocratiques ». Le premier ministre, M. Lubbers, a pris soin de ne pas citer le nom de Hirohito. Selon toute vraisemblance, aucun membre de la famille royale n'assistera aux obsèques.

Dans les pays asiatiques, dont beaucoup avaient été occupés par l'armée impériale pendant la guerre, les condoléances officielles tranchent

avec les réactions, parfois négatives, d'une partie de la population. Il en est de même en Australie. En revanche, en Nouvelle-Zélande, c'est le ministre de la Défense lui-même, M. Bob Tizard, qui a déclaré dimanche que « Hirohito aurait dû être fusillé ou publiquement décapité à la fin de la guerre. Que la Nouvelle-Zélande exprime sa sympathie ne ferait grincer des dents. (...) Des centaines de mes amis et des milliers d'autres ont été massacrés par les Japonais après avoir été faits prisonniers ». Un porte-parole du premier ministre a souligné que les propos de M. Tizard n'engageaient que lui. Enfin, de Beyrouth, l'Armée rouge japonaise a affirmé dimanche dans un communiqué sa volonté de « poursuivre la lutte » contre l'empereur Akihito, qui symbolise, selon le groupe terroriste d'extrême gauche, « le terrorisme, la répression et le fascisme ». — (AFP, Reuters, UPI, AP.)

Les funérailles seront célébrées le 24 février suivant les rites traditionnels

TOKYO

de notre correspondant

Les funérailles nationales de l'empereur Hirohito, qui doivent avoir lieu le 24 février, ont suscité huit jours après son décès, suscitant déjà les critiques des partis d'opposition (communiste et socialiste), ainsi que de certains milieux universitaires, qui affirment qu'elles ne sont pas conformes au principe de séparation de la religion et de l'Etat reconnu par la Constitution. Le porte-parole du gouvernement a déclaré que ces funérailles, tout en respectant la tradition impériale du culte shinto (principale religion du Japon), seront conformes à l'« esprit de la loi fondamentale ».

Leur déroulement suivra en gros les obsèques de l'empereur Taisho en février 1927. Le cortège funéraire parcourra les 51 kilomètres qui séparent le palais impérial de Hachioji, dans la banlieue ouest de Tokyo, où se trouve Musashi Ryobochi, le mausolée impérial où repose Taisho. Le cortège s'arrêtera sur le parcours au jardin Shinjuku, où auront lieu les cérémonies des funérailles.

Ce fut également le cas en 1927. Mais les funérailles de Hirohito ne se dérouleront pas de nuit à la lueur des torches. Dans son journal, Paul Claudel, alors ambassadeur de France au Japon, rappelait que « le char funéraire traîné par des bœufs noirs attelés de traits blancs » progressait lentement dans les ténèbres, accompagné de chants shinto, « cris prolongés, espèces de pialement douloureux avec, de temps en temps, un coup de tambour en plein ventre ». Plus d'un million de personnes venues des quatre coins du Japon se trouvaient sur le parcours du cortège « inviolable et silencieux » sous la neige.

Cette fois-ci, les funérailles seront solennelles, mais d'une esthétique plus sobre. Le cortège sera motorisé, et la cérémonie, qui débutera à 9 h 20 du matin, s'achèvera en fin d'après-midi. C'est le premier ministre Takeshita qui présidera le comité chargé de l'organisation, mais c'est le nouvel empereur qui conduira les rites. Une centaine de dignitaires étrangers sont attendus. Ils assisteront aux cérémonies religieuses, alors qu'il avait été envisagé précédemment de séparer celles-ci de cérémonies purement civiles. Le 24 février sera chômé.

Dimanche 8 janvier, le corps de l'empereur a été mis en bière (une cérémonie qui, dans le cas de la noblesse, est désignée par l'expression « dans le bateau »), en présence de la famille du défunt. Le cercueil en cèdre a été fabriqué par des artisans spéciaux de Kyoto. Jusqu'à l'habitation (l'empereur sera enterré et non pas incinéré comme c'est la coutume au Japon), auront lieu une série de rites religieux à l'intérieur du palais. A partir du 22 janvier, les membres du corps diplomatique, des milieux politiques et économiques, pourront venir se recueillir devant le cercueil. Ce n'est qu'après la traditionnelle période d'un an de deuil de la famille impériale qu'aura lieu la cérémonie d'inhumation du nouvel empereur Akihito.

(Publicité)

MAROC • L'ÉTAT PRIVÉ D'ENTREPRISES

Une loi sur les privatisations promet de bouleverser le paysage économique du royaume : 500 entreprises sur plus de 500 resteront contrôlées par l'Etat ! Arabes explique pourquoi ce projet suscite d'âpres controverses.

Dans le numéro de janvier d'Arabes en kiosques et en librairies 78, rue Joffroy 75017 Paris Tél. 46.22.34.14

Silencieuse, déferente et indifférente : telle était l'atmosphère de Tokyo au cours des deux jours de deuil décrétés à la suite du décès de l'empereur. Samedi soir, Tokyo était une ville pratiquement morte : les dizaines de milliers d'enseignants qui animent ses nuits étaient éteintes, et les promeneurs étaient rares. Par déference, les cafés avaient supprimé leur musique et, dans certains grands magasins, les employés portaient des uniformes noirs ou un neutre, un ruban, un brassard, de deuil. Certaines boutiques avaient placé un portrait de l'empereur orné de fleurs blanches dans leurs vitrines.

Déférence aussi auprès du palais impérial où 190 000 personnes samedi et 350 000 dimanche sont venues signer les registres de condoléances. Pendant quatre jours encore, les administrations observeront une période de deuil, les drapeaux resteront en berne ou porteront un crêpe noir mais, lundi matin, la ville avait repris sa physionomie normale.

La grande machine de l'affliction officielle, dont les rouages avaient été huilés de longue date, ne doit pas induire en erreur sur les sentiments de la population. Le respect manifesté par les Japonais à l'égard de Hirohito relevait plus du formalisme traditionnel que de l'émotion. Sans doute, certaines personnes signaient les registres de condoléances avaient les larmes aux yeux, mais la foule de tout âge et de toute condition qui, sous la pluie, en longues files disciplinées depuis la gare centrale de Tokyo voisine, affluait vers le palais, venait surtout accomplir un rite envers un « pauvre homme qui avait souffert ».

L'affectivité, la spontanéité, étaient absentes. Avant de partir, on se photographiait avec les enfants en ce moment historique (premier jour d'une nouvelle ère) devant le pont principal qui mène au palais. D'autres, sur le chemin du retour, se bousculaient à la poste centrale pour obtenir un cachet de la nouvelle ère ou porter précieusement ce jour-là une lettre à des amis.

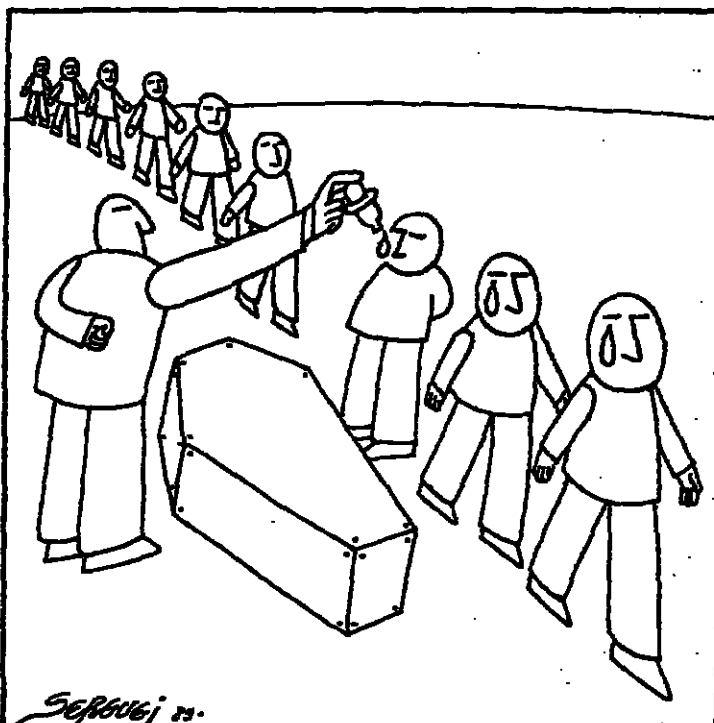
Dans cette ville en deuil, la déference se disputait en réalité à l'indifférence. Dimanche, les cinémas étaient bondés. Depuis samedi, les magasins de location de cassettes vidéo avaient été dévalisés, beaucoup de Japonais ne voulant pas suivre les programmes que tous les réseaux de télévision ont consacrés sans interruption depuis quarante-huit heures à l'empereur. Tant la chaîne nationale que les chaînes privées ont reçu des dizaines de milliers de coups de téléphone d'auditeurs se plaignant de cette monopolisation des ondes jusqu'à 3 heures du matin pour des émissions de rétrospective ou des commentaires de personnalités, toutes en vêtements de deuil, y compris les présentateurs et les présentatrices.

On a tout su sur la vie de la famille impériale : du dressage des chevaux à l'univers des chambellans, de l'empereur biologiste à ses bons mots, en passant par les réactions dans chaque région de l'« archipel en deuil », y compris des paralytiques dans les hôpitaux. Tout, sauf la vraie question : la responsabilité du monarque dans la guerre. Les rétrospectives sur l'ère Showa, quelles que soient les chaînes, ont été des plus tildes, sinon choquantes. L'invasion de la Chine, par exemple, se résumait à des images sur l'avancée de l'armée japonaise et la liesse à Tokyo après la prise de Nankin. « Selon les étrangers, il y aurait eu des massacres commis par notre armée », se borna à dire le commentateur. Aucune image ne fut présentée du carnage.

Si un effacement de l'empereur défunt était notable, dimanche, au profit d'une présentation tout aussi laïcisante du nouveau couple impé-

rial, un très faible écho fut donné aux manifestations, certes sporadiques et de faible ampleur, contre le système impérial qui ont eu lieu çà et là. Aucun des grands intellectuels ou universitaires connus pour leurs opinions contestataires n'avait été invité aux tables rondes. La presse écrite a fait preuve du même conformisme.

Ph. P.



(Suite de la première page.)

Par un jeu d'alliances et de liens matrimoniaux entre le monde des possédés (zaibatsu), l'élite bureaucratique et l'ancienne aristocratie ont ainsi constitué de nouvelles « dynasties » politico-économiques que l'on désigne du nom imagé de « cliques d'alcôve » (keibatsu). Au lendemain de la guerre, l'aristocratie était ruinée, la réforme agraire ayant laminé des fortunes essentiellement foncières. Cette classe nobiliaire s'était constituée à l'époque Meiji. Après avoir aboli les quatre classes (guerriers, paysans, marchands et artisans) dans un souci d'intégration nationale, les réformateurs de Meiji instituèrent en 1884 une nouvelle classe nobiliaire s'inspirant du modèle occidental : c'est ainsi qu'apparurent les titres de marquis, comte et baron. A cette noblesse (kazoku) dont certains membres allaient composer la Chambre des pairs (sorte de Sénat du Second Empire) s'ajoutait la classe des anciens guerriers (shizoku). Tout le reste de la nation formait les *heimin*, les gens du commun.

La nouvelle noblesse amalgamait les anciens *daimyo* (seigneurs) dépossédés de leurs domaines (devenus des préfectures) et la vieille aristocratie de cour, lignée certes prestigieuse mais sans pouvoir. Faisaient surtout partie de cette nouvelle noblesse des membres des familles qui s'étaient illustrées pendant la période de lutte contre le shogunat. Avec leur pension, certains aristocrates se lançaient dans les affaires : beaucoup se ruinèrent mais quelques-uns réussirent de manière brillante. C'est ainsi que Matsukata, qui fonda le groupe Mitsubishi, ou le banquier Eiichi Shibusawa. Par la suite, beaucoup de dirigeants d'avant-guerre (konzerne d'avant-guerre) et de hauts fonctionnaires furent nobilités en récompense de leur contribution à la gloire de l'empire.

Dans les décennies de la défaite de 1945, les aristocrates cherchèrent à survivre comme leurs concitoyens. Un prince de sang, Nuraiko Higashikuni, commandant en chef de

l'armée de l'air et premier ministre pendant quelques mois au lendemain de la reddition, vendit des objets appartenant à sa famille au marché noir avant de devenir grand-père d'un nouveau secte religieuse, ou le frère aîné de l'impératrice Nagako fabricant de parfum... Avec le redressement du pays, les situations se stabilisèrent : certains nobles sont tombés dans l'oubli, mais beaucoup de descendants de grandes familles sont devenus salariés des banques, des entreprises ou des administrations (on trouve ainsi des Tokugawa dans des compagnies d'assurances ou la JAL).

La saga de l'aristocratie japonaise ne s'achève pourtant pas sur cette sorte de dilution dans l'anonymat démocratique.

La famille impériale elle-même a donné l'exemple d'une ouverture : le mariage en 1959 du prince héritier Akihito avec une roturière issue de la grande bourgeoisie témoignant de ce souci de démocratisation. Cet élargissement s'étant poursuivi avec les filles de l'empereur, comme la princesse Suganamiya dont le mari, certes aristocrate, n'est cependant pas issu d'une famille princière. En fait, les titres de noblesse (même si cette dernière est abolie) et surtout un degré de parenté avec la famille impériale, gage de renom (*meimon*), constituent un sérieux atout dans le jeu des mariages « stratégiques » à la faveur desquels se tisse l'échiquier de la « nouvelle aristocratie » politico-économique du Japon moderne.

Les huit grandes familles

La concentration du pouvoir entre les mains de quelques grandes familles est telle que, à trois exceptions près — dont M. Tanaka, le parvenu qui n'a jamais réussi à pénétrer le gotha nippon — les treize chefs de gouvernement conservateurs de l'après-guerre ont entretenu des liens plus ou moins étroits avec la famille impériale. Ainsi, Shigeru Yoshida, le grand premier ministre de l'après-guerre, dont le « clan »

parmi la population civile. Ainsi avons-nous reçu, dès avant la mort de Hirohito, de la Fédération des réseaux de la résistance en Indochine la lettre suivante :

« La Fédération des réseaux de la résistance en Indochine, FFL-FFC 1940-1945, à l'occasion de la mort de Hirohito, empereur du Japon, tient à rappeler que ce personnage est le dernier grand criminel de guerre du vingtième siècle, au même titre que Hitler et Mussolini. La Fédération souligne que la sinistre Kempeitai (gendarmérie japonaise chargée du renseignement) relevait directement de l'empereur-dieu et que des Français furent martyrisés, moururent sous la torture ou furent décapités au sabre, voire crucifiés, au nom de Hirohito.

« La FERIC considérera comme une insulte à ses morts toute participation officielle française, à quelque niveau que ce soit, au deuil nippon à l'occasion du décès de Hirohito, qui n'a échappé que pour des raisons d'opportunité politique au juste châtiment des crimes commis en son nom.

Autre témoignage, celui de M. Lydia Chagoll, qui a publié en 1988 une lettre ouverte à Hirohito sous le titre *Un criminel de guerre oublié ?* (1). Fuyant l'avance des troupes soviétiques, sa famille « non aryenne » s'était embarquée pour les Indes néerlandaises, où elle pensait trouver asile. Un mois après son arrivée, débarquèrent les troupes japonaises. Sa famille fut ainsi internée dans des camps de concentration, jusqu'en 1946. Dans son petit livre au ton de pamphlet, elle raconte les humiliations et les mauvais traitements dont les défunts furent victimes, les massacres auxquels se livra l'armée, tout comme la manière dont elle dissimula ses

crimes après la capitulation. Tout cela, écrit-elle, au nom de l'empereur. Le sort de cette petite fille battue de camp en camp rappelle celui du petit Jim, héros de *l'Empire du Soleil*, le roman de l'auteur anglais Ballard porté à l'écran par Spielberg. « Après la guerre, affirme-t-elle, beaucoup d'Allemands ont vécu avec des complexes de culpabilité. Les Japonais ne connaissent rien de ce genre. Un peu sévère, peut-être, mais M. Chagoll a payé au prix fort le droit de s'exprimer.

Par ailleurs, M. Kyo Kurita, professeur à l'université de Kanagawa, a adressé au *Monde* des *Paroles d'un libéral à la manière de Charles Peguy*, dans lesquelles il affirme que « on ne peut pas condamner l'histoire du Japon si on ne parle pas des atrocités perpétrées au nom du régime impérial. Bien des maux, sociaux, politiques du Japon moderne nous viennent de cette triste période de notre histoire (...). Il faut rendre l'empereur responsable de la guerre du Pacifique. Si, en tant que chef de l'Etat, il n'avait pas promu la déclaration de guerre, s'il avait voulu défendre le gouvernement constitutionnel, s'il avait vraiment été un homme de paix, s'il n'avait pas voulu conquérir et opprimer, il n'aurait pas eu cette grande tragédie qui a fait souffrir tant de peuples (...). Quand le prince Kanoe (premier ministre de 1940 à 1941) lui constella une paix précoce, il refusa son sage conseil (...) S'il avait suivi son conseil, il n'aurait pas eu la tragédie de Hiroshima et de Nagasaki ».

P. de B.

(1) Traduit du néerlandais, éditions EPO, Anvers.

La saga de l'aristocratie

allait dominer (par l'entremise de ses héritiers Kishi et Sato) la vie politique de 1945 à 1970, avait-il pour épouse la fille d'un dignitaire de la cour impériale, le comte Makino, et sa petite fille était mariée avec le prince Takamado, neveu de l'empereur. Le fils de l'empereur, le prince Akihito, épousa la fille de Hiroshi Anzai, famille liée non seulement à celle de l'ex-premier ministre Miki mais aussi à la nouvelle impératrice Michiko. Le Japon de cette fin de siècle compte huit grandes familles qui ont remplacé l'aristocratie de l'avant-guerre et les clans à l'origine des *zaibatsu* (souvent en les absorbant). Ce sont les familles Anzai (groupe chimique Showa Denko), Kajima (Construction), Ishihashi (pneumatiques Bridgestone), Uehara (produits pharmaceutiques Taisho Seiyaku), Shoda (minotaurie) — famille dont est issue l'impératrice Michiko — Aso (cimenteries du Kyushu), Toyoda (constructeur automobile Toyota) et Nagano (ancien président de la Chambre de commerce).

Deux familles, au demeurant liées entre elles, sont révélatrices des stratégies de puissance fondées sur le tissage de liens de parenté (*inseki kankei*). L'une fait partie du gotha, la famille Anzai, l'autre non, mais elle n'en est pas moins l'une des plus fortunées du Japon : c'est la famille Mori, promoteur immobilier dont des dizaines d'immeubles de Tokyo portent le nom.

Leur histoire montre comment, en moins de trois générations, deux ramasseurs d'algues enrichis dans le commerce de l'ode pendant la guerre ont construit une fortune et sont un échec d'alliances parmi les plus puissants et les plus anciens de l'élite japonaise. L'impératrice Michiko, huitième ministre, des députés et un grand nombre de présidents de grandes sociétés. C'est en épousant une Mori que l'ex-premier ministre Miki, bien que d'origine modeste, n'a pu accéder de plein droit à l'establishment nippon, contrairement à M. Tanaka, qui n'avait pas fait un beau mariage. Quant au petit-fils de Hiroshi Anzai, l'autre ramasseur d'algues, il a

épousé la jeune sœur de l'impératrice.

De telles liaisons, mêmes éloignées, avec la famille impériale sont à l'origine d'un prestige qui se traduit en avantages très concrets dans un Japon démocratisé, mais qui n'en reste moins un pays formaliste, où les symboles demeurent une des dimensions essentielles du pouvoir. Qui, dans le Japon démocratique, refuserait une ligne de crédit ou un service à un homme politique ou un industriel lié, même de loin, à la famille impériale ? Le mariage du nouvel empereur avec une roturière a ouvert une brèche dans le petit monde princier, que certains à la maison impériale, craignant des manipulations furtives, voudraient voir ne pas s'agrandir ; ils souhaitent par exemple que le jeune prince Hiro épouse une aristocrate.

Au lendemain de la guerre, le démantèlement des *zaibatsu* et les purges de personnalités liés à la clique militariste au pouvoir jusqu'en 1945 — mais pas tous, comme en témoigne la réhabilitation par les Américains, qui en avaient besoin pour leur politique anti-communiste, d'hommes arrêtés pour crimes de guerre tels que MM. Kishi, futur premier ministre, ou Sakakawa, avaient fait sortir de l'ombre de jeunes administrateurs. Les trente-trois années de pouvoir du PLD, émanation directe de l'établissement, ont conduit à la formation d'une « nouvelle aristocratie » dirigeante dont l'un des facteurs d'intégration les plus puissants et les plus anciens est la formation de « cliques d'alcôve ». Celle-ci apparaît comme le mécanisme privilégié pour combiner les éléments constitutifs du pouvoir : statut d'origine familiale, et puissance financière.

A l'époque Meiji, la source de l'autorité spirituelle et politique, la crosse de l'élite était la famille impériale. Aujourd'hui, celle-ci n'a plus de pouvoir, mais elle peut encore, par le jeu des alliances, conférer dignité et prestige aux détenteurs réels de l'autorité, accroissant d'autant leur puissance.

PHILIPPE PONS.

Le mort de Hirohito

Le mort de Hirohito, l'empereur du Japon, a été annoncé hier par la télévision japonaise. Il est mort à l'âge de 89 ans, après une longue maladie. Sa mort marque la fin d'une ère qui a duré 72 ans. Hirohito était le premier empereur de la lignée impériale japonaise à mourir. Il a régné pendant la Seconde Guerre mondiale, une période marquée par la défaite du Japon et la fin de la guerre. Sa mort est considérée comme un événement historique majeur.

Discordantes

Les réactions à la mort de Hirohito sont discordantes. Certains le voient comme un symbole de la tradition japonaise, tandis que d'autres le considèrent comme un représentant de la guerre. Les opinions divergent sur son rôle pendant la Seconde Guerre mondiale. Certains le blâment pour la guerre, tandis que d'autres le défendent, affirmant qu'il était un homme d'État qui a fait de son mieux pour sauver le Japon. Ces divergences de vues reflètent la complexité de son héritage.

Liberté

La liberté est un concept complexe qui a été interprété de différentes manières au cours de l'histoire. Certains la voient comme la liberté d'expression, tandis que d'autres la voient comme la liberté économique. La liberté est souvent liée à des questions de justice sociale et de droits de l'homme. Elle est un principe fondamental de la démocratie et de la civilisation moderne. La lutte pour la liberté a été une constante dans l'histoire humaine.

TOUJOURS A COUP VOUS ÊTES EN CONTACT



êtes coupé du monde. Et quand vous arrivez à votre rendez-vous, il est peut-être trop tard.

Avec le récepteur de poche Opérateur TDF, vous pouvez recevoir un message envoyé à partir d'un simple téléphone ou d'un Minitel, où que

Dès que vous quittez votre bureau et votre téléphone pour un rendez-vous extérieur, vous risquez le pire. On cherche à vous joindre de façon urgente, mais vous

vous vous trouvez en France. Et cela, du monde entier, 7 jours sur 7, 24 heures sur 24. Il suffit que votre correspondant compose le numéro du centre d'appel Opérateur TDF et donne votre numéro d'abonné. Il peut ensuite transmettre son message que vous verrez apparaître sur l'écran de votre récepteur. Opérateur TDF garde en mémoire jusqu'à 6 appels différents. Le prix de l'abonnement au service n'est que de 6,50 FHT par jour.

OPERATOR TDF

Votre agent de liaison national.

Plus de 6 millions d'hommes d'affaires américains utilisent chaque jour un récepteur de poche.

Pour ne pas disparaître de la circulation, demandez vite une documentation. Appelez le (1) 45.85.69.69, ou tapez le 3615 TDF, ou bien retournez le coupon ci-dessous.

----->

Nom _____ Prénom _____

Fonction _____ Société _____

Adresse _____

Tél. _____ LM 1

Opérateur TDF - 72, rue Régnault - 75013 Paris.

-----<

هكذا من الأصل

Politique

L'opposition face à la recomposition du paysage politique

Les deux stratégies

Les interventions de M. Raymond Barre devant le « Club de la presse » d'Europe 1 et de M. Philippe Séguin au « Grand Jury RTL-le Monde » relançaient au début de cette année le débat sur la recomposition du paysage politique français. De deux façons certes diamétralement opposées, mais qui contribuent toutes deux à interpeller les centristes et à les mettre devant leurs responsabilités.

Imperturbablement, M. Barre continue de parier sur une recomposition passant par l'émergence de cette fameuse troisième force « libérale, sociale et européenne » qu'il appelle de ses vœux depuis son échec à l'élection présidentielle. Une force d'action et de proposition qui pourrait se situer entre une droite osant afficher enfin son conservatisme et une gauche aux couleurs social-démocrates s'inspirant davantage de celui inspiré « par l'imagination de M. Mauroy ».

M. Barre relance ce débat à sa façon, c'est-à-dire par le biais de la provocation dont le professeur qu'il est se plaît à reconnaître les vertus pédagogiques. M. Barre, comme il l'avoue lui-même, « sent le souffre », et il aurait tendance aujourd'hui à s'en réjouir ! M. Solson, « le saxon » désigné à la vindicte par l'opposition reste son ami et semble devenu également, à ses yeux, un nouveau Jean-Baptiste sur le chemin de l'ouverture. « Les actions utiles » du gouvernement Rocard sont appréciées par lui avec bienveillance.

Il approuve le moment, la méthode et les angles qu'a choisis le président Mitterrand pour remettre la question de l'immigration dans l'actualité. Il se contrarie des jugements portés à son encontre par M. Giscard d'Estaing et pour bien montrer que les structures de l'UDF sont aujourd'hui, pour lui, obsolètes, il pousse son ami Bruno Durieux à

se présenter à Lille nonobstant les consignes des « petits conclaves » de l'opposition.

« M. Barre n'est plus chez nous » avait dit M. Giscard d'Estaing. Il est effectivement clair que l'ancien premier ministre ne participe plus en tout cas de cette opposition strictement définie par les contours du RPR et de l'UDF. Et l'on sent bien qu'il lui tarde aujourd'hui de ne plus être seul. Il pousse les centristes à « prendre des vitamines ».

A juger de la manière dont ceux-ci se sont fait gruger dans les négociations municipales à regarder la pression giscardienne qui s'exerce sur eux pour les élections européennes, M. Barre, en privé, n'est pas fondamentalement optimiste.

L'axe

Giscard d'Estaing-Balladur

L'ancien premier ministre estime que le CDS a manqué le coche en ne sautant pas de la galère UDF tout de suite. Le CDS saura-t-il, pourra-t-il, former cette liste centriste qu'il est prêt à parer pour le rendez-vous européen ?

M. Barre en doute. Faute d'avoir voulu prendre lui-même les initiatives nécessaires, M. Barre est voué, en quelque sorte, à une pédagogie de l'inaction. Cette troisième force ne peut être le résultat d'une concordance entre l'Elysée et le CDS, qui n'existe pas. Voilà bien, pour l'ancien premier ministre, son principal handicap qui doit faire penser aux responsables de l'opposition qu'il ne peut plus désormais prêcher ce dans le désert.

Car face à M. Barre, on voit tout aussi clairement se constituer dans cette opposition un axe Giscard d'Estaing-Balladur auquel on peut associer désormais le nom de M. Séguin. L'ancien ministre RPR rêve aujourd'hui d'une

recomposition du paysage politique dans un esprit plus anglo-saxon que latin. Son idéal ? Deux grandes forces politiques : l'une social-démocrate, l'autre libérale laissant de côté les extrêmes de gauche et de droite. M. Séguin réduit ainsi le combat politique à l'alternance d'équipes différentes au pouvoir sur les options qui ne sont pas radicalement opposées.

Il assure que cela est possible en raison des changements qui ont affecté le pays et les tempéraments des hommes. Les socialistes d'aujourd'hui, affirme-t-il, ne sont plus ceux de 1981 et, à l'en croire, il suffirait de convaincre les centristes que le RPR ne veut pas les entraîner dans une dérive droite pour qu'ils cessent de pencher vers les socialistes.

Le maire d'Epinal est ainsi dans la filiation libérale que défend M. Giscard d'Estaing et qu'avait exposé M. Edouard Balladur en prononçant une confédération de toute la droite parlementaire (le Monde du 18 mars 1988). C'est l'attitude prise également par le RPR qui accepte, au nom de l'union, de ne pas conduire une liste commune aux européennes pour peu que l'UDF ne se divise pas.

M. Barre persiste à faire confiance à M. Mitterrand et à la méthode Rocard et l'ouverture reste pour lui un mot d'actualité. M. Séguin conteste les mérites de cette méthode Rocard, ne croit pas qu'un gouvernement s'appuyant sur une majorité relative puisse durablement gouverner, exprime sa conviction que l'alternance s'impose. Ce n'est pas M. Barre qui accepte implicitement. M. Séguin le condamne explicitement en jugeant avec sévérité la « troisième force » qu'il qualifie de « mariage de la carpe et du lapin ». Une union que la tortue serait prête à bénir...

DANIEL CARTON
et ANDRÉ PASSERON.

Au « Club de la presse » d'Europe 1

M. Barre approuve l'action de M. Mitterrand sur l'immigration

Pour sa première intervention médiatique de l'année, dimanche 8 janvier, devant le « Club de la presse » d'Europe 1, M. Raymond Barre a eu l'occasion d'aborder tous les problèmes chauds de l'actualité. Premier dossier : les « affaires » Société générale, Pechiney (lire page 42), le débat privatisation-nationalisation et le procès d'« affaire politique » instruit actuellement à l'encontre du pouvoir.

Deuxième sujet évoqué : l'immigration. M. Barre a approuvé les récentes déclarations du président Mitterrand qui, selon lui, inaugurent parfaitement cette année du bicentenaire de la Révolution française. « Ce n'est pas, a-t-il insisté, parce que l'on est à trois mois des municipales qu'on doit s'abstenir désormais de parler des problèmes de fond. (...) Je ne crois pas que M. Mitterrand soit indifférent aux conséquences politiques de ses propos, mais je ne crois pas non plus qu'il faille rabaisser ses comportements ou les opinions de ceux dont on ne partage pas les sentiments. J'ai toujours dit que les problèmes de l'immigration n'étaient pas un enjeu électoral ».

Sur le fond, M. Barre a ainsi convenu que « certaines dispositions de la loi Pasqua devaient être amendées » et que les aménagements « indiqués dans les circulaires de M. Joxe paraissent mériter l'approbation ». Cela dit, M. Barre a précisé qu'il serait pleinement satisfait dès lors que le gouvernement en viendrait sur le sujet « à une politique concrète », quand il mettra en pratique les recommandations de la commission de réforme du code de la nationalité et quand enfin une réflexion au niveau européen sera engagée. En tout état de cause, M. Barre se félicite de voir M. Mitterrand engager avec ce dossier « une pédagogie de l'action », qui faisait défaut, selon lui, depuis sept mois.

M. Barre a enfin évoqué les problèmes de politique intérieure. Pour l'avenir il continue de parier sur une recomposition du paysage politique qui reste « une affaire très difficile ». Selon lui « rien ne sera possible avant les élections municipales et sans doute avant les élections

européennes ». Il félicite M. Jean-Pierre Solson, « qui a fait un choix et qu'il faut reconnaître en reconnaissant que s'il s'agissait d'un choix plus ample, il y aurait un certain nombre de problèmes à résoudre et de conditions à remplir ». Il invite les centristes à « prendre des vitamines » en leur faisant confiance pour la stratégie à adopter aux élections européennes.

Des discussions prématurées

Il estime que ce rendez-vous provoque pour l'instant « beaucoup de discussions prématurées ». Barre insiste sur l'absence d'intention d'être candidat « de quelque façon que ce soit » à ces élections et juge finalement qu'il appartient aux centristes de peser le moment venu « les divers aspects de la situation ». S'il regrette parfois de « ne s'être pas abstenus » au moment du vote de confiance au gouvernement Chirac au printemps 1986, il a réaffirmé « être prêt à soutenir les actions utiles au pays » engagées par le gouvernement Rocard.

En revanche il ne souhaite pas que « la France en revienne à une politique influencée par l'imagination de M. Mauroy ». Quant à sa place personnelle dans l'opposition, il préfère s'en remettre au jugement de Dieu — « pas celui du Bébête Show » — plutôt qu'au jugement des hommes. M. Giscard d'Estaing a jugé qu'il n'est plus dans l'opposition ! « De tels propos ne méritent ni attention ni commentaires. » Cherche-t-on à le coïncider en préconisant l'organisation de primaires à l'intérieur de l'opposition pour l'élection présidentielle ? Ces projets de MM. Pasqua et Giscard d'Estaing ne servent qu'à « amuser le tapis ».

De même invite-t-il « son ami » M. Bruno Durieux, à qui le soutien officiel de l'UDF a été refusé pour sa candidature à la mairie de Lille, à demeurer en lice. « Les Lillois, a-t-il estimé, ont à choisir sans tenir compte des petits conclaves de l'opposition. » Personnellement, il attend d'« y voir un peu plus clair » à Lyon pour décider de sa présence sur la liste du maire sortant, M. Francisque Collomb.

Les nationalistes corses refusent de rencontrer M. Joxe

La question que nous nous sommes posée était de savoir si l'éventualité d'une rencontre proposée par M. Joxe correspondait à une véritable politique de main tendue. Nous aurions aimé le croire (...). nous sommes contraints de penser qu'en fait de main tendue nous sommes confrontés à une nouvelle manœuvre visant à privilégier la forme en occultant le fond. C'est l'explication que les délégués d'A. Cuncoletta Nazionalista, réunis toute la journée de dimanche 8 janvier à Corte, ont donnée à leur décision de rejeter la proposition de rencontre que M. Joxe leur avait

adressée le 23 décembre dans une lettre qui était la réponse à la Lettre ouverte qu'A. Cuncoletta Nazionalista avait envoyée, le 22 novembre, au ministre de l'Intérieur, alors qu'il entamait sa troisième visite officielle de l'île (le Monde des 28 et 29 décembre). « Notre refus de rencontrer M. Joxe n'est pas une fin de dialogue », qui s'est instauré en Corse depuis la trêve de l'ex-FLNC décidée le 1^{er} juin, commente un délégué. Cette rencontre est aujourd'hui inopportune, car elle viserait simplement à renforcer les stratégies du pouvoir. » — (Corresp.)

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Philippe Séguin : « Deux grandes forces politiques alternant au pouvoir »

qui ne paraît une solution dangereuse pour le pays.

« Reste une troisième solution, c'est-à-dire la constitution, sur les bases actuelles, une fois que l'on aura fait litte de tous les faux débats, de tous les concepts qui, disons, nous opposeraient, de deux grandes forces qui seraient d'accord, comme elles sont d'accord aux Etats-Unis, en République fédérale ou en Angleterre, sur les grandes options économiques et sociales, mais qui diffèrent par le simple fait qu'elles présentent pour le pouvoir des équipes différentes, par le fait qu'elles ont des propositions qui, sur tel ou tel point, diffèrent, par le fait qu'elles ont des priorités qui ne sont pas les mêmes. Cela me paraît la seule manière de faire fonctionner de façon harmonieuse la V^e République, la seule manière de devenir enfin une démocratie adulte comme l'ensemble des autres démocraties occidentales ».

Evocant la situation au RPR, le maire d'Epinal note tout d'abord : « Si j'étais le chef des rénovateurs, je serais probablement le chef du RPR parce que je ne vois et je n'entends parler que de rénovation et je n'entends que des gens se présentant comme tels ».

Il prend acte des changements intervenus mais estime qu'« il faut aller plus loin, être un mouvement organisé encore plus démocratiquement et être une force de proposition et d'imagination ».

C'est, d'une part, le risque de faire remonter le Parti communiste au détriment du Parti socialiste et, d'autre part, le risque de pousser le RPR et les membres de l'UDF qui n'accepteraient pas cette solution dans une dérive droite qui serait très préjudiciable non seulement à ces partis politiques eux-mêmes mais, également, à notre pays en cas de leur retour au pouvoir. Je me prononce donc contre cette solution

3^e CYCLE Diplômés de l'enseignement supérieur : Docteurs, médecins, sciences, lettres, droit - Ingénieurs - DEA, DESS, IEP - Pharmaciens - Titulaires de maîtrise. Programme de 12 à 14 mois conduisant au M.B.A. : Paris (2 mois), San Francisco (10 - 12 mois).

2^e CYCLE Expérience professionnelle de 3 ans exigée après une formation supérieure de type second cycle. Programme de 14 à 16 mois conduisant au M.B.A. : Paris (2 mois), San Francisco (12 - 14 mois).

Informations et sélections : European University of America 17/25 rue de Chaillot (92120 Neuilly), 75116 Paris, (1) 40 70 11 71

La préparation

Une plainte contre X... pour « manœuvres frauduleuses » après la révision des listes électorales à Paris

La mairie de Paris juge « intempestive et inspirée par des motifs partisans » la décision de M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, de demander une enquête sur la révision des listes électorales à Paris. D'autre part, à l'initiative des Verts, des électeurs parisiens ont déposé, lundi 9 janvier, une plainte contre X... avec constitution de partie civile pour manœuvres frauduleuses portant atteinte à la sincérité d'un scrutin.

La demande de M. Pierre Joxe, à l'inspection générale de l'administration (IGA), de « procéder sans délai à une enquête sur les conditions dans lesquelles se sont opérées, au cours des dernières semaines, les révisions des listes électorales à Paris » (le Monde daté 8-9 janvier) se fonde officiellement sur les informations parues dans le Canard enchaîné et le Monde (nos éditions du 7 janvier). En fait, il semblerait que le ministre de l'Intérieur, qui a fixé pour délai à l'IGA la mi-février, possède des informations allant dans le même sens. « A Paris, j'entends dire que dans certains quartiers, certaines listes commencent des évolutions étranges auxquelles je vais m'intéresser, là comme ailleurs », avait ainsi déclaré, dès le 16 novembre 1988, M. Joxe, à la tribune de l'Assemblée nationale.

Cependant, sa qualité de candidat socialiste dans le douzième arrondis-

sement de la capitale l'expose aux reproches de mener une campagne intempestive. La mairie de Paris ne s'en est pas privée dans une déclaration, diffusée samedi 7 janvier. Après avoir rappelé que « les décisions d'inscription ou de radiation relèvent de commissions administratives composées, à parts égales, de représentants du tribunal, du préfet et du maire », elle ajoute : « Dans ces conditions, cette initiative paraît intempestive et inspirée par des motifs partisans. Le ministre de l'Intérieur, une fois de plus, utilise ses prérogatives et son pouvoir au profit du candidat Pierre Joxe ».

Mr Pierre-François Divier, avocat parisien des Verts, s'est lui aussi saisi des informations parues dans la presse. Un électeur pourrait poursuivre comme partie civile les crimes et délits commis à l'occasion des élections qui ont lieu dans son collège électoral, quatre douzièmes parisiens des onzième, treizième, dix-septième et vingtième arrondissements ont ainsi déposé, auprès du doyen des juges d'instruction du tribunal de Paris, une plainte contre X... pour « manœuvres frauduleuses tendant à porter atteinte à la sincérité d'un scrutin et/ou à l'inscription et radiation indues sur les listes électorales et complètes ». Le contenu de cette plainte a également été soumis aux commissions administratives de révision des listes électorales des arrondissements concernés.

Après l'exclusion du PS de M. Vigouroux

M. Loncle : une décision « stupide » M. Gaudin : « Le maire de Marseille reste socialiste »

M. Pierre Mauroy a lancé, samedi 7 janvier, un vibrant appel à « justice » à « la cohésion » du PS. Les dissensions marseillaises n'ont pas été évoquées explicitement au cours de la fête organisée par la section socialiste de Bondy (Seine-Saint-Denis), mais l'allusion du premier secrétaire était transparente : « L'unité, la cohésion des socialistes sont indispensables. Elles doivent se réaliser dans la liberté qui est laissée à chacun de s'exprimer, d'avoir son libre-arbitre. Mais quand les instances nationales ont décidé qu'elles ouvrent l'action, alors tous doivent être unis et retrouver l'instinct d'une discipline acceptée par tous ».

M. Louis Mermaz a également cherché à apaiser la tempête qui s'est levée dans le port de la cité phocéenne. Utilisant la méthode Coué, le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale n'a pas exclu « des perspectives de réconciliation » entre le candidat officiel du PS, M. Michel Pezet, et le maire actuel, M. Robert Vigouroux, candidat à sa succession. « Michel Pezet est le candidat du Parti socialiste, nous ferons tout pour qu'il gagne les élections, mais qu'il puisse y avoir à un certain moment des perspectives de réconciliation, dans le respect de la disci-

pline des socialistes, pourquoi pas ? » a déclaré M. Louis Mermaz au « Grand Oral » de Pacific-FM-Libération.

M. François Loncle, député PS de l'Eure part en guerre, quant à lui, contre la direction du PS en jugeant « stupide » l'exclusion du PS de M. Vigouroux : « Le PS a fait là une lourde erreur, et je soutiens totalement M. Pierre Joxe contre M. Pierre Mauroy, pour qui je garde de l'estime en tant qu'ancien premier ministre ». M. Loncle a également déclaré à l'AFP n'avoir « aucune affinité avec les dirigeants accusés du parti ».

Quant à M. Jean-Claude Gaudin, il a, dans un entretien au Figaro, daté samedi 7-dimanche 8 janvier, déclaré : « Robert Vigouroux s'efforce d'apparaître comme un martyr, mais ce n'est pas d'un maire par pitié dont Marseille a besoin. Bien sûr que Pezet et les communistes ont intérêt à présenter la liste Vigouroux comme une deuxième liste de droite, bien sûr que Vigouroux a intérêt à jouer cette carte gagnée par son exclusion, mais pour moi le maire reste socialiste et son électorat reste ancré à gauche. On ne se refait pas par miracle une virginité politique après vingt-cinq ans de militantisme ».

M. Noir (RPR) candidat à Lyon contre le maire sortant UDF

M. Michel Noir, député (RPR) du Rhône, ancien ministre du commerce extérieur, devait annoncer, lundi 9 janvier, en fin d'après-midi, qu'il présentera des listes aux élections municipales de Lyon.

Comme en 1983, M. Noir sera donc en concurrence avec le maire sortant (UDF), sénateur du Rhône, M. Francisque Collomb. La ville de Lyon faisait partie des cas non encore réglés par

l'accord intervenu entre l'UDF et le RPR, jeudi 7 janvier.

En 1983, M. Noir avait présenté des listes dans les neuf secteurs de Lyon. Au premier tour, il avait obtenu 30,6 % des voix. Il avait été battu devant M. Collomb (36,4 %), soit quelques 9 000 voix de plus que son concurrent de droite). Pour le second tour, un accord avait été conclu qui répartissait les candidats à raison de 60 % pour les UDF et non-inscrits et de 40 % pour les RPR. M. Noir est actuellement adjoint au maire, chargé des affaires économiques.

EN BREF

• M. Philippe Cochet, délégué général des Jeunes républicains. — Le Mouvement des jeunes républicains, émanation du Parti républicain, a réuni samedi 7 janvier à Paris son assemblée constitutive, en présence de MM. Francis Léotard et Alain Madelin, respectivement président et secrétaire général du PR. M. Philippe Cochet, vingt-sept ans, a été élu délégué général de ce mouvement qui s'est fixé, entre autres objectifs, de participer

aux prochaines élections municipales.

• Le décès de Jean Chéntron. — Jean Chéntron s'est éteint à Paris, le samedi 7 janvier, dans l'après-midi, victime d'une rupture d'anévrisme. Il était âgé de quarante-deux ans. Avec lui disparaît l'un des figures les plus attachantes du communisme français de la haute époque stalinienne à la Résistance, de la Libération à la guerre froide.

Radio-télévision

Lundi 9 janvier

20.35 *Série* : Imogène. Ne vous fâchez pas Imogène, de Francis Jeune, après Charles Exbrayat, avec Benjamin que Lavanant, Philippe Bruneau, Gilette Garcia. *Imogène*, espionne malgré elle, rempli sa mission avec une porcelaine matrisse. *Humour*. 22.00 *Magazine* : Santé à la une. D'Éd. Barrère, présenté par Robert Namias et Anne Barrère. Thème : Dormir, c'est vivre aussi. De 22.30 *Journal* et *Météo*. 23.40 *Magazine* : Mimi's Sport. De 0.40 à 6.27 Rediffusions. 0.40 *Série* : Drôles d'histoires. 1.05 *Fiction* : Les anges du paradis. 1.30 *Magazine* : Les 305. 3.05 *Fiction* : Symphonie. 3.30 *Documentaire* : Histoires musicales. 4.25 *Musique*. 4.30 *Féuilleton* : Le boomérang noir. 6.00 *Série* : Drôles d'histoires.

20.40 L'heure de vérité. Invité : Charles Pasqua. L'ancien ministre de l'intérieur répondra aux questions de François-Henri de Viréux, Alain Duhamel, Albert du Roy, Jean-Louis Lesclapart et Jacques Derogy (l'E'venement du jeudi).

22.15 Flash d'informations. 22.20 Cinéma : Coulez le Blam-mack !! Film anglais de Lewis Gilbert (1960). Avec Kenneth More, Dana Wynter, Carl Mohner. 23.55 Informations : 24 heures sur la 2. 0.20 Magazine : Du côté de chez Fred (rediff.).

20.30 Cinéma : les Oies sauvages □ Film anglais d'Andrew McLaglen (1978). Avec Richard Burton, Roger Moore, Michael Harris. Stewart Granger. 22.45 Journal.
► 23.10 Magazine : Océaniques. La post-modernité, débat préparé par Pierre-André Boutang et Michel Cazenave, avec Luc Ferry (philosophe) et Jean-François Lyotard (professeur de philosophie). 0.05 Musiques. mssique. Pavane pour une infante défunte, de Ravel, par Cyprien Katsaris, pianiste.

20.30 Cinéma : l'Espion aux pattes de velours ■ Film américain de Robert Stevenson (1965). Avec Hayley Mills, Dean Jones, Dorothy Provine. 22.25 Flash d'informations. 22.30 Magazine : Bobagfoot. A 23.30, football : à 23.00, boxe : à 0.30, football américain. 1.25 Cinéma : la Chevauchée fantastique ■ ■ ■ Film américain de John Ford (1939). Avec John Wayne, Claire Trevor, Thomas Mitchell (v.o.).

20.30 Les accords du diable : New York, le justicier du métré. Télefilm de James McCallum, avec Doc Daugherty.
Lofius : Willy, un ex-policier new-yorkais, fait sa justice par sonnelle dans le métré. 22.30 Spécial Paris-Dank. Résumé de la journée. 23.00 Les accords du diable. Les rubriques du magazine. 23.30 Série : Le voyageur. 0.00 Journal de minuit. 0.05 Capitaine Furillo (rediff.). 1.00 Les brigades du Tigre (rediff.). 1.55 Corsaires et filibustiers (rediff.). 2.20 Bob Morane (rediff.). 2.40 Beovard et compagnie (rediff.). 3.00 Journal de la nuit. 3.05 Volsin, volsin (rediff.). 4.05 Femilletos : Dominique. 4.55 Voisin, voisin (rediff.).

20.35 Téfélou : La route des éies. De Richard Eyre, avec Jan Hoim. Penfold Wilson. Noël approche mais pluviens et transporteurs se mettent en grève. L'humour anglais.
22.05 Série : Drôles de dames. 23.00 Six minutes d'informations. 23.10 Magazine : Club 6. De Pierre Bouteiller.
0.10 Magazine : Jazz 6. De Philippe Adler. 0.40 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Les saintes chéries (25 épisodes). (rediff.). 3.00 Les saintes chéries (rediff.).
Carabine FM. 3.40 Magazine : Dictionnaire saut (épisode).
4.30 Variétés : Carabine FM. 4.55 Les saintes chéries (rediff.). 5.20 Musique : Boulevard des clips.

20.30 L'histoire en direct. Le 6 mars 1952 : la naissance du mythe Pinay (2^e partie). 21.30 Dramatique. Aventure de Catherine Crachat : Hécate, de Pierre-Jean Jouve (1^{re} partie). 22.40 Cote d'amour. Autour de Régine Chopinot. 0.05 Musique : Coda. Bob Dylan en concert.

20.30 *Requiem* sur Apollon. Concert (donné le 6 janvier au Théâtre des Champs-Élysées) : Concerto pour piano et orchestre n° 3 en ré mineur op. 30 de Rachmaninov ; Symphonie n° 6 en ré majeur op. 60 de Dvorak, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. John Nelson. A 22 h 30, concerto vocal : Adrienne Lecocquer, extrait de Cilea, par l'Orchestre de la RAI de Milan, dir. Alfredo Simonato. A 22.50, les enregistrements d'Ignaz Friedmann. A 23.07, l'opéra de Verdi, *Il Trovatore*, par l'Orchestre de la Scala de Sussana op. 21 de Hindemith. A 23.42, Symphonie n° 1 en ré majeur de Mahler, par l'Orchestre de la RAI de Turin, dir. Igor Markevitch. 0.30 *Myosotis*. Le magazine des oubliettes : Les aventures de Mertator.

14.35 Feuilloton : Joëlle Mazart. **15.30 Série :** Drôles d'histoires.
16.15 Variétés : L'écluse aux châteaux de l'été. **17.00 Journal**
Orlando. **18.50 Chanson :** Après-midi... Docteur
Sudring : Julien, le t'aimé. Tu chantes, tu gagnes ; Les chi-
vriers du zodiaque. **19.50 Série :** Matt Houston. **18.45 Jeu**
de recherche. **20.00 Feuilloton :** Saint-Barbara. **19.20 Avis**
à la route de la fortune. **20.30 Le bébé** show. **20.00 Journal**
Météo et Tapis vert. **20.35 Cénusé :** La Chièvre ~~~~ Film
français de Francis Veber (1981). Avec Pierre Richard,
Gérard Depardieu, Michel Robin. **22.10 Magazine :** Ciel,
mon mardi ! Présenté par Christophe Dechavanne.
23.25 Journal et Météo. **23.45 Magazine :** Livres et tête. Déte
Jacques Pöll et Jacques Duchesne. **De 23.55 à 0.27 Redifini-**
tions : Les drôles d'histoires de Feuilloton. **0.00**
Cocote et gigue. **1.05 Le passé** retrouvé : Guy Bedos en
Algérie. **2.10 Documentaire :** Histoire des inventions.
3.00 Feuilloton : Symphonies. **3.20 Documentaire :** Histoires
naturelles. **4.15 Musique.** **4.30 Feuilloton :** Le boomerang
noir. **6.00 Série :** Drôles d'histoires.

14.10 Feuillettes : Chateaufort (2 épisodes). 15.10 Magazine : Du côté de chez Fred. Présenté par Frédéric Mitterrand. Spécial : Gisèle Halimi. 16.10 Flash Informations : 16.05 Story : Champoux salons et bottles de cuir. Les marchands de peur. 17.00 Magazine : Graffiti. Présenté par Groucho et Chico. Foofoo : Quick et Flapack. Alf : 17.55 Story : L'homme qui tombe à pic. 18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres. D'Armand Jammor, présenté par Patrice Laiffon. 19.10 Actualités régionales. 19.30 Plaisir de lecture : Le tiers père, in film. Comédiques et chocs. 20.00 Journal : 20.00 Flash Informations. 20.10 Flash Informations : G Jean-François Michel Lang (1986). Avec France 3. Jean-Paul Comart, Valérie Allain, Isabelle Marguail. 22.20 Flash d'Informations. 22.25 Magazine : Stars à la barre. De Catherine Barma et Thierry Ardisson, présenté par Roger Zabel. Sur le thème « Toncosmanic et SIDA », sont invités : Lucien Engelmeier (fondateur de l'association Le Patricien), les professeurs Michel Bory et Armanguand, Alain Chauland (ancien ministre de la justice, garde des sceaux). 23.00 Magazine : Strophes. De Bernard Pury. 0.15 Magazine : Du côté de chez Fred (rediff.).

14.30 Magazine : C'est pas juste. D'après Vincent, présenté par Vincent Perrot. Evelyn Page. Après Vincent
15.27 Flash d'informations : Faits de société. 15.30 Magazine : Tété Caroline. Présenté par Caroline Tresca. Vidéo look : Mon héros préféré : cinéma, théâtre, livres : Attractions : Top sixties : Tété chic, Tété choc, Papy, Mary : Vieux films : Les films de la semaine : Les films de la semaine
17.00 Flash d'informations : Spécial jumeaux. De 17.05 à 17.30 Aimez 3. 17.05 Dessin animé : Petit ours brun. 17.06 Les paffeurs. 17.10 Série : Tom Sawyer. 17.30 Série : Le chevalier hanté. Double jeu. 18.00 Ascenseur pour l'échafaud. 18.05 Série : Les hommes de l'ombre. 18.30 Jeu : Questions pour un champion. Animé par Julien Lepers. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.35 Dessin animé : Il était une fois dans l'ouest. 20.00 Série : Les hommes de l'ombre. 20.10 Série : Les hommes de l'ombre. 20.25 INC. 20.30 Tétéfilm : L'ami du sorcier. D'Alain Dhénaut, d'après le roman de Patrick Pesnot et Philippe Allouf, avec Christian Barbier, Elina Labourdette, Christine Maspand. Un vétérinaire redonne agriculture aux braves gens. 20.40 Série : Les hommes de l'ombre. 21.00 Berry. 22.30 Journal. 23.00 Télévision régionale.

15.05 Cinéma : De geerle lasz ou Film français de Robert Enrie (1987). Avec Nathalie Baye, Christophe Malavoy, Pierre Arditi. 27.40 Cabou ciné. SOS Fantômes : COPS. *En clair jusqu'à* 19.30. 18.25 Dessein animé : Virgil. 18.30 Dessein animés : Ça cartonne. Présentés par Philippe Dessein. 19.30 Les films de la semaine : Présentés par Marc Tessier. 19.30 Magazine : Nuite part ailleurs. Présenté par Philippe Gildas. 20.30 Cinéma : Extrême préjudice : Film américain de Walter Hill (1986). Avec Nick Nolte, Powers Boothe, Michael Ironside. 22.10 Fiches d'identité d'André Téchiné (1987). Avec Sandrine Bonnaire, Simon de La Brosse, Abdel Kechiche. 0.00 Cinéma : Orient X press : Film américain de Tim McDonald (1987). Avec John Leslie, John Carrera. 1.25 Cinéma : La Belle Américaine : Film américain de Richard Linklater. Avec Elizabeth Huppert, Roger Coggio, Mathilde Robinson.

16.45 Série : *Bozza*. 15.45 Série : *Capitaine Furlio*. De Noël. 17.10 *Cynthia* ou le rythme de la vie. 17.35 *Opéra*. Trois, champions du foot. 18.00 *Spécial*. Paris-Dakar. 18.30 *Opéra*. 19.00 Série : *Deux flics à Miami*. 20.00 *Journal*. 20.30 *Cinéma* : *Inferno* un Film italien de Dario Argento 1978. A. Leigh Mac. *Rocky*, *Iron*, *Miracle*, *Le* 1978. 20.30 *Journal*. 21.00 *Opéra*. Paris-Dakar. 23.10 *Deux flics à Miami* (rediff.). 0.00 *Journal* de minuit. 0.05 *Capitaine Furlio* (rediff.). 1.20 *Les arpesques* (rediff.). 2.00 *Journal*. 2.30 *Opéra*. 3.00 *Journal*. 3.20 *Bob Morane* (rediff.). 3.05 *Bourard et compagnie* (rediff.). 3.25 *Journal* de la nuit. 3.30 *Volée*, *volée* (rediff.). 4.00 *Fenêtres*. 4.30 *Journal*. 4.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 5.00 *Fenêtres*. 5.30 *Journal*. 5.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 6.00 *Fenêtres*. 6.30 *Journal*. 6.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 7.00 *Fenêtres*. 7.30 *Journal*. 7.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 8.00 *Fenêtres*. 8.30 *Journal*. 8.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 9.00 *Fenêtres*. 9.30 *Journal*. 9.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 10.00 *Fenêtres*. 10.30 *Journal*. 10.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 11.00 *Fenêtres*. 11.30 *Journal*. 11.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 12.00 *Fenêtres*. 12.30 *Journal*. 12.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 13.00 *Fenêtres*. 13.30 *Journal*. 13.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 14.00 *Fenêtres*. 14.30 *Journal*. 14.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 15.00 *Fenêtres*. 15.30 *Journal*. 15.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 16.00 *Fenêtres*. 16.30 *Journal*. 16.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 17.00 *Fenêtres*. 17.30 *Journal*. 17.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 18.00 *Fenêtres*. 18.30 *Journal*. 18.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 19.00 *Fenêtres*. 19.30 *Journal*. 19.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 20.00 *Fenêtres*. 20.30 *Journal*. 20.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 21.00 *Fenêtres*. 21.30 *Journal*. 21.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 22.00 *Fenêtres*. 22.30 *Journal*. 22.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 23.00 *Fenêtres*. 23.30 *Journal*. 23.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 0.00 *Fenêtres*. 0.30 *Journal*. 0.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 1.00 *Fenêtres*. 1.30 *Journal*. 1.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 2.00 *Fenêtres*. 2.30 *Journal*. 2.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 3.00 *Fenêtres*. 3.30 *Journal*. 3.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 4.00 *Fenêtres*. 4.30 *Journal*. 4.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 5.00 *Fenêtres*. 5.30 *Journal*. 5.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 6.00 *Fenêtres*. 6.30 *Journal*. 6.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 7.00 *Fenêtres*. 7.30 *Journal*. 7.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 8.00 *Fenêtres*. 8.30 *Journal*. 8.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 9.00 *Fenêtres*. 9.30 *Journal*. 9.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 10.00 *Fenêtres*. 10.30 *Journal*. 10.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 11.00 *Fenêtres*. 11.30 *Journal*. 11.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 12.00 *Fenêtres*. 12.30 *Journal*. 12.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 13.00 *Fenêtres*. 13.30 *Journal*. 13.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 14.00 *Fenêtres*. 14.30 *Journal*. 14.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 15.00 *Fenêtres*. 15.30 *Journal*. 15.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 16.00 *Fenêtres*. 16.30 *Journal*. 16.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 17.00 *Fenêtres*. 17.30 *Journal*. 17.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 18.00 *Fenêtres*. 18.30 *Journal*. 18.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 19.00 *Fenêtres*. 19.30 *Journal*. 19.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 20.00 *Fenêtres*. 20.30 *Journal*. 20.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 21.00 *Fenêtres*. 21.30 *Journal*. 21.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 22.00 *Fenêtres*. 22.30 *Journal*. 22.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 23.00 *Fenêtres*. 23.30 *Journal*. 23.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 0.00 *Fenêtres*. 0.30 *Journal*. 0.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 1.00 *Fenêtres*. 1.30 *Journal*. 1.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 2.00 *Fenêtres*. 2.30 *Journal*. 2.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 3.00 *Fenêtres*. 3.30 *Journal*. 3.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 4.00 *Fenêtres*. 4.30 *Journal*. 4.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 5.00 *Fenêtres*. 5.30 *Journal*. 5.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 6.00 *Fenêtres*. 6.30 *Journal*. 6.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 7.00 *Fenêtres*. 7.30 *Journal*. 7.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 8.00 *Fenêtres*. 8.30 *Journal*. 8.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 9.00 *Fenêtres*. 9.30 *Journal*. 9.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 10.00 *Fenêtres*. 10.30 *Journal*. 10.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 11.00 *Fenêtres*. 11.30 *Journal*. 11.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 12.00 *Fenêtres*. 12.30 *Journal*. 12.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 13.00 *Fenêtres*. 13.30 *Journal*. 13.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 14.00 *Fenêtres*. 14.30 *Journal*. 14.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 15.00 *Fenêtres*. 15.30 *Journal*. 15.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 16.00 *Fenêtres*. 16.30 *Journal*. 16.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 17.00 *Fenêtres*. 17.30 *Journal*. 17.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 18.00 *Fenêtres*. 18.30 *Journal*. 18.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 19.00 *Fenêtres*. 19.30 *Journal*. 19.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 20.00 *Fenêtres*. 20.30 *Journal*. 20.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 21.00 *Fenêtres*. 21.30 *Journal*. 21.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 22.00 *Fenêtres*. 22.30 *Journal*. 22.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 23.00 *Fenêtres*. 23.30 *Journal*. 23.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 0.00 *Fenêtres*. 0.30 *Journal*. 0.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 1.00 *Fenêtres*. 1.30 *Journal*. 1.55 *Volée*, *volée* (rediff.). 2.00 *Fenêtres*. 2.30 *Journal</*

14.20 Magazine : Boulevard des clips. 16.05 Sex : Quiz
16.10 Les Hés. 16.15 Les clips. 17.05 Sex : 1 heure
d'Ét. 18.05 Séries : Vega. 19.00 Séries : Les routes de
paradis. 19.54 Six minutes d'information. 20.00 Série :
Crazy show. 20.35 Les films : Chantage à Washington. De
Steven Spielberg, avec Martin Landau, Barry Sullivan, Bar-
bara Hershey, John Wood. 21.00 Les clips. 21.15 Les
d'information. 22.55 Magazine Turbo (rediff.).
23.20 Magazine : Adventure (rediff.). 23.45 Magazine :
Boulevard des clips. 2.00 Les saintes chaises (26^e épisode).
2.25 Magazine : Destination santé (rediff.). 3.15 Variétés :
Le grand 3. 3.45 Les clips. 4.00 Les saintes chaises
(rediff.). 4.30 Variétés : Carabine. F.M. 4.55 Les saintes chaises
(rediff.). 5.20 Magazine : Boulevard des clips.

20.30 Archipel médecine. Le vaccin. 21.30 La France colonisée ? (Grand angle du 10-12-1988). 22.40 Nuits magnétiques. Papiers de soi. 1. Les manuscrits de la marmotte. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda. Bob Dylan en concert.

20.30 Musique ensembles. Pentode de Carter; Couvreur de Knaussen; Concerto pour violon et dix-huit instruments de Martin; Corpus cum figuris de Rüdiger, per le London Sinfonietta, dir. Olivier Knussen; 5. Sol. Baroque pour violon, de Vieuxtemps; 6. Musique traditionnelle du Danemark; musique de l'île de Pâques. Ole Mouritzen, Peter Uhrbrand, Erling Brinch. 0.00 Club d'archives. Karel Ancilz (2). Concerto pour piano et orchestre n° 3 de Bartók; Alexandre Newsky, extrait, de Prokofiev. 1.00 Musiques de chambre. 1.1. Concerto pour piano de Scriabine; 2. Concerto et piano en ré mineur de Debussy; Raz, de Tcherni; Songs books; empty words, de Cage.

Audience instantanée, France entière 1 point = 183 000 foyers

Informations « services »

PROBLÈME N° 4914

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Fout un travail qui demande beaucoup de mouvements. — II. Commune, en mer. Un Grec qui sautait parler. — III. N'est pas un nombre rond. Faire des entrelacements. — IV. Dans le canton de Soleure. Un dieu beau comme un astre. — V. Au pied des monts. — VI. Dames de compagnie. — VII. Privée de chef. Sen va parfois de la poitrine. — VIII. Un informateur anonyme. Un beau parler. — IX. Un gros tonneau. Se mouiller. — X. Qui ne cache donc pas ce qu'on ne saurait voir. — XI. Certains se remouillent la nuit.

VERTICALEMENT

1. Quand on manque vraiment de chaleur humaine. — 2. Quand il est petit c'est une misérabiliste. Point de départ. — 3. Cours élémentaire. Forte, est parfois en tôle. Une chaîne solide. — 4. Ce sont parfois des parasites. — 5. Point du jour. Adverbe. — 6. Est allongé. Une longue durée. Démon, n'est pas tout à fait dans le milieu. — 7. Un auxiliaire. La moitié de neuf. Était évidemment plus grande que le pied. — 8. Eveilleur des échos sylvestres. Un peu aigres. — 9. Un bon fromage. Où il y a un vice.

Horizontalement
I. Escalier. Escroc. — II. Spirituelle. Ici. — III. Comète. Palmiers.
— IV. Arête. Érié. Succ. — V. La.
Iritis. Sas. — VI. Aden. Nis. Détenu.
— VII. Dit. Acrc. Avisa.
— VIII. Equerre. Ames. Ce. —
IX. Ruineuses. Net. — X. Nérée.
Lô. — XI. Escortes. Umtali.
— XII. Arianisme. Bel. — XIII. Tape.
Laineuse. — XIV. Rio. Etreint. —
XV. Autan. Urpe. Vers.

Verticalement
1. Escalader. Extra. - 2. Sporadiques. Ain. - 3. Cime. Etui. Capot. - 4. Arétin. Encore! - 5. Liter. Are. Ri. En. - 6. Ite. Incrustant. - 7. Eu. Etirés. En. Ru. - 8. Reprise. Ensil. - 9. Lais. Ase. Sain. - 10. Elle. Dam. Rumine. - 11. Sem. Sévèrement. - 12. Isatis. Et. - 13. Ricuses. Abuse. - 14. Ocre. Nacelles. - 15. Ciseau. Etouffés.


GUY BROUZY.

● **Le Drogue, ça commence où ?** — Comment peut-on faire pour que les adultes se comportent autrement ? Quel espace de transgression peut être autorisé dans notre société ? Et le SIDA ? Pourquoi l'aborder l'orsqu'on parle de la toxicomanie ? Les docteurs G. Touzeau et G. Muller de l'association FIRST (Formations interventions recherche SIDA toxicomanies) tenteront de répondre à ces questions le 11 janvier, de 15 heures à 17 heures, au Centre d'information et de documentation jeunesse.

● **CIDJ, 101, quai Brault, 75740 Paris cedex 15** 15.14.45-66-06-67.

LOTO N° 1 TRACÉ DU SAINTE
7 JANVIER 1989

1 3 12 24 41 42 19

POLICE POCHANG TRAGER, 881 EIGHT SIX SEVEN ARRIVED 11 JANUARY 1968 A 20 N 28 LEFT GARDEN 14 JANUARY 1968 A 20 N 28 VEHICLE NO. 881 TWO TWO THREE ANY OTHERS INVOLVED		RECEIVED 
SEARCHED INDEXED SERIALIZED		RECEIVED THIS OFFICE RECEIVED THIS OFFICE
4 THREE 10 5 THREE 10 6 THREE 10 7 THREE 10	YES NO 1962	593 060.00 F 67 195.00 F 7 550.00 F 12.00 F

PONTES DE JANEIRO 218 370
E PONTES SUPLEMENTARES - COMPLEMENTARES. VENCER = **18,00 F**

LOTOSPORT

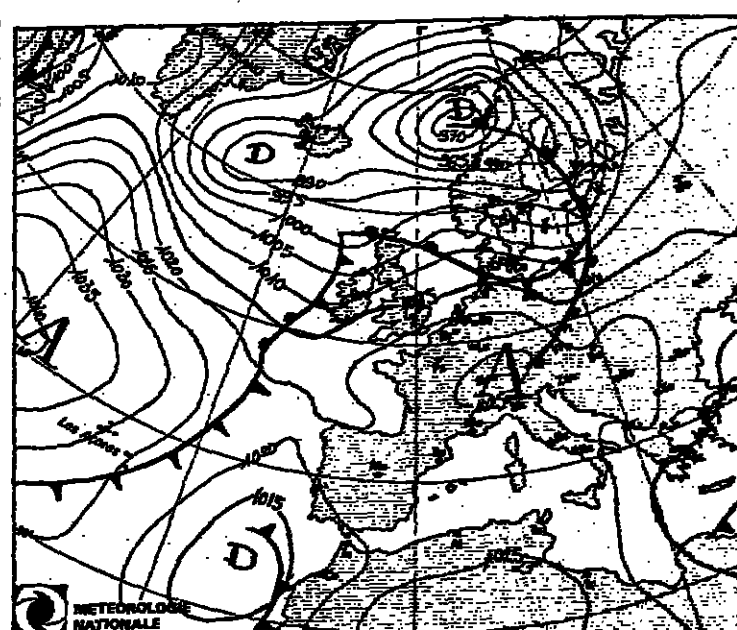
RESULTATS COMPLETS

	Descontar 10% e 10% sobre o valor
12 boxes primários	91 336,00 F
12 boxes primários	2 864,00 F
11 boxes primários	227,00 F

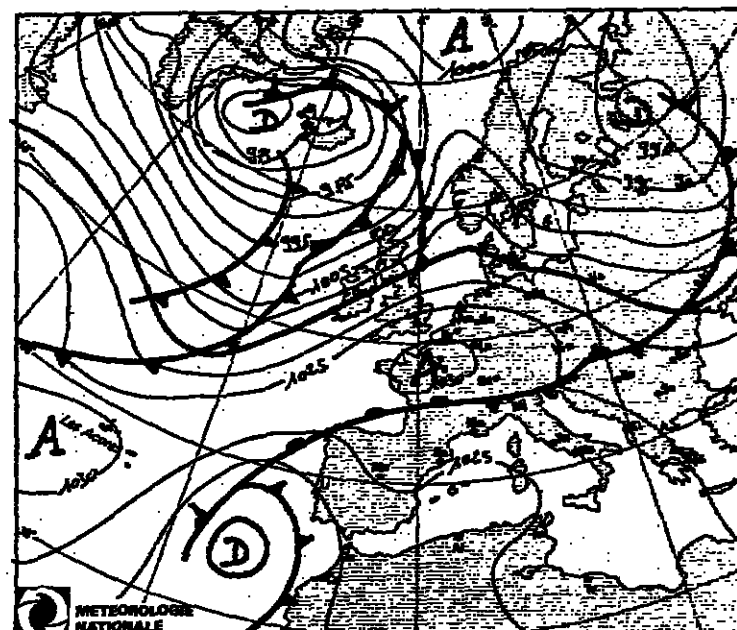
NÚMERO FACTOIRE : 7

Tirado de Distribuição 8 Junho 1990

SITUATION LE 9 JANVIER 1989 A 0 HEURE TU



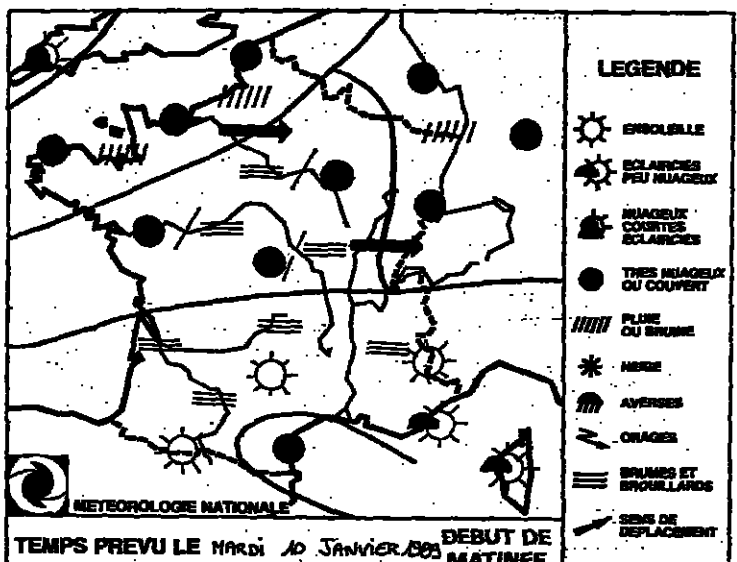
PRÉVISIONS POUR LE 11 JANVIER 1989 À 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France
entre le lundi 9 janvier à 0 heure et le
mardi 10 janvier 1989 à 24 heures.

Avec la baisse des pressions sur le nord de la France, les perturbations atlantiques vont pouvoir traverser ces régions. Le temps sera donc couvert et faiblement pluvieux sur la moitié nord. Plus au sud, le soleil procèra les brouillards matinaux vers la mi-journée.

Sur la Bretagne, la Normandie et le Nord-Pas-de-Calais, le temps sera pluvieux et doux. En cours d'après-midi, le vent s'orientera au nord-ouest et des éclaircies apparaîtront. La température



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 9-1-1989

[illegible]

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	bruise	ciel couvert	ciel dégaçi	ciel déglaç.	orage	pluie	tempêt.	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

Société

Les travaux de la mission Bonnemaison après la grève des gardiens de prison

La « pénitentiaire » sur le divan

Trois mois après la signature d'un protocole d'accord avec les personnels pénitentiaires, dont le mouvement avait conduit à paralyser le fonctionnement de la justice, M. Gilbert Bonnemaison, député PS et maire d'Épinay-sur-Seine, médiateur de ce conflit, a fait parvenir dans tous les établissements pénitentiaires le rapport issu d'une consultation sans précédent de tous les membres du personnel. Cette consultation interne a été confiée à un cabinet privé, GESTE (Groupe d'études sociales, techniques et économiques), spécialiste des « ressources humaines » dans les entreprises. Radiographie inédite du malaise de l'administration pénitentiaire, cette consultation a suscité des espoirs considérables parmi le personnel.

À l'automne 1988, quand les surveillants des prisons commencèrent à exprimer leur mécontentement, personne au ministère de la justice ne crut que leur action irait aussi loin. Celle-ci avait commencé aux Baumettes, à Marseille, où une grève continue opposait les gardiens à un directeur aux idées trop neuves, et qu'ils jugeaient trop conciliant à l'égard des détenus. Il devait gagner les trois quarts des établissements pénitentiaires et conduire à la paralysie de la justice. Aux portes des prisons, les fonctionnaires en tunique bleue apprenaient à se frotter aux forces de l'ordre, à donner des interviews, à distribuer des tracts. D'ordinaire disciplinés, si « caporalisés », ils marginalisent le pouvoir jusqu'à l'illégalité d'une grève. Dépassé, le ministère de la justice devait alors, sur ordre de Matignon, remettre le dossier entre les mains d'un médiateur, M. Gilbert Bonnemaison, député PS et maire d'Épinay-sur-Seine, bon connaisseur des prisons, puisqu'il est depuis des années le rapporteur de leur budget à l'Assemblée nationale. Le 8 octobre, on arrivait à un accord pour dégrader postes et crédits. Il était temps. Déjà on avait prévu de faire donner le troupe.

Premier des conflits sociaux de l'automne avant ceux des infirmières, des employés du métro, de la télévision, etc., celui des gardiens de prison fait aujourd'hui figure de laboratoire social. Pour la première fois, comme le prévoyait l'accord, le principe d'une consultation générale de tout le personnel pénitentiaire était resté. La « méthode Bonnemaison » privilégie, en effet, le terrain.

Avec un budget dérisoire, pour l'ampleur de la tâche — on attendait vraisemblablement les 2 millions de francs — et une rapidité d'exécution surprenante, on a d'abord créé dans

un bureau de la chancellerie une mini-structure regroupant deux proches du député, auxquels se sont adjoints quelques membres de l'administration pénitentiaire. Un téléphone vert, des télécopieurs ont été installés. Une lettre individuelle a été envoyée à tous les membres de l'administration pénitentiaire. On a cherché surtout un cabinet privé de consultation pour mener à bien cette consultation du monde des prisons. Après une rapide mise en concurrence de plusieurs sociétés, le Groupe d'études sociales, techniques et économiques (GESTE) a été choisi. Dans leur petit bureau concombé, entre Bastille et gare de Lyon, les « gens de GESTE », comme on dit place Vendôme, se sont aussitôt mis au travail. « Ça a déclenché chez nous un gros enthousiasme. On ne connaissait rien au monde de la prison. »

Est-ce un handicap ? Plutôt une garantie de neutralité pour ces informaticiens, ingénieurs, sociologues, plus habitués à l'économie, aux schémas directeurs ou informatiques, au consommateur et au marketing. « Quand on a rencontré Bonnemaison, on a eu l'impression de quelqu'un d'honnête qui a des exigences fortes et voulait travailler en profondeur. L'originalité de sa méthode, c'est de consulter avant de dégrader des propositions. On a trouvé ça fou et excitant. »

Trois mois plus tard, le résultat est là : un rapport de 178 pages, fruit de huit cents à neuf cents réunions. Sur les dix-huit mille six cent soixante-dix membres des personnels de l'administration pénitentiaire, on estime que 60 % des surveillants ont joué le jeu, avec des variations selon les établissements, la participation allant de 100 % dans les petites prisons, pour descendre, au pire, à 10 % dans quelques gros

établissements, notamment de la région parisienne où la direction a parfois refusé de faciliter les choses. Les personnels administratifs, techniques, socio-éducatifs, les gradés, les personnels de direction ont participé à 80 %. Les syndicats — qu'il s'agisse de ne pas contraindre alors qu'ils avaient été largement dépassés par leur base pendant le conflit, et qui voyaient déjà dans la mission Bonnemaison une concurrence déloyale et le risque de raviver

au sein de l'administration pénitentiaire, il ne s'agit ni d'aimer les détenus ni d'aimer les personnels pénitentiaires. Les seconds n'existeraient d'ailleurs pas sans les premiers. Il s'agit de voir comment faire pour que l'intérêt public soit effectivement servi par l'institution. Cela exclut la passion et l'indifférence. Le passé, en matière pénitentiaire, remonte au début des campagnes sécuritaires dans les années 70, qui ont eu pour corollaire une

de sécurité, M. Bonnemaison estime que le rapport qu'il doit remettre fin janvier à partir de consultations « n'est pas une fin en soi ». Il faut arriver à une technologie globale de traitement de la sécurité des personnes et des biens qui doit se situer hors de toute exploitation partisane ou démagogique.

Il reste que, au-delà de propositions qui ne pourront faire l'impasse sur le sous-développement culturel et humain d'une administration qui

se perçoit elle-même comme archaïque, il faudra aussi trouver de l'argent pour réhabiliter une profession déconsidérée. C'est à cette aune que les gardiens, les « matons », comme ils détestent être appelés, mesureront si on a voulu seulement les calmer en recueillant leur opinion, ou si l'on prend au sérieux ceux en qui l'équipe de GESTE a vu d'abord des gens blessés.

AGATHE LOGEART.

A Strasbourg

Le cahier de doléances des surveillants de base

STRASBOURG de notre envoyée spéciale

Son attaché-casse à la main, un jeune homme un peu timide, un petit cheveu sur la langue, a poussé la porte de la direction régionale de l'administration pénitentiaire de Strasbourg. La nouvelle prison est parcourue de fresques pastels, et le sas d'entrée, une structure métallique jaune vif, lui donne un air de supermarché. Les logements de fonction des personnels pénitentiaires sont vert amande et rose layette, bleu tendre ou carmin.

Envoyé spécial de GESTE, en plongée pénitentiaire, le jeune homme ressemble à un instituteur avec ses petites lunettes à monture métallique. S'il lui arrive de se faire un peu chahuter, il en sourit : « De toute façon, je me fais engueuler tout le temps. »

Il sont là, une vingtaine de surveillants de base, vaguement impressionnés par l'attention soudaine qu'on leur porte. Sur la table, on a posé un projecteur. Des « transparents » — on se croirait à un cours de géographie — renvoient sur un écran capoté le schéma de la consultation Bonnemaison (voir ci-contre). On explique le système : « GESTE est une société privée indépendante de la justice et de l'administration pénitentiaire. Nous sommes une garantie de l'impartialité de la remontée de l'information. Il n'y aura aucune censure. » Certains gardiens sont bien un peu bougons, un peu crâneurs aussi. En aparté, ils évaluent « ce que ça peut coûter et qu'on ferait mieux de nous donner ». D'autres, déjà, ont pris l'affaire au sérieux. « C'est la première fois qu'on nous demande ce qu'on a dans la crâne. On ne va pas bouder ; ça n'engage à rien du tout, puisque ça n'engage que nous. » Alors, on sort un grand cahier d'écolier où, d'une écriture régulière en bleu et en rouge, on a retranscrit « le cahier des doléances » en essayant d'être fidèle. Là un

plus débrouillard s'est servi d'une machine à traitement de texte.

Un peu sur la défensive, des représentants syndicaux estiment que c'est rassembler un peu à du bluff. L'administration pénitentiaire connaît ses revendications depuis des années ; c'est parce qu'on a fait un mouvement dur qu'on se met à nous demander notre avis. Il n'empêche, on finit bien, la timidité passée, par se plonger au jeu. On évacue le catalogue de revendications sur les primes, les salaires, les effectifs. On rappelle qu'on n'est pas du tout favorable au syndicat de détenus ni au parti social et qu'on est inquiet du SIDA : « On voudrait un vaccin obéissant. » Puis on passe au reste : tout ce quotidien vécu comme humiliant, harassant, mal organisé et plein d'inutiles tracasseries.

le vrai clivage

« On ne peut pas rester dans le noir comme on l'est maintenant ; on veut être consulté sur la sécurité, les horaires, la construction des nouveaux établissements. Après tout, nous sommes les premiers concernés. » « On en a assez des politiques qui changent tout le temps. » « On en a ras-le-casque » d'être toujours présentés « comme des gens sans scrupules, voire des bourreaux ». On s'étonne que la télévision, lorsqu'elle filme un surveillant, le montre et toujours en train de regarder par un cellatou, jamais en train de jouer à la pétanque avec les détenus. « On met en cause la direction — c'est comme parler aux murs », les gradés, distributeurs de « passe-droits », le « copinage syndical ». On a des idées bien arrêtées sur la sécurité rendre les miradors efficaces et vivables, rétablir les quartiers de sécurité réservés pour les détenus dangereux.

Et puis, tout à trac, éclate au détour d'une phrase le vrai clivage

entre ceux qui, faisant le même métier, en ont des conceptions inconciliables. Sans aucun doute marqué par le mutinerie d'Ensisheim où les surveillants des miradors, impuissants, ont assisté au sacage de la prison, ce jeune homme, impeccable, pointilleux dans le choix des mots, réclame le droit de tirer pour tuer lorsqu'on a un fusil dans les mains. Il souhaite qu'on élimine, lors du recrutement les candidats de trop petite taille, qui ne seraient pas assez costauds pour se collecter avec des détenus dangereux. « Ce que tu veux, c'est des surveillants Rambo, le retour de la race aryenne », lui répond un collègue, en murmurant tout bas qu'un type comme ça n'a rien à faire dans la pénitentiaire. Entre ceux qui regrettent qu'on prenne plus au sérieux la parole des détenus et ceux qui aimeraient tant que leur mission « garder et réinsérer », ne soit pas un vain mot, les passerelles sont fragiles.

Comment travaillent-ils ensemble, ceux-là qui regardent les détenus, ainsi que l'a écrit un délégué du Nord dans son rapport : « comme des personnages, dans leur grande majorité, tout à fait immoraux, infantiles, analphabètes », le rôle des gardiens étant de tenter de les « débarrasser de ces tares » et ces autres pour qui « on incarne un peu les gens pour n'importe quoi », qui ne savent ce qu'ils doivent faire des « gamins » qu'on leur envoie au « trou », pas plus que des toxicomanes qu'ils sont bien en peine de soigner.

Comme à Strasbourg, partout en France des réunions de ce type se sont tenues. En une longue itinéraire, les revendications ont été égrenées, des plus générales aux plus particulières, rien n'étant ici dérisoire. Comme le souhaite de celui-ci de déstatiser sa prison, ce qui en dit long sur l'hygiène qui doit y régner. Ou cette autre exclamation sur la liste rouge pour éviter les coups de téléphone anonymes ou vengeurs. Ou encore

cette revendication des travailleurs sociaux, la possibilité d'utiliser le téléphone, toute l'année durant, sans que la ligne soit coupée lorsque les crédits sont épuisés — c'est tout de même plus commode lorsqu'on cherche du travail pour un sortant de prison...

Pourtant, on réclame un uniforme adapté : on en a assez des chaussures qui blessent. On aimerait une tenue moins égrignée et, pourquoi pas ? protégeant du froid lorsqu'on fait, dans certaines régions, des rondes de nuit par -15°C.

Ici, ce sont des administratifs qui aimeraient « un peu plus de lumière dans les bureaux ». Ailleurs, des surveillants de base voudraient pouvoir disposer de crayons sans avoir à remplir un imprimé adressé à la direction régionale... Et puis, aussi, l'absurde que l'on dénonce : celui des notations tatillonnes et infantilisantes ; la distribution quotidienne de PV sur les voitures du personnel qui habite loin et ne dispose pas plus de parkings que de moyens pour les payer ; les humiliations inutiles comme la lecture publique des sanctions au cours de l'appel ; la tutelle jugée trop pesante des magistrats ; les perspectives de carrière bouchées, du haut en bas de l'échelle.

A Strasbourg, ce jeune homme râle, jovial, qui rembarrait bien, de temps en temps, passer ses vacances avec sa famille, un week-end sur deux ou trois, et non sur six ou sept, au hasard des sous-effectifs ; un mois d'été tous les trois ans et non, avec un peu de chance, tous les cinq ou six ans ; et surtout, lorsqu'il voit ses enfants « juste le temps de leur mettre une baffe », ne pas s'entendre dire par sa femme : « Ne parle pas aux enfants comme s'ils étaient des détenus. »

« Le pire de tout, reconnaît-il, c'est qu'elle a raison. » Ag. L.

CAMPUS

Le CNESER est réformé

Le CNESER (Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche) va faire peau neuve. Un décret publié au Journal officiel du 3 janvier modifie la composition de cet organisme consultatif, présidé par le ministre de l'éducation, qui est saisi pour avis sur tous les textes et projets concernant l'enseignement supérieur. Dans le foulard, des élections au CNESER auront lieu le 27 avril (date limite de dépôt des listes le 29 février) afin de renouveler les représentants enseignants et étudiants au Conseil. La dernière élection remonte en effet à 1983 : un décret modifiant l'organisation du CNESER avait été pris en 1985, mais avait rapidement été abrogé par M. Deveau.

Les modifications apportées au CNESER par le décret du 3 janvier sont destinées à en élargir et à améliorer le fonctionnement. Ainsi le nombre des membres sera désormais de soixante et un, au lieu de quatre-vingt-dix actuellement. Quarante seront des représentants élus des personnels et des étudiants des universités (onze professeurs, onze représentants des autres enseignants, onze étudiants, six ATOS — personnels administratifs — et un représentant du corps des bibliothécaires). Le conseil sera complété par vingt et une personnalités représentant les grands intérêts nationaux et nommé par le ministre de l'éducation.

Cette réduction, qui ne modifie pas le rapport entre membres élus et nommés, permettra au CNESER de se réunir plus fréquemment en séance plénière : le nouveau décret prévoit au moins trois réunions annuelles, au lieu de deux actuellement. Enfin les membres du conseil sont élus pour quatre ans (à l'exception des étudiants élus pour deux ans) au scrutin de liste à la proportionnelle et ne peuvent accomplir plus de deux mandats.

G. C.

● Le Havre au « chapitre »

L'école supérieure de commerce Le Havre-Caen vient d'être admise au « chapitre » qui regroupe les écoles de gestion membres de la conférence nationale des grandes écoles. Elle devient ainsi le dix-septième membre de ce cercle. Cette décision a été prise à la suite d'un « audit » visant à vérifier que l'école satisfait à un certain nombre de critères pédagogiques (nombre et qualité des enseignants, horaires des cours, programmes...)

● Mécénat et parrainage

L'association du corps enseignant de l'Ecole centrale de Paris organise, le jeudi 26 janvier, un colloque sur le thème : « Mécénat et parrainage en science et technologie », à

l'occasion du Forum Centrale Entreprise monté par les élèves de l'école.

(Association du corps enseignant, Ecole centrale Paris, 92295 Châtenay-Malestrey Cedex. Renseignements : Jacques Gelland, tél. : 46-83-62-62, ou Dominique Pereyre, tél. : 46-83-62-43.)

● Au lycée Henri-IV

Le département Enseignement, de Total compagnie française des pétroles, a fait don au lycée Henri-IV d'un chromatographe en phase gazeuse, destiné aux séances de travaux pratiques des élèves de classes préparatoires scientifiques « spéciales P ». Cette technique d'analyse de mélange complexe est très utilisée dans les industries chimique et pharmaceutique. Cette initiative fait partie d'une série d'actions pédagogiques engagées dans le cadre d'un jumelage entre Total et Henri-IV.

« des coordinations sauvages » — ont été habilement associés à l'entreprise.

Si le mouvement de septembre-octobre a fait découvrir au personnel pénitentiaire sa puissance, cette consultation a été pour lui, malgré certaines réticences, l'occasion unique de dire ce qu'il avait depuis longtemps sur le cœur. À côté des revendications catégoriques classiques, l'aspiration à la dignité, à la reconnaissance, de ceux qui se sentent le dernier maillon d'une société prompt à enfermer, mais peu soucieuse de ceux à qui elle en confie la mission, a pu, pour la première fois, s'exprimer sans fard.

Que sortira-t-il de ce « fantastique dévouement », selon le mot d'un responsable de l'administration. C'est à Gilbert Bonnemaison, qui a entrepris, le rapport GESTE sous le bras, une tournée dans une quinzaine d'établissements pénitentiaires de dégrader des propositions concrètes. « Les gens de cette administration, explique-t-il, disposent désormais d'un regard sur eux-mêmes qu'ils n'ont jamais eu. En matière de justice, et en particulier

hausse constante du nombre de détenus. On s'est réfugié dans une politique répressive sans s'en donner les moyens. Cela reste vrai aujourd'hui. On entend, et on a raison, moderniser la police. Mais que la réussite couronne ces efforts et que le taux d'élucidation de la délinquance quotidienne passe d'un peu plus de 10 % à 20 ou 25 %, et le système judiciaire éclate. »

Partisan d'une réflexion globale sur les questions de délinquance et

Attentat à l'explosif contre le siège d'une entreprise niçoise. — Un attentat à l'explosif a été commis, samedi soir 7 janvier, contre le siège social de l'entreprise de travaux publics SPADA, à Nice (Alpes-Maritimes). La charge, probablement du plastique, déposée devant la porte d'entrée de l'établissement a provoqué des dégâts relativement importants, endommagement sérieusement un véhicule en stationnement et souillant la presque totalité des vitres de l'immeuble de six étages. Cet attentat dirigé contre une des plus importantes sociétés de travaux publics de la région n'a pas été revendiqué.

monisation des transports ferroviaires et routiers.

● N° 88-8 du 5 janvier 1989 modifiant le code de la Sécurité sociale (partie décrets) et relatif à la protection contre les accidents du travail des personnes bénéficiaires du revenu minimum d'insertion.

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 8 janvier 1989 :

DES ARRÊTÉS

● Du 1^{er} décembre 1988 fixant le calendrier du concours général des lycées (session de 1989).

● Du 24 novembre 1988 modifiant l'arrêté du 31 juillet 1981 relatif aux brevets, licences et qualifications des navigants non professionnels de l'aéronautique civile.

Lisez cette annonce, et vous ferez peut-être l'objet de la prochaine.

Janvier 89 : Tours ouvre la commercialisation de 4 nouvelles zones économiques représentant plus de 15 hectares de terrains. Un interlocuteur unique, au 47.20.28.28, traitera, avec vous, financement, immobilier, viabilisation. Et dès que votre entreprise tournera, Tours le fera savoir. A Tours, nous ne nous contentons pas de vous vendre des mètres carrés. Nous vous soutenons de toute notre matière grise.

A Tours la matière grise prend des couleurs.

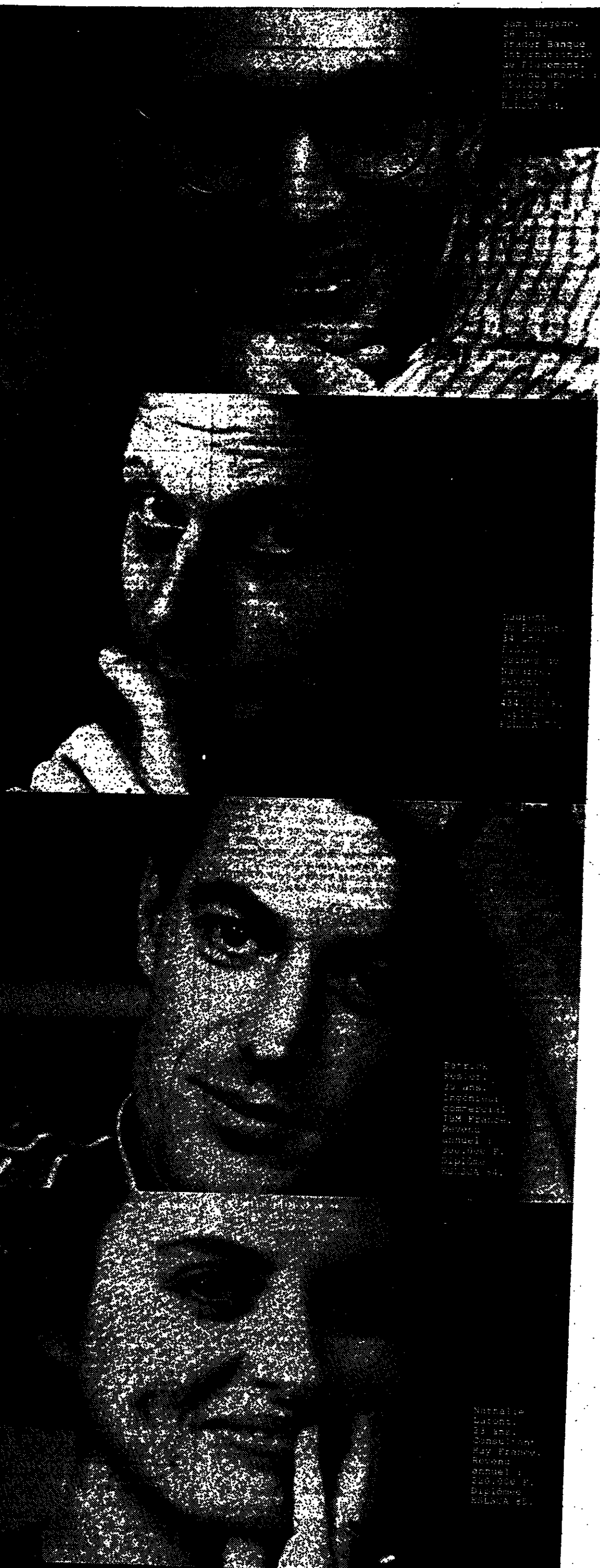
TOURS

مركزنا من الأصل

Le profil ESLSCA

- * culture générale
- * ouverture sur l'étranger
- * aptitude à la négociation
- * rigueur et créativité d'un entrepreneur
- * souplesse de raisonnement
- * volonté de perfectionnisme

Depuis 1949, l'Ecole Supérieure Libre des Sciences Commerciales Appliquées, ESLSCA, a délivré son diplôme à 4.700 élèves. Un diplôme reconnu par l'Etat. L'admission sur concours sélectionne chaque année 250 candidats sur 3.000. 250 candidats qui reçoivent pendant 3 ans un enseignement totalement intégré à la vie des affaires. En outre, des accords conclus avec des universités américaines, canadiennes, japonaises, permettent l'obtention d'un M.B.A. C'est le programme international de l'ESLSCA, l'un des plus anciens et des plus solides en France. Enfin, l'ESLSCA enrichit sa pédagogie de l'initiative à travers une vie associative et culturelle intense. Des atouts qui offrent des débouchés immédiats et expliquent le salaire moyen d'embauche élevé (150.000 francs annuels) à la sortie. Des atouts pour gagner.



Jami Hayano,
19 ans,
Pratise Banque
Internationale
de Placement.
Revenu annuel :
150.000 F.
Diplôme
ESLSCA 84.

Laurent
de Fautin,
34 ans,
Fautin
Associés de
Nantes.
Revenu
annuel :
434.000 F.
Diplôme
ESLSCA 84.

Ferrera
Fautin,
29 ans,
Fautin
Associés de
Nantes.
Revenu
annuel :
150.000 F.
Diplôme
ESLSCA 84.

Nathalie
Lutens,
22 ans,
Comptable
de France.
Revenu
annuel :
150.000 F.
Diplôme
ESLSCA 84.

eslsca

ECOLE SUPERIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUEES.
Etablissement privé d'enseignement
supérieur reconnu par l'Etat. 1, rue Bougainville
75007 PARIS FRANCE - (1) 45.51.32.59

Le Monde

ECONOMIE

L'ENDETTEMENT DES FRANÇAIS

Tout, tout de suite

A LEUR tour, les Français vivent à crédit. En 1988, un seuil important a été franchi : désormais, plus d'une famille française sur deux est endettée. Depuis le début des années 80, après les entreprises et l'Etat, les particuliers n'hésitent plus à recourir aux différentes formes de prêts qui leur sont proposées (prêt personnel, vente à tempérament, crédit permanent...).

Sociologique autant qu'économique, le phénomène inquiète le pouvoir politique. Après M. Edouard Balladur, M. Pierre Bérégovoy s'inquiète des conséquences de l'explosion du crédit à la consommation sur l'inflation et le commerce extérieur. Après M. Jean Arthuis, M. Véronique Neiertz craint le développement de situations de « surendettement ».

Les Français s'endettent. Bien que mal appréhendée en termes statistiques, l'évolution est incontestable. Si depuis longtemps déjà, ils ont recours au crédit pour l'achat de leur logement, le phénomène nouveau réside dans l'explosion des crédits de trésorerie. Tout, tout de suite : les Français veulent consommer immédiatement, quitte à payer plus tard. Ils empruntent ainsi à court terme — pour des durées de remboursement qui peuvent aller de quelques mois à cinq ans, pour l'acquisition d'une voiture, d'un canapé, d'un lecteur de disques compacts ou de vacances à l'étranger.

Après avoir progressé en valeur de 17 % par an entre 1970 et 1984, le montant des crédits à la consommation a augmenté à un rythme annuel supérieur à 30 % depuis 1985, avec toutefois une sensible décélération en 1988 (22 %). Le taux d'endettement des ménages à des fins de consommation, c'est-à-dire le rapport entre les crédits de trésorerie contractés et le revenu disponible brut — est ainsi passé en France de 3 % à la fin de 1980 à 4 % fin 1985, 6,7 % fin 1987 et sans doute plus de 7 % à la fin de 1988. Il a donc plus que doublé en huit ans.

Si l'on ajoute au crédit à la consommation les prêts à l'habitat, on constate que le nombre des ménages endettés à au moins un titre est passé de 39 % en 1984 à 45,6 % en 1986 et au-dessus de 50 % en 1988. Au total, un tiers environ des ménages disposent de crédits à l'habitat, et un peu plus d'un cinquième de crédits de trésorerie (1). L'évolution est donc rapide et importante.

Comme aux Etats-Unis

Du côté de la demande d'abord, on assiste en France à un spectaculaire revirement de l'opinion à l'égard du crédit. S'endetter n'est plus un acte honteux, au contraire ! D'après des enquêtes professionnelles évoquées lors du colloque du Crédit social des fonctionnaires, à Paris, en décembre dernier, il apparaît que plus de 70 % des Français estiment désormais normal de recourir au crédit. Ils ne sont que 2 % d'irréductibles, totalement opposés à toute forme d'emprunt.

Pour près de la moitié des personnes interrogées, le crédit est maintenant le seul moyen pour financer un achat coûteux. La dette n'est plus une faute — les deux mots, dette et faute, se traduisent d'ailleurs par un même terme en allemand, *Schuld*.

Moins réticents à l'égard de l'acte d'emprunter, les Français tentent maintenant de rattraper leur retard en ce domaine. C'est l'« effet de rattrapage » invoqué par tous les banquiers.

Bien qu'il ait doublé entre 1980 et 1987, le taux d'endettement des Français est encore bien inférieur à celui des familles anglaises (13,4 %), ouest-allemandes (15,4 %), et surtout américaines (24 %). D'après un économiste américain (2), il existerait une convergence des taux d'endettement entre les principaux pays industriels, se traduisant par un alignement progressif sur les com-

portements relevés aux Etats-Unis.

Le recours accru au crédit des Français est enfin stimulé par ce que les théoriciens du « cycle de vie » nomment des effets d'âge et de génération. Dans sa vie, l'individu a naturellement tendance à emprunter au début de son entrée dans la vie active, lorsqu'il prend son indépendance vis-à-vis de sa famille, pour ses « frais d'installation » notamment. Toutes les enquêtes le démontrent, on emprunte plus à trente ans qu'à cinquante ans.

Le gonflement actuel du crédit à la consommation est lié, d'après M. Denis Kessler, professeur à l'université de Nancy, à l'accession à l'indépendance financière des générations massives du baby-boom (les Français nés entre 1948 et 1964). A l'« effet d'âge » s'ajoute un « effet de génération ». Un jeune de trente ans en 1989 a plus facilement recours au crédit que son père vingt ans plus tôt.

Ce double effet est largement confirmé par les faits (voir le graphique). Entre trente et trente-cinq ans, plus de sept ménages sur dix sont endettés. « Ce sont les ménages actifs, plutôt jeunes et aisés et ayant des enfants qui sont les plus endettés », note M. Marc Christine, de l'INSEE. C'est entre vingt-cinq et quarante ans que les ménages sont les plus endettés pour raison de trésorerie, alors que la proportion des titulaires de crédits à l'habitat est maximale entre quarante et cinquante ans. L'auteur conclut sa radiographie de l'endettement des ménages en relevant que « les comportements d'endettement mettent en évidence une opposition entre les ménages symbolisant une société traditionnelle (inactifs, personnes âgées, agriculteurs...) et ceux représentant le « dynamisme » (actifs, jeunes ménages, cadres supérieurs, Parisiens...) ».

L'offre des banques

L'explosion est ensuite liée à l'offre. Faut-il le rappeler, il y a dix ans encore, il fallait beaucoup de courage à un particulier pour oser demander au guichet de sa banque un crédit. Les choses ont bien changé. Aujourd'hui, banques, établissements spécialisés, distributeurs de cartes de paiement ou de crédit, grands magasins, spécialistes de la vente par correspondance... une kyrielle de sociétés inondent la boîte aux lettres des jeunes cadres d'offres de crédits.

Plusieurs éléments expliquent ce développement spectaculaire de l'offre. La levée progressive de l'encadrement quantitatif du crédit à partir de 1985, sa suppression totale en 1987 ont joué à cet égard un rôle essentiel. Libres, les banques cherchent à accroître leurs activités et leurs parts de marché. Or, en même temps elles ont eu à faire face à une moindre demande de leur clientèle traditionnelle, les entreprises, l'autofinancement et les marchés financiers intervenant.

Depuis 1982, l'offre de crédit des particuliers a ainsi connu un développement quantitatif et qualitatif. De nouveaux produits, de plus en plus sophistiqués, sont proposés à la clientèle, dans une débauche de publicité. On a assisté en particulier à la multiplication des cartes de paiement (de plus en plus supports de crédit), plus en plus permanents (dits aussi crédits revolving) et maintenant des prêts à taux variables.

La concurrence est vive. Pour les économistes, une énigme subsiste : cette concurrence ne s'est pas encore traduite par une baisse importante des prix. Les taux d'intérêt calculés sur ces prêts sont encore très élevés entre 14 % et 18,78 % pour les prêts personnels par exemple. En termes réels, le prix de l'argent est toujours exceptionnellement haut (plus de 10 %).

Enfin, le crédit a fonctionné comme un amortisseur de la

Déculpabilisés par des offres alléchantes, ils n'hésitent plus à emprunter. Faut-il s'en inquiéter ?

crise » analysent deux experts de la Banque de France (3). Effectivement, il a pris son envol en 1982-1983, au moment où le gouvernement imposait la rigueur salariale au pays. Pour maintenir leur consommation, alors que leurs revenus stagnaient, parfois diminuaient, les Français ont eu recours au crédit. Comme dans

les entreprises ou pour l'Etat, il a joué le rôle d'un instrument d'ajustement conjoncturel. La décélération enregistrée en 1988 semble conforter cette thèse.

Faut-il s'inquiéter néanmoins de cette explosion récente de l'endettement des ménages français ? Les banquiers se veulent

réassurants : le phénomène ne fait que ramener la France dans une situation semblable à celle de ses principaux partenaires. Les pouvoirs publics en revanche expriment régulièrement leurs inquiétudes à propos d'un « surendettement » des ménages français. Si ces interrogations se justifient, elles ne devraient néanmoins pas pour l'instant donner lieu à des mesures exceptionnelles.

Le développement du crédit à la consommation est-il source d'inflation ? L'expérience récente semble prouver le contraire. Les crédits de trésorerie aux particu-

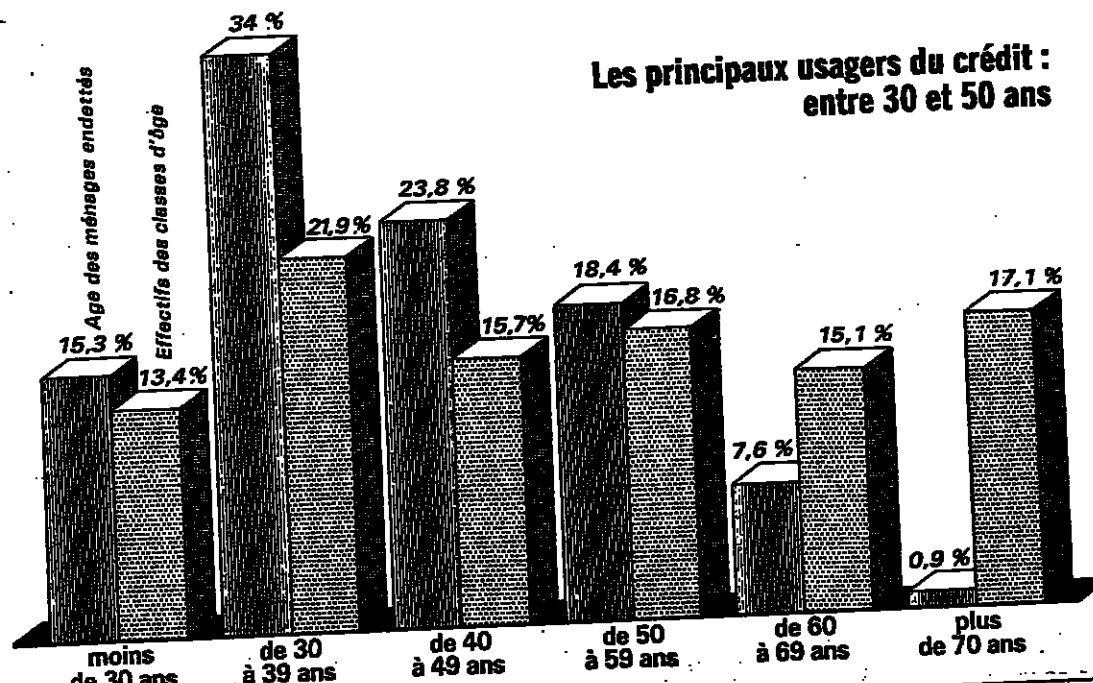
liers ont connu une véritable explosion au moment où le rythme de la hausse des prix connaissait en France un net ralentissement.

En fait, malgré une forte croissance sur les quatre dernières années, l'encours des crédits de trésorerie (257 milliards de francs à la fin de 1987) reste en volume encore modeste. Il ne représente qu'une faible part dans l'ensemble des crédits à l'économie (5,9 % du total en 1987). L'influence sur la masse monétaire du développement de la contrepartie « crédits de trésorerie aux particuliers » reste donc encore pour l'instant « quantitativement limitée », reconnaît un expert de la Banque de France.

Le crédit aux particuliers a-t-il alors contribué à la persistance du déficit commercial extérieur ? Il a certes permis le soutien de la consommation et vraisemblablement entraîné des importations de certains biens durables. L'analyse de la structure des déficits extérieurs français au cours des dernières années ne permet pourtant pas de conclure à une responsabilité essentielle.

ERIK IZRAELECWICZ.
(Lire la suite page 18.)

- (1) « L'endettement des ménages », de Marc Christine, revue *Banque*, décembre 1988.
- (2) « Converging Household Debt Ratios of Four Industrial Countries », D.B. Christlow, Federal Reserve Bank of New York, Quarterly Review, Winter 1987-1988.
- (3) « Rigueur salariale et vie à crédit », P. Artus et M.-O. Strauss-Kahn. Note de la Banque de France.



A consommer avec modération ?

par DENIS KESSLER (*)

QU'IL s'agisse des entreprises, de la nation, de l'Etat ou des ménages, l'endettement reste toujours perçu comme un danger, et l'objet d'une répression, toujours morale, souvent économique. Les années 70 furent marquées par la montée de la dette des entreprises et des nations, le début des années 80 par le gonflement de la dette publique, la fin de cette décennie par l'essor dans tous les pays développés de l'endettement des ménages.

Tout se passe d'ailleurs comme si l'on assistait au jeu de mistigri bien connu, la résorption du passif d'un agent ne se faisant qu'au prix de l'augmentation d'un autre. Certains vont même jusqu'à prétendre qu'en définitive l'endettement, quel que soit le bilan où il est inscrit, repose toujours sur les ménages. Il y a sans doute une part de vérité dans cette affirmation, mais reconnaissons au moins que ce ne sont pas les mêmes ménages qui supportent le poids des ajustements de passif.

Toujours est-il qu'à chaque fois que l'on constate le gonflement du passif d'un agent de l'économie nationale, on entend des cris d'alarme. La liste des effets pervers de ce phénomène est rapidement dressée, et l'on milite en faveur de son contrôle en vue de sa résorption ou de sa stabilisation. L'endettement serait donc un mal nécessaire, et seuls l'épargne et l'investissement, l'impôt d'Etat ou l'autofinancement des entreprises seraient vertueux.

On dénierait ainsi au crédit la qualité d'un bien ou d'un service comme un autre. Si l'on doit se réjouir de l'essor des ventes de réfrigérateurs ou de cornets de glace, il faudrait au contraire s'inquiéter de la croissance des activités de crédit. Le crédit serait par nature un bien tuteur, dont il faudrait nécessairement contrôler l'offre. Tel est largement le cas, car la loi réserve à un type d'établissement particulier l'activité de crédit. Par ailleurs, la politique monétaire a longtemps étroitement contrôlé quantitative-

ment le volume de crédit distribué, et la contrainte la plus forte pesait sur le crédit aux particuliers. Enfin, la loi définit en France un taux de l'usure, c'est-à-dire le prix maximum de ce service qu'est le crédit.

Toutefois faut-il aussi agir sur la consommation de crédit ? Affaiblir sur chaque offre de crédit : « Attention, tout abus est dangereux, à consommer avec modération » ? Ne délivrer le crédit que sur ordonnance d'un docteur en patrimoine ? En fait on oublie trop fréquemment que le crédit n'est que la face cachée de l'épargne. Epargner consiste à s'abstenir de consommer aujourd'hui pour consommer plus tard (plus ?) demain. S'endetter consiste à consommer plus aujourd'hui pour consommer (beaucoup ?) moins demain. Aussi, dans une vision intertemporelle, épargne et crédit apparaissent bien comme le même phénomène, l'emprunteur s'engageant explicitement à épargner demain lorsque tomberont les échéances.

En temps et en heure

L'emprunt, pour se muer en épargne, doit être remboursé en temps et en heure. Un établissement de crédit ne garde pignon sur rue que s'il parvient à ce que cette métamorphose s'opère. D'où l'importance qu'il accorde aux emprunteurs potentiels. Les établissements de crédit ont mis en place avec succès les fameuses méthodes de score, qui visent à filtrer les candidats à l'emprunt. Elles sont efficaces, même si on peut encore les améliorer, car elles écartent de l'accès au crédit nombre de ménages dont les caractéristiques ne leur permettraient pas d'épargner demain pour rembourser le prêt.

Les établissements financiers spécialisés dans le prêt aux particuliers ont considéré qu'il était important de savoir si le candidat à l'emprunt n'avait pas laissé d'ardoise auprès de l'un d'entre eux et ont constitué un fichier des mauvais payeurs (ce

qu'on appelle un fichier négatif qui ne retrace que les incidents de paiement, à la différence d'un fichier positif qui retrace les encours de crédit accordés). Reconnaissons qu'il protège les établissements de crédit, plus qu'il ne protège les emprunteurs. Les banques gestionnaires de comptes à vue n'ont jusqu'à présent pas souhaité mettre au point un tel fichier, parce qu'elles considèrent qu'elles disposent de suffisamment d'informations sur leurs clients. Faut-il dans ce cas créer un fichier national des mauvais payeurs, qui n'a comme objectif que d'écartier du crédit des gens qui ont fait la preuve qu'ils ne pouvaient honorer leurs contrats ? En fait, neuf contrats de prêts sur dix vont à leur terme sans

aucun incident de paiement. Le taux de perte finale est faible, de l'ordre de 1 %. Au total, on peut estimer à environ 200 000 le nombre des ménages qui ne sont pas en état de rembourser tout ou partie des prêts qu'ils ont contractés.

La dégradation de la situation d'endettement du ménage peut provenir tout d'abord de l'augmentation de son passif, et donc de ses charges de remboursement. Le ménage multiplie le recours à l'emprunt et s'expose de lui-même à des difficultés budgétaires par impatience ou myopie. Ce que le ménage a tendance à oublier, c'est que, compte tenu des taux d'intérêt en vigueur, la consommation à 6 laquelle il devra renoncer demain est nettement plus importante que celle à laquelle il accède aujourd'hui.

(*) Professeur à l'université Nancy-II.

(Lire la suite page 18.)

2^e CYCLE ISG

PROGRAMMES PEDAGOGIQUES 1989

- Cycle national :
 - 1^{re} et 2^e année d'enseignement et préparation à la vie professionnelle à Paris
 - 3^e année d'insertion professionnelle progressive en entreprise
- Cycle multinational :
 - 1^{re} année : enseignement de base et préparation internationale à Paris
 - 2^e année : enseignement à l'étranger
 - Zone U.S.A. : I.S.G. / New York
 - Zone ASIE : I.S.G. / Tokyo - Chine - N.P.I.
 - 3^e année : insertion professionnelle en entreprise

Dates du concours :
17, 18 et 19 avril 1989

Date limite du dépôt des dossiers :
4 février 1989

Institut Supérieur de Gestion
Etablissement libre
d'enseignement supérieur
8, rue de Lota - 75116 Paris
Tel. : 45 53 60 00 - Minitel : 3616 ISG

ISG

L'ENDETTEMENT DES FRANÇAIS

Les joies du crédit

Un, deux, trois, quatre crédits à la consommation, un prêt immobilier, des mensualités régulières : lorsqu'elle détaille ses engagements financiers, Laurence s'étonne elle-même. Il y a encore quelques années, elle préférait payer comptant, quitte parfois à déséquilibrer brutalement son budget. Laurence se méfiait du crédit comme de la peste. Une question d'éducation sans doute.

« Mon père, qui est magistrat, a toujours évité d'y avoir recours, raconte-t-elle. A ses yeux, le crédit conserve des connotations désagréables : c'est l'usure, les taux abusifs, les crédits vicieux. Surtout pour les crédits à la consommation... Aujourd'hui encore, il n'en a pas un seul, ce qui n'est pas mon cas ! J'ai toutefois mis un certain temps à me défaire de cette image négative qu'il m'avait inculquée. »

Faute d'épargne

Laurence s'est engagée sur la voie du crédit à petits pas : d'abord, une avance de 3 000 francs concédée par des amis, puis un crédit « gratuit » souscrit lors de l'achat d'un meuble de salon dont le paiement pouvait être étalé sur trois mois. Puis, il y a eu le crédit voiture — 2 200 francs, sur trente-six mois — le crédit cuisine — 672 francs sur cinq ans — et le crédit hi-fi — 300 francs sur trois ans — qui se sont ajoutés à

un prêt immobilier contracté en 1982 lors de l'achat d'un appartement à Paris.

Aujourd'hui ses préventions d'antan ont tout à fait disparu. Laurence et son mari Olivier ont fini par apprendre à jongler avec les échéances et les mensualités, et tous deux se sont partagé les tâches : Laurence rembourse la voiture et la cuisine, tandis qu'Olivier se charge de l'appartement et de la chaîne hi-fi.

Ils sont enthousiastes, certes, mais prudents : cette addition de crédits ne menace en rien leur équilibre financier. Le couple, deux cadres administratifs parisiens, gagne 30 000 francs par mois, alors que le total des remboursements s'élève à un peu plus de 7 000 francs mensuels. Le taux d'endettement de Laurence atteint 24 %, celui d'Olivier 21 %.

Le quart pratiquement du revenu du ménage. Un rapport, disent-ils, raisonnable. Pas question de se laisser noyer sous une vague de crédits mal gérés, sous-crits avec maladresse et précipitation un jour d'euphorie. Leurs calculs sont précis. Ils ne se laissent pas surprendre.

« Ces prêts nous facilitent la vie, c'est vrai, note Laurence. Au lieu de déboursier brutalement de grosses sommes, nous versons tous les mois de petites mensualités qui finissent par être quasiment indolores. Cela nous évite de surveiller nos comptes de près, ou de craindre les découvertes subites. Tout se fait en douceur, sans inquiétude. »



Au fil des ans, le crédit finit par devenir un réflexe. Lors de ses achats, Isabelle demande désormais s'il existe des paiements à crédit. Responsable du département bureautique et informatique d'une banque de la région parisienne, elle a déjà souscrit un prêt immobilier et un crédit-ménager qui représente un taux d'endettement de 18 %.

En mars prochain, Isabelle a décidé de partir en vacances en Suisse. Un séjour de ski pour quatre personnes qui lui a coûté un peu plus de 10 000 francs. Il existait une formule de crédit qui était le paiement sur trois mois moyennant une augmentation de 120 francs. Isabelle n'a pas hésité : « 120 francs, ce n'est grand-chose. Et les paiements étalés, ce sont des soucis bancaires en moins. » Le crédit comble même, dit-elle, son incapacité à...

épargner ! Malgré ses efforts, Isabelle a du mal à mettre de l'argent de côté. Pas question, dans ces conditions, de se montrer raisonnable et d'économiser patiemment en vue d'un prochain achat.

Le bas de laine ne survit pas très longtemps. « J'ai ouvert un CODEVI, mais je n'y arrive pas. Je finis par puiser dedans. Dès que j'ai de l'argent sur mon compte, j'ai envie de le dépenser ; du coup, j'ai du mal à acheter des choses importantes. Je n'arrive pas à mettre de l'argent de côté pour m'acheter une voiture. En revanche, je paye mes traites sans problème. »

L'avantage ? Consommer dans l'immédiat, bien sûr. Eviter de passer des années à épargner laborieusement comme un écuire, résume Jacques, qui dirige le service contentieux d'une compagnie d'assurances. Ces dernières années, tous ses meubles, ou presque, ont été achetés à crédit : une cuisine — 620 francs sur sept ans — une chambre à coucher à — 1 074 francs sur trois ans — une chambre d'enfant — 365 francs sur deux ans — et une caravane — 1 445 francs sur deux ans.

« Je suis impatient, explique Jacques. Je n'ai aucune envie d'attendre la retraite pour vivre confortablement. Mes enfants sont jeunes. Je suis heureux de leur offrir une belle maison. » Les taux sont élevés, mais, lors de la souscription des crédits, il ne s'en est pas inquiété. A vrai dire, il les ignorait. Le vendeur s'est montré

évasif, tout en répétant avec insistance le seul chiffre des mensualités. Jacques s'est donc laissé convaincre : « Les traites ont l'air si légères lorsque l'on évite de parler de taux, note-t-il... Subitement, tout à l'air possible. »

Aujourd'hui, Jacques s'en mord toutefois un peu les doigts : malgré ses revenus — 22 000 francs grâce aux deux salaires du couple — les remboursements sont parfois difficiles.

Tous vivent finalement au-dessus de leurs moyens sans mettre réellement leur budget en péril. François, contrôleur de gestion, l'admet sans mal. « Si je payais tout comptant, je n'aurais pas le moitié de ce que je possède, explique-t-il. En fait, j'utilise de l'argent que je n'ai pas. »

François, qui a acheté son salon, sa chaîne hi-fi, et son micro-ordinateur à tempérament, est un maniaque de la carte de crédit : il dispose de deux cartes bleues — une sur son compte personnel, une sur compte revolving, — une carte COFINOGA, une carte American Express, une carte orange Cetelem, et une carte Premier, qui lui donne des taux préférentiels sur ses découvertes...

« C'est cela l'avenir, lance-t-il. On joue un peu avec le feu, mais sans excès. Croyez-moi, tout cela est le plus souvent très bien maîtrisé. »

ANNE CHEMIN.

Tout, tout de suite

(Suite de la page 17.)

Pour l'avenir, les économistes de la BNP estiment, dans leur lettre de conjoncture de novembre 1988, que « dans les années à venir, le crédit de trésorerie devrait fournir une contribution nulle, voire faiblement négative, à la croissance de la consommation ». Il ne pèsera pas, dans ces conditions, sur les échanges extérieurs du pays.

Le recours accru des Français au crédit fait en revanche naître deux risques réels pour l'économie nationale : celui d'une insuffisance d'épargne, d'une part ; celui de l'émergence d'une population « surendettée », d'autre part. Selon certains économistes, le recours au crédit serait l'une des causes de la chute du taux d'épargne. Mais, pour d'autres, si les Français s'endettent aujourd'hui, c'est qu'ils reportent à plus tard leur effort d'épargne afin de rembourser leurs prêts.

Il n'en reste pas moins vrai qu'en quelques années, la part de l'épargne des ménages dans l'épargne nationale est tombée de près des deux tiers en 1982, à peine plus des deux cinquièmes en 1987.

L'amélioration de la situation financière des entreprises a permis ces dernières de reconstruire leur épargne, mais cette compensation n'a pas été suffisante pour maintenir à son niveau antérieur le taux national d'épargne qui, rapporté au produit intérieur brut, est revenu de 25 % en 1979 à un peu moins de 20 % depuis 1982. « Là se trouve la retombée la plus grave des nouveaux comportements des Français », estime notamment André Babeau, le secrétaire général du Centre de recherche économique sur l'épargne (CREP).

Va-t-on voir aussi émerger une population de « surendettés » incapables de rembourser leurs prêts ?

Mme Neiertz, secrétaire d'Etat à la consommation, a demandé, en novembre dernier, une étude au Conseil national de la consommation et au Comité consultatif des usagers des services bancaires.

Difficile déjà pour une entreprise et pour un Etat, l'appréciation de la notion de « surendettement » l'est plus encore dans le cas d'un particulier. « Certains consacrent 50 % de leurs revenus à des remboursements sans aucune difficulté, d'autres n'arrivent pas à y réserver plus de 20 %, fait remarquer un banquier qui ajoute : « Qui sont les surendettés ? »

Une légère montée des impayés

Pour tous les professionnels, le niveau de l'endettement n'est pas le déterminant essentiel des impayés. Si la profession a observé une « légère montée des impayés » au cours de l'année écoulée, ceux-ci restent encore très raisonnables, dans la norme européenne. Le nombre des personnes endettées réellement en 200 000 selon certains, de 1,5 million selon d'autres. La fourchette est large.

Faut-il envisager de freiner le développement du crédit aux particuliers ? Techniquement difficile — sauf à revenir à une forme déguisée d'encadrement quantitatif — personne ne le souhaite. Des précautions doivent-elles néanmoins être prises pour éviter tout dérapage ? Les experts n'ont pas encore tranché. Pendant ce temps, les Français continuent à emprunter.

ERIK IZRAELEWICZ.

A consommer avec modération ?

(Suite de la page 17.)

La condition permissive de cette consommation immodérée de crédit provient principalement de la multiplicité des guichets ouverts et de l'absence d'informations centralisées et fiables sur le passif des ménages dans un fichier positif. Notons que certaines formules, encouragées un temps par l'Etat, de prêt à mensualités progressives aboutissaient, elles aussi, à une dégradation de la situation de l'emprunteur.

Soyons réalistes : il semble difficile de rendre prévoyants les myopes. Mais on peut améliorer en profondeur l'information dont disposent les candidats à l'emprunt, et les établissements de crédit pourraient participer davantage à un vaste effort de pédagogie sur le thème « endettez-vous bien, ou mieux », qui rappellerait aux ménages les vieux principes de la gestion budgétaire chers à nos grands-mères. S'agissant de l'information sur les encours, des pays comme la RFA ou le Royaume-Uni se sont lancés dans cette voie. Celle-ci est très coûteuse, et les résultats obtenus ne semblent pas entièrement probants dans la mesure où les incidents de paiement sont apparemment aussi fréquents qu'en France.

Le ménage peut éprouver quelques difficultés à remplir ses engagements en raison d'une évolution transitoire défavorable de ses revenus (salaires versés en retard, primes non accordées...) ou de ses charges (décès d'un proche, accident...). Ce type de problème de liquidité peut être résolu par des procédures de report d'échéances ou de rééchelonnement, souvent pratiquées par les établissements de crédit.

Mais le ménage peut être empêché de remplir son contrat par des facteurs exogènes qui échappent lar-

gement à son contrôle, et qui sont souvent méconnus : perte d'un emploi, invalidité, maladie de longue durée... De très événements peuvent affecter sa capacité de gains à long terme. La solvabilité de ces ménages est affectée. La solution à ce type de situation passe principalement par des mécanismes d'assurance. Ces mécanismes existent, et ils fonctionnent : sans doute faut-il les généraliser.

De graves difficultés de paiement, voire même l'insolvabilité, peuvent aussi résulter d'autres phénomènes, nettement plus liés aux décisions de l'emprunteur. Tel est le cas des problèmes issus de l'instabilité maritale ou familiale. Près de la moitié des incidents de paiement seraient imputables aux divorces, et l'on conçoit sans peine qu'une mutualisation de ce risque pose quelques problèmes difficiles à résoudre.

Dans ces deux cas, il existe dans certains pays, comme les Etats-Unis, des procédures de faillite civile personnelle, qui permettent au juge de reformuler le contrat de prêt (rééchelonnement des échéances), voire de délier le ménage surendetté de ses engagements. Cette idée, intéressante, se révèle en fait difficilement applicable compte tenu de l'organisation judiciaire française. Elle a comme effet pervers d'enclaver le failli de façon quasi permanente de l'accès au crédit.

Il n'y a pas péril en la demeure. Les Français découvrent le crédit, et en découvrent à la fois les charmes et les dangers. Une analyse économique de l'endettement des ménages montre que la situation, reste sous contrôle et que les effets pervers imputés au crédit aux particuliers sont loin d'être aussi manifestes qu'on le prétend généralement.

DENIS KESSLER.

1989: l'optimisme ?

Les prévisions économiques : tous les chiffres pour 89.

L'analyse des experts, le pronostic des patrons.

La rigueur : oui ou non.

L'Expansion

EN VENTE AUJOURD'HUI



INSTITUT SUPERIEUR DES AFFAIRES

La rencontre des meilleurs

L'ISA : un 3^e cycle intensif de formation supérieure au management (MBA) ouvert à des participants de toutes origines universitaires ou professionnelles.

- Les ressources du Centre HEC-ISA (Jouy-en-Josas).
- Un enseignement par groupes compacts et motivés.
- 1 300 postes de haut niveau offerts chaque année aux 100 diplômés.

Admission sur dossier, tests et entretien.

- Conditions : diplôme supérieur et/ou expérience de cadre.
- Critères : potentiel, motivation, capacité de travail.

L'ISA : 16 mois pour un MBA

Réunions d'information Paris et Province

PARIS le jeudi 19 janvier et le jeudi 16 mars 1989, à 18 h 30, Cercle France-Amérique, 1^{er} étage, 8, avenue Franklin-Roosevelt, Paris-8^e, métro Franklin-Roosevelt.

MARSEILLE le mardi 10 janvier 1989, à 18 h 30, Hôtel Altea, rue Neuve-Saint-Martin (1^{er}).

GRENOBLE le mercredi 18 janvier 1989, à 18 h 30, Hôtel Mercure-Alpotel, 12, boulevard Maréchal-Joffre.

LILLE le mardi 24 janvier 1989, à 18 h 30, Hôtel Royal-Concorde, 2, boulevard Carnot.

LYON le mardi 21 février 1989, à 18 h 30, Hôtel Sofitel, 20, quai Gailleton (2^e).

RENSSEIGNEMENTS : (1) 39-56-73-82 et (1) 39-56-73-79 ou écrire à ISA, 78350 JOUY-EN-JOISSAS.

CENTRE HEC-ISA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

3^e CARREFOUR DE L'EXCELLENCE

ORGANISÉ PAR LES ÉTUDIANTS DU DEUXIEME CYCLE DE L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE

Le jeudi 19 janvier 1989 à 8 h 30 - Maison des Polytechniciens, 12, rue de Poitiers, PARIS 7^{ème} (m Solferino).

PATRONNÉ PAR : Jean-Pierre SOISSONS, Edith CRESSON, Simone VEIL

Témoignages et tables rondes sur le thème :

« METIERS DE DEMAIN ET NOUVEAUX MANAGERS : ATOUTS EUROPÉENS D'UNE FORMATION PERFORMANTE »

Inscriptions par téléphone au 01 57 51 41 41.

LES AMPHIS NIESEC Le Monde

LA DETTE DU TIERS-MONDE : UNE NOUVELLE STRATÉGIE

MARDI 17 JANVIER à 12 h 30 UNIVERSITÉ DE NANTERRE AMPHI A - BATIMENT G

avec :

Jean-Claude TRICHET, directeur du Trésor au ministère de l'économie et des finances. Olivier LAFOURCADE, directeur du Bureau européen de la Banque mondiale. Jean-Pierre SALTIEL, gérant de Lazard frères et C^o. Philippe HUGON, professeur à Paris-X-Nanterre. Michel BOYER, responsable du « Bilan économique et social ».

LE DÉVELOPPEMENT DU TIERS-MONDE

Qui paie ses dettes... et compense

UNE fois de plus, le problème de l'endettement des pays en voie de développement (PVD) est à l'ordre du jour. Une fois encore, les pays de l'Amérique latine sont à la pointe d'un combat pour la renégociation des conditions de remboursement. Les situations se tendent. Faute d'accord, certains dirigeants, comme vient de le faire le président du Venezuela, prennent des décisions qu'ils imposent à la communauté internationale. Les plus grandes banques du monde occidental provisionnent des pertes qui sont de moins en moins éventuelles et de plus en plus probables.

Le malade étouffe. La première mesure à prendre est de lui permettre de respirer. Dans quelles conditions ? Certains responsables préconisent un abandon général de la dette. La chose n'est guère praticable. Dans l'état actuel des choses, il est douteux que le système financier international soit capable d'absorber une perte de liquidités voisine d'un milliard de milliards de dollars. Il y a, en effet, une très grande différence entre une dette reconnue, même si son remboursement est aléatoire, et une créance abandonnée.

En outre, la charité, même institutionnalisée, l'aumône, même bénie par l'ONU et le FMI, ne sont pas des démarches de nature à enclencher un processus d'autonomisation de ceux que l'on prétend aider. C'est plutôt une manifestation publique du manque de confiance qui leur est porté. Il est sans importance de remettre une dette à un débiteur quand on sait bien que celui-ci n'en sera pas un compétiteur plus dangereux.

Un processus de modernisation

Les pays considérés sont, pour la plupart, engagés dans un gigantesque processus de modernisation économique. Le financement de ce processus est généralement fondé sur l'emprunt, dont le remboursement est conditionné par le rendement financier de monoproductions agricoles ou minières (produits énergétiques fossiles compris). Ces monoproductions, en particulier dans le domaine agricole, présentent un double aspect. D'une part, elles ont été souvent développées aux dépens de la culture vivrière, ce qui accentue les problèmes de malnutrition. D'autre part, comme elles sont très répandues, leur surproduction est endémique et les cours mondiaux sont le plus souvent au plus bas. Il en résulte un déséquilibre fondamental de la balance des paiements qui accentue les effets de l'endettement.

Le manque de liquidités est tel que ces pays n'arrivent plus à suivre les évolutions normales du marché international. Le service de la dette devient le poste le plus important de leur budget. Quand le dollar est fort, les remboursements les étranglent. Quand le dollar est faible, le montant des remboursements diminue et le carcan devrait se desserrer, mais les produits qu'ils mettent sur le marché ont un rendement financier insuffisant. Ainsi, leur situation ne peut s'améliorer, et des pays potentiellement riches comme ceux de l'Amérique du Sud ou certains territoires de l'Afrique, voire de l'Asie, ne peuvent faire décoller leurs économies. Cependant, le commerce Nord-Sud est une nécessité pour les deux parties. Sans cette relation, il n'est pas de développement possible du Sud, pas plus que de débouchés industriels pour le Nord.

Dans ces conditions, il n'est pas sûr que l'abandon des créances soit une étape sur la voie de la résolution du problème. Tout se passe, en effet, comme si des joueurs de poker fortunés et expérimentés avaient entraîné dans la partie des débutants dépourvus de moyens. A la liberté de manœuvre des premiers répond l'enchaînement des seconds.

L'abandon des dettes sans une modification fondamentale des règles du jeu ne ferait qu'appauvrir les uns sans enrichir les autres. Un plan Marshall ne peut fonctionner qu'entre des pays où le développement industriel appartient au même univers.

Simultanément à cette partie, une autre se déroule qui fait éclater l'apparente unité qui liait les joueurs « fortunés ». La crise bouleverse toutes les données économiques acquises. Les perturbations qu'elle provoque dureront le temps d'une génération au moins. Très précisément, le temps qu'il faudra à nos sociétés pour mettre

Une « multicomensation » sur un panier de produits permettrait d'échapper à la course aux liquidités.

par ROMAIN JACQUOT (*)

en œuvre les transformations structurelles nécessaires.

Autrement dit, alors que les débutants essaient de s'adapter à des règles qui ne leur sont pas accessibles, celles-ci sont en train de changer. Et les « fortunés » eux-mêmes semblent complètement dépassés par les événements.

Les problèmes étant d'ordres différents, la recherche d'une solution doit commencer par leur découplage. Provisoirement, au moins, il faut décaler les PVD sur la possession de liquidités. Ce décalage aura deux séries de conséquences : la première sera relative aux débouchés des productions sur le marché du Nord comme du Sud ; la seconde permettra le développement d'échanges importants entre les pays du Sud.

Parmi les diverses approches envisageables, la compensation qui consiste à régler en nature les fournitures semble être l'une des plus riches en possibilités. Certes, les procédures de compensation actuellement appliquées présentent de nombreux inconvénients. Elles ne sont utilisées que dans des cas particuliers, de manière bilatérale et généralement à regret. Si l'on souhaite emporter un marché, le pays fournisseur doit accepter le produit, souvent brut, offert en règlement par le pays acheteur. Il est rare que son utilisation sur le marché international soit évidente et immédiate.

En outre, la charge complexe de sa commercialisation repose sur le pays fournisseur. Celui-ci ne peut couvrir ses investissements et dégager son profit que lorsque cette phase est achevée (1). Les difficultés qu'elle entraîne sont telles que les entreprises occidentales n'acceptent ces dispositions que contraintes et forcées.

Cependant, la pratique de la compensation peut être améliorée considérablement. La première opération est d'en élargir la portée

par l'introduction de la notion de multicomensation. Dans ce schéma, un pays coordinateur anime des échanges entre plusieurs pays en voie de développement. L'objectif est de dégager, en fin de parcours, des produits dont l'introduction sur le marché international se fera plus commodément qu'auparavant.

Pratiquement, il s'agit de constituer une zone d'échanges. Dans le cadre d'une « permutation circulaire », des biens plus ou moins élaborés passeront d'un pays à un autre. La compensation finale, au lieu d'être directement bilatérale, s'effectuera sur le plan collectif. L'allure générale serait celle d'une consolidation des résultats entre les filiales d'une multinationale.

Deux types d'échanges

Cette démarche signifie que, pour un temps, le commerce international s'organise en superposant — ou en croisant — deux types d'échanges. Le premier sera fondé sur les bases monétaires traditionnelles, le second, sur une procédure de multicomensation.

La relation entre ces deux systèmes constitue la partie la plus délicate de la mise en place. Il s'agit notamment d'évaluer les différents produits en termes d'échange commercial, tout au long de la procédure de multicomensation. Cet aspect est, apparemment, le plus difficile à mettre en œuvre. Apparemment seulement, car des problèmes du même ordre se posent constamment dans l'univers des échanges traditionnels.

C'est le cas, très général, des échanges entre fournisseurs de produits bruts et de produits élaborés. A cet égard, les diverses crises pétrolières constituent d'excellents exemples de distorsions d'un commerce international où le moyen d'échange, la mon-

naie, est aussi objet de consommation.

La constitution d'un « panier » de produits pourrait être une solution à ce problème dans l'esprit de celui qui a présidé à la mise en place du serpent monétaire européen. Le panier serait révisable à dates fixes et selon des modalités propres à éviter les spéculations. Ce type de régulation n'est valable que dans la mesure où tous les partenaires peuvent espérer une certaine stabilité.

Quelle que soit leur place dans la chaîne, tous les pays engagés ont les mêmes intérêts. Ils s'opposent, donc, en commun à toute tentative de spéculation. Notons au passage que la formation de séries d'échanges. Cette fourniture présente des caractères de permanence qui en font à tous les niveaux un domaine privilégié d'investissement.

L'endettement des pays en voie de développement n'est pas conjoncturel. Bien au contraire, il présente tous les caractères d'un phénomène structurel. Il ne disparaîtra qu'à la suite d'une action soutenue et à long terme. La procédure de multicomensation n'est donc pas un pis-aller provisoire destiné à pallier une insuffisance passagère de liquidités. Elle ne peut être envisagée que comme un système en soi, sans rapports immédiats avec le système traditionnel. Les institutions, les structures et les comportements devront s'adapter sur la base d'un pragmatisme quotidien.

Malgré des difficultés d'organisation qui sont évidentes, la mise en œuvre de la multicomensation pourrait donner au commerce Nord-Sud le développement équilibré que les interventions financières actuelles n'ont pas pu lui assurer. Un autre avantage enfin, et non des moindres peut-être, serait d'engager ces pays dans un mécanisme d'échanges qui, tout en respectant leur personnalité, leur permettrait de s'intégrer dans le concert général du commerce international.

(1) Ainsi, il y a une dizaine d'années, une très grande entreprise française s'est trouvée à la tête de quelques tonnes de raisins secs en paiement d'un marché important. La commercialisation en a été d'autant plus difficile que la quantité reçue en règlement dépassait la consommation annuelle française et que sa mise sur le marché aurait provoqué un effondrement des prix.

(*) Conseil en stratégie.

BIBLIOGRAPHIE

« LA BANQUE ET LA VIE » DE JACQUES DE FOUCHIER

Le levier du charisme

« J'ai toujours mal résisté au plaisir d'emprunter dire du bien de moi », écrit Jacques de Fouchier dans son dernier livre. L'auteur n'appartient pas à la catégorie des hypocrites. Comme on n'est jamais si bien servi que par soi-même, celui qui compte parmi les plus grands banquiers de la place prend la plume une fois de plus (1).

L'homme sait heureusement que « l'insignifiance est sœur de l'importance », cette dernière n'atteignant sa nuisance au sommet de la hiérarchie que « lorsque les défenses de l'humour sont emportées par la flagornerie de certains subordonnés, les égards des obligés et les tentations médiatiques ». De l'humour, Jacques de Fouchier en manque pas, non plus que de chance, à laquelle il rend justice dans les dernières pages.

Ce ne sont pas seulement les professionnels qui prendront plaisir à suivre le parcours du financier. Notre auteur a volontairement éliminé le discours technique et l'on pressent qu'il n'a pas eu trop de mal à le faire. Il avoue en effet qu'il a toujours eu une vocation rentrée d'écrivain.

Sur sa carte de visite, deux présidences se sont inscrites en capitales : la Compagnie bancaire et Paribas. A quoi tiennent les choses : sans le sectarisme du ministre communiste François Billoux, il n'aurait sans doute jamais songé à quitter la fonction publique après la Libération ; sans l'heureuse rencontre en 1946 avec un « gnome de Zurich », il n'aurait peut-être pas pu entrer par la grande porte dans la communauté bancaire.

Il y apparaît très vite comme un « enfant terrible », tout cela parce qu'il met en pratique une idée simple, la « transformation » qui consiste à emprunter des capitaux sur le marché pour les revendre ensuite au public par l'intermédiaire de banques spécialisées, sous la forme de crédits personnels. Coiffant de tout, la Compagnie bancaire se développe et, pour mieux assurer ses arrières face à la concurrence, Jac-

ques de Fouchier privilégie ses liens personnels et structurels avec l'un de ses actionnaires : Paribas.

Les amateurs de séquences filmées trouveront plus leur pâture dans la deuxième partie de l'ouvrage, consacrée précisément à l'action de Jacques de Fouchier à la Banque de Paris et des Pays-Bas. Avant qu'il n'accède au poste suprême, les couteaux sont tirés avec l'homme en place, Jean Reyre. Quant à celui qu'il avait choisi pour lui succéder, Pierre Moussa, l'« affaire » qu'il fit éclater au moment de la nationalisation ramène pour quelques mois Jacques de Fouchier sur le devant de la scène de la rue d'Antin, avant qu'il puisse faire accepter par François Mitterrand celui qu'il avait souhaité voir succéder à Pierre Moussa : Jean-Yves Haberer.

Nous avons déjà vécu dans les coulisses de ces événements grâce à l'excellent livre de Jean Baumier (2). Ce qui intéresse également ici, c'est de déceler le secret de la réussite de Jacques de Fouchier. Son charisme personnel y est sûrement pour beaucoup. Il reconnaît lui-même que ce qui assure l'autorité d'un patron, ce sont « des facteurs d'ordre sentimental et caractériel plus qu'intellectuel ».

L'auteur a l'élégance d'évoquer aussi les accidents de parcours de sa carrière à Paribas. On eût aimé toutefois qu'il fût un peu plus disert sur ce qu'il appelle ses « bêtes à charrier ». Parfois, il sait fort bien se débarrasser des « canards boiteux », mais dans d'autres circonstances, il oriente son groupe vers des zones dont les sinistres ne sont pas loin (comme la sidérurgie). La vie est ainsi faite et sa conjonction avec la banque, vouée par le titre même de l'ouvrage, entraîne le lecteur dans d'étonnantes circuits.

PIERRE DROUIN

* Editions Odile Jacob, 336 p., 140 F.

(1) Il avait déjà écrit en 1984 le *Goût de l'improbable* (Fayard).(2) *La Galaxie Paribas* (Plon, 1988).

orientations SERVICE

Des écoles vous informent sur les filières et débouchés suivants :

et recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants, cochez le ou les filières qui vous intéressent et adressez ce bon à :

Orientations Service, 28, rue de la Trémolite, 75008 PARIS (réponse par courrier uniquement).
M. - Mme - Mlle.
Adresse

Code postal	Ville	Age
Niveau d'études actuel		
Classes Préparatoires		Electronique
Grandes Ecoles, Commerce, Gestion		Expertise Comptable
Ecoles à Vocation Internationale		Expression Visuelle
Vente, Commerce, Gestion, Distribution		Formations Artistiques Appliquées
Grandes Ecoles Scientifiques		Formation Continue
2 ^e Cycle de Gestion		Gestion Financière
Administration Militaire - Commerciales		Gestion du Personnel
Architecture		Hôtellerie-Restaurant
Architecture d'Intérieur		Immobilier
Arts Graphiques		Informatique
Assurances		Ingénierie Chimiste
BTS Automobile		Journalisme
Chimie		Logistique Production
Communication		Maintenance d'Ordinateurs
Communication, Publicité		Marché de l'Art
Communication Audiovisuelle		Para-Médical
Comptabilité		Recherche Scientifique
Dance		Revenir le Baccalauréat
Design, Design Industriel		Secrétariat-Bureautique
Concours Ecole Normale		Sciences Sociales et Politiques
Concours par Correspondance BTS		Tourisme
Cours par Correspondance Sciences Po		Stylisme de Mode

IEMI INSTITUT EUROPEEN DE MANAGEMENT INTERNATIONAL

2^e SESSION RENTREE FEVRIER 89Cycle accéléré aux étudiants de 1^{er} et 2^e cycle voulant changer d'orientation sans perdre une année1^{er} CYCLE

2 ans de formation européenne de management international en alternance études et stages européens
Londres Barcelone, Stuttgart New York

2^e CYCLE

LICENCE EUROPEENNE DES AFFAIRES avec le centre de management aux affaires de Genève 10 mois de management et de missions professionnelles européennes

ADMISSION

1^{er} CYCLE : BAC (toute série) ou 1^{er} année classes prépa ou universitaire

2^e CYCLE : Jeunes cadres, licence, DEUG, DUT, BTS ou diplôme étranger équivalent

FINANCEMENT A 100 % - PRET ETUDIANT

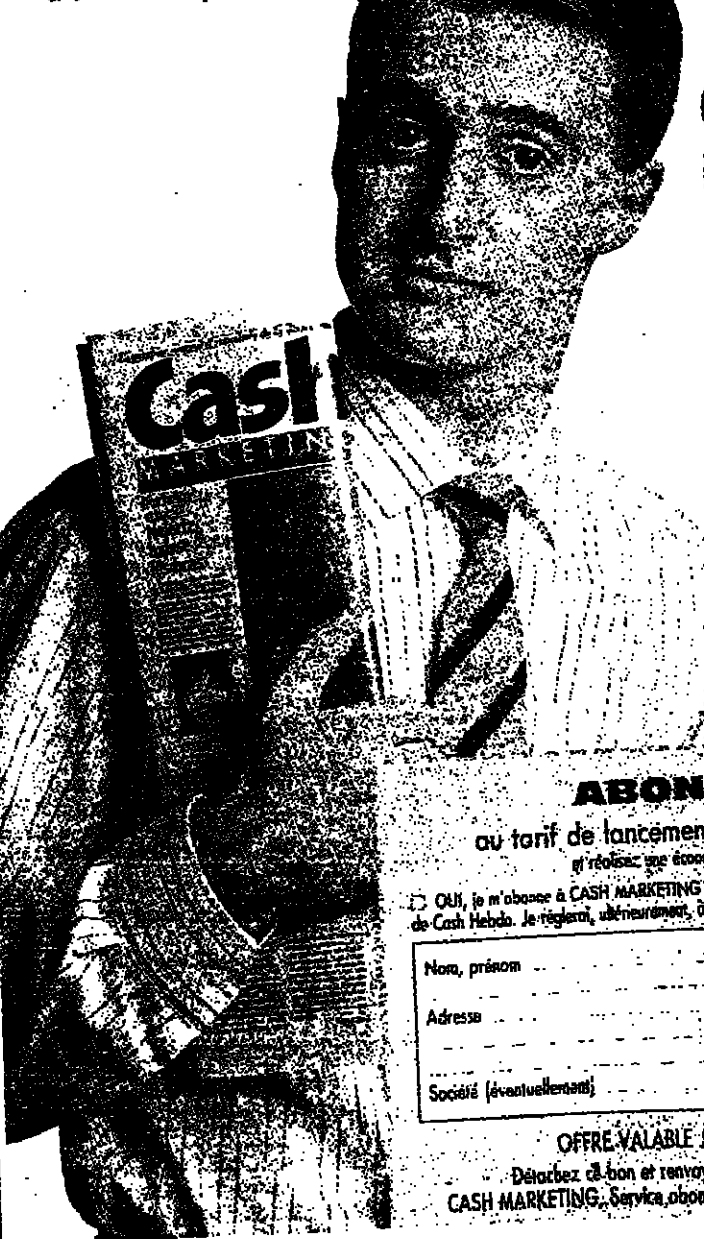
INSCRIPTION APPELÉ LE :

(1) 42 66 66 82

IEMI - 71 RUE DU FAUBOURG SAINT-HONORE - 75008 PARIS
ETABLISSEMENT PRIVE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET ROPEEN

« Accélérez votre carrière dans la distribution et le marketing »*

* Nombreuses pages d'offres d'emploi



Cash MARKETING
Le nouveau journal d'actualités de la distribution

Chaque vendredi, 9 F
chez votre marchand de journaux

ABONNEZ-VOUS

au tarif de lancement 195 F (un an, 43 numéros)

(1) OUI, je m'abonne à CASH MARKETING au prix de 195 F. Je reçois donc les 43 numéros de Cash Marketing. Je régleme, ultérieurement, le règlement de mon abonnement.

Nom, prénom

Adresse

Société (eventuellement)

Code postal

OFFRE VALABLE JUSQU'AU 30 AVRIL 1989

Déterminez le bon et renvoyez-le sous enveloppe adressée à : CASH MARKETING, Service abonnements, 35, rue d'Amsterdam, 75008 Paris

La chronique de Paul Fabra

POUR une fois, les exercices habituels de prévision en cette période de l'année s'accompagnent de retours en arrière dont on peut espérer qu'ils seront salutaires. C'est que 1988 a si peu confirmé le pessimisme qui régnait en maître sur la plupart des analyses et des commentaires (sans oublier ceux qu'on a publiés à cette place) que la bonne surprise appelle une explication.

Dans son rapport du mois de décembre sur les « perspectives économiques », l'OCDE a consacré plusieurs pages à un examen des raisons qui, selon cette institution, auraient conduit à la « sous-estimation de la croissance depuis le milieu de 1987 ». En conclusion, les auteurs de ce *mea culpa* écrivent : « En fin de compte, il est apparu que la crise n'avait pas eu d'effet durable sur la situation fondamentale de l'économie. » Pour le coup, ils poussent peut-être un peu loin la rétraction. Ce n'est pas parce qu'un événement n'a pas produit, au moment où on s'y attendait, les conséquences qu'on croyait pouvoir en déduire qu'on doit se considérer quitte pour la peur.

Parmi les arguments qui avaient été mis en avant pour annoncer de sombres perspectives, figurait en bonne place, comme le rappelle l'OCDE, la « crainte d'une dévalorisation du patrimoine » (devant la baisse de la valeur de leurs actifs, sociétés et particuliers pourraient diminuer leurs dépenses). D'une façon plus générale, beaucoup redoutaient « une dégradation sensible de la confiance du secteur privé ». Ces alarmes, disent encore les économistes du château de la Muette, « ont occulté le dynamisme dont faisait simultanément preuve les économies des pays de l'OCDE ».

Pour les experts de l'OCDE, on n'aurait pas prêté assez d'attention à certaines évolutions en profondeur des économies, à commencer par les

progrès beaucoup plus rapides que prévu de la productivité.

Les experts nous paraissent aller un peu vite en besogne quand ils attribuent à ces gains de productivité « l'augmentation des salaires réels et un accroissement des profits ». Certes, les bouleversements des techniques de production exercent une influence considérable, mais les relations causales ne sont peut-être pas aussi simples que le dit l'OCDE, en accord avec le préjugé dominant. On peut penser que, dans un climat très concurrentiel, la diminution des coûts de revient est très rapidement répercutée dans les prix de vente et ne constitue donc qu'une source temporaire de surprofit. La principale conséquence est de permettre aux prix d'augmenter moins que le voudrait l'inflation monétaire sous-jacente.

Si les profits sont presque partout si élevés, il faut en chercher la raison principale dans la véritable revanche du capital sur le travail à laquelle on a assisté à la faveur, si l'on peut dire, de la crise. Les hausses de salaire sont restées très modérées, jusqu'à une époque récente en tout cas (depuis quelque temps, on note une accélération au Japon, sans parler des cas connus de la Grande-Bretagne, de l'Espagne et, dans une certaine mesure, des États-Unis). Ce qu'il convient de retenir du texte de l'OCDE, c'est en définitive une intuition plus qu'un raisonnement : l'idée que les hauts profits ont (enfin) favorisé les investissements et ont aidé à amortir les chocs.

Quant à la « progression plus rapide que prévu des dépenses de

Pourquoi s'est-on si grossièrement trompé ?

consommation », elle s'explique « peut-être aussi en partie par un accès plus facile au crédit ». Que de précautions pour introduire un facteur qu'on retrouve historiquement à l'origine de tous les booms, à condition bien sûr que la machine économique soit capable de répondre aux stimulants qui lui sont administrés !

Il me semble, pour ma part, que si, au lieu d'avoir consciemment ou inconsciemment le regard tourné vers la catastrophe de 1929-1930 (et la représentation sommaire qu'on s'en fait), on avait eu à l'esprit des précédents plus récents, on aurait pu éviter une première et grossière erreur. Celle-ci dérive d'une vision purement mécanique des choses, un choc étant censé faire des dégâts immédiats et visibles susceptibles ensuite de se propager à la manière d'une onde.

Il semble bien que le boom de Wall Street avait épuisé son élan au printemps de 1987, quand se produisit un premier et sévère ajustement en baisse. Si, malgré ce premier avertissement, le boom s'est prolongé jusqu'en août, c'est d'abord et surtout — je persiste à penser que cette explication est la meilleure — parce que le climat de spéculation a continué d'être entretenu par une formidable abondance de « liquidités » (1).

Or rappelons-nous ce qui s'était passé pendant la période 1971-1974 : d'énormes interventions des banques centrales pour essayer (en vain) de s'opposer à l'affaiblissement du dollar avaient, commencé ce fut à nouveau le cas en 1977-1978 et... en 1986-1987, créé les conditions d'une explosion du crédit.

Il en était résulté une spéculation effrénée. Celle-ci s'était alors portée de préférence sur les terrains et les matières premières. Quand survint le premier choc qui prit le monde par surprise — l'abandon du système des taux de change fixes en mars 1973 — rien ne se produisit, sinon une continuation du boom. A la suite d'une multiplication par quatre ou cinq du prix de toutes les matières premières, éclata le coup de tonnerre de la hausse du prix du pétrole. On était à la fin de l'année 1973. C'est seulement à l'automne 1974 que commença, après la phase d'expansion généralisée de l'endettement (crédit), la brutale contraction (récession-déflation). Transposée sur la scène d'aujourd'hui, cette séquence nous permet de comprendre que le facteur — l'abondance de crédit — qui a été à l'origine du choc boursier est celui qui explique le mieux le climat d'aisance qui a suivi.

Mais, de ce qui précède, il ne faudrait pas conclure que l'on n'a fait que reculer pour mieux sauter, que, non vérifiées jusqu'à maintenant, les visions ultra-pessimistes qui avaient cours à la suite du 19 octobre 1987 seront confirmées demain ou après-demain. Ici, deux remarques semblent s'imposer.

La première est une illustration de la fameuse formule de Bernard Shaw d'où il ressort que la probabilité de se tromper est (presque) aussi grande si on a raison que si on a tort, étant donné qu'on peut être dans la vérité pour de bonnes ou de mauvaises raisons et dans l'erreur pour de mauvaises et de bonnes raisons (You can be right for right rea-

sons or for wrong reasons; you can be wrong for wrong reasons or right wrong reasons or for right reasons) ! Peut-être même se trompe-t-on encore plus souvent, tout au moins quant au calendrier, si on appuie ses prévisions sur une analyse raisonnablement juste des phénomènes, car alors la tentation est grande de croire que les événements vont se succéder dans le même ordre et avec la même netteté que les articulations successives du raisonnement.

La thèse selon laquelle l'économie mondiale est, depuis le début de la présente décennie, travaillée par de puissantes forces déflationnistes tenant à un endettement excessif et croissant (d'où la course à la liquidité et les risques d'insolvabilité de certains débiteurs) me paraît pour l'essentiel toujours valable. Difficile aussi de ne pas voir dans le krach un nouvel épisode de la déflation d'actifs surévalués. Une telle analyse portait à estimer très probable, dans la foulée, une chute brutale des terrains à Tokyo et ailleurs, des tableaux vendus chez Sotheby, et ainsi de suite, jusqu'à précipiter le monde dans une crise de liquidité (manque de liquidités pour faire face aux échéances).

Ici doit entrer en ligne de compte la seconde remarque : à supposer que le schéma précédent, en tant que schéma, ait une certaine valeur explicative, il n'en découle pas qu'une déflation profonde soit à l'horizon, car, dans la réalité, interviennent beaucoup d'événements et de phénomènes, les uns neutralisant en partie les effets des autres. Le monde d'aujourd'hui n'est plus celui de 1972 ni celui de 1979. Dans de nombreux pays, et en particulier dans les plus importants, l'appareil productif s'est considérablement assaini et aminci, comme le rappellent les économistes de l'OCDE.

(1) Pour les significations de ce terme, voir nos chroniques du 1^{er} décembre 1987 et du 29 novembre 1988.

Notes de lecture

par Alfred Sauvy

CATHERINE SAMARY

Le marché contre l'autogestion. L'expérience yougoslave

Dès la révolte de Tito contre Staline, la Yougoslavie a été le grand espoir de beaucoup en l'avènement d'un socialisme « libéral », dans le meilleur sens du terme. Ernest Mandel est, depuis longtemps, à la recherche de quelque système, qui se placerait, si l'on peut dire, entre Reagan et Gorbatchev. Il nous donne, dans sa préface, une nouvelle preuve de son art d'orienter des tautologies vers des conseils, aussi avisés que dépourvus d'efficacité.

1948-1950, naissance de grands espoirs : Nous sommes en plein stalinisme, et bien des Français (et autres), soucieux de trouver leur chemin entre les rigueurs du pouvoir et celles du marché, saluent l'événement de Tito par un seul mot : « Enfin ! »

1988. Qui eût prédit une réponse aussi décevante ? Dès les premières lignes, l'auteur emploie heureusement l'arme la plus redoutable, combien mieux maniée par Churchill — ou de Gaulle — que par Michel Rocard : l'humour. La suite est plus austère.

Le marché ou le bureau ? Les deux maîtres opposés parviennent à former ici une redoutable — et combien efficace — combinaison. N'accusons pas le dogmatisme et l'idéologie pure ! L'expérience est partout. Encore faut-il savoir en tirer plus que des sourires. Les profits réalisés grâce à l'énigme de la concurrence en Allemagne (RFA) (prétende surpeuplée par les augures de Harvard), les conseils et les crédits du FMI et de la Banque, ne font qu'accroître plus encore les défauts, sans les localiser pour autant et, surtout, sans indiquer la voie de la richesse et de la réussite.

Le lecteur qui se livre quelque peu à ce jeu reçoit vite un démenti à la page suivante. « L'autogestion mange le capital », est-il dit : jugement habile qui permet d'éviter l'expression « mauvaise gestion ». Dans tout cet ensemble, le drame le plus concret s'exprime par un chiffre clair : 13 % de chômeurs — et suggère, tout aussi vainement que dans la France de Michel Rocard, un inventaire sérieux des besoins publics et privés — que l'on se propose de satisfaire. Il n'en est pas question, semble-t-il.

L'expression « socialisme de marché » a, tout au moins, le mérite de procurer un certain confort

d'esprit. Plus redoutables, les jugements finals de S. C. Kolm. Conclusion combien timide : que l'échec ne fût pas fatal, cela nous intéresse, certes, mais le futur plus encore.

Un livre qui manquait.

★ Editions la Brèche Publisud, Paris 1988. 225 cm. 332 pages. 154 F.

CAMILLE VERT

Le marketing intégré. Clé de la compétitivité industrielle

Un premier regret, le non-emploi du terme français *marketing*, adopté par le Haut Commissariat de la langue française, organisme vital mais dépourvu de moyens suffisants de diffusion. La langue anglaise est, en divers autres points, utilisée ici sans raison. Regrettons aussi l'emploi — certes fréquent dans la presse — du terme *technologie* (science des techniques) à la place de *technique*. Le mot *approche* est utilisé pour désigner une méthode. Prenons aux Américains, ce qui nous manque mais non leurs défauts ; nous en avons suffisamment.

L'auteur, physicien et économiste, a, de l'industrie, une compétence éprouvée. L'industriel, désireux de vendre, se doit d'agir, du moins, de se renseigner, non seulement auprès de ses clients mais des clients de ses clients. La baisse des prix n'est pas le moyen le plus recommandé ; il resterait à connaître l'opinion de la direction des prix et de la concurrence.

Ces réserves faites, nous nous trouvons devant un ouvrage remarquable, assis sur une forte expérience. Cinq parties, dont la plus vivante, la quatrième, porte des exemples, notamment sur l'animation des chaînes industrielles. Le chef d'entreprise le plus expérimenté y trouvera, si j'ose m'exprimer ainsi, sa nourriture, disons des moyens d'améliorer ses méthodes.

Novateur, bien en possession de l'ensemble, on ne peut en douter : l'efficacité est plus difficile à juger ; cependant, un remarquable exemple, bien présenté : le cas de la Cellulose du pin, même s'il résulte d'un choix consciencieux.

Ouvrage recommandé non seulement aux chefs d'entreprise, mais aux économistes axés sur l'industrie et à ceux qui sont tentés de s'aventurer dans ce domaine, de plus en plus... redoutable, du fait même de la recherche rationnelle.

★ Entreprise moderne d'édition, Paris 1988. 24 cm. 234 pages. 146 F.

ÉTIENNE BALAZS

La bureaucratie céleste. Recherches sur l'économie et la société dans la Chine traditionnelle

Comme l'indique le sous-titre, le domaine céleste n'est pas celui des bureaux de Saint-Pierre ou d'autres bienheureux. Un domaine immense, qui confirme que la Chine a tout inventé, y compris la bureaucratie.

Dans sa présentation, en large partie historique, Paul Demiéville (que l'éditeur a négligé de nous présenter) précise qu'il s'agit du rassemblement de quelques articles publiés par l'université de Yale et de trois conférences faites à l'université de Londres (peu avant la mort de l'auteur).

Celui-ci, sinologue célèbre mais peu versé en économie, a longtemps enseigné en Allemagne, qu'il a quittée à l'avènement de Hitler pour se rendre en France, où il a poursuivi ses recherches en sinologie. De ce remarquable ouvrage, retenons, en premier lieu, l'histoire économique de la Chine et, notamment, le passage au capitalisme, puis au régime populaire.

Mao Zedong déplorait, en 1942, l'absence de tout ouvrage scientifique sur l'essor du capitalisme en Chine. Seul le sociologue allemand Max Weber aurait examiné sérieusement le problème. Lorsque Mao parle de « capitalisme bureaucratique monopolistique d'Etat féodal et comprador », il n'éclaire guère la question, pas plus que Marx, finalement réduit à parler de « société asiatique ». Mais ne serait-il pas tout aussi embarrassé aujourd'hui ?

Nous sommes avides de faits sur la Chine contemporaine, mais l'auteur ne parvient pas à se détacher du passé. Que les institutions de l'époque envisagée évoquent immédiatement le rappel du mandarinat ne nous suffit guère. Retenons toutefois que cet Etat reste sous-développé, au sens économique du terme (pas même une allusion au PIB) et « surdéveloppé » par son armature : disons qu'il a une proportion « occidentale » de fonctionnaires et un niveau de vie extrême-oriental, même en faisant bonne mesure.

La disparition prématurée de l'auteur ne lui a pas permis de vivre ni surtout de décrire le vingt-et-unième siècle chinois, qu'il a annoncé un jour comme successeur de notre siècle russo-américain ; souhaitons voir quelque disciple nous donner un prolongement de cette remarquable histoire, sur le temps que nous vivons et... allons vivre.

★ Tel Gallimard, Paris 1988. 19 cm. 346 pages. 54 F.

MARC DUPUIS

Distribution, la nouvelle donne

C'est plutôt un supplément qui nous est offert qu'une nouvelle édition, pour ce livre qui a rencontré un succès chaleureux. Les additions renforcent encore le fond. A la redoutable charge de la « filière distribution », à l'École supérieure de commerce de Paris, l'auteur ajoute l'orientation des efforts de marketing et a des liens avec la Commission des comptes commerciaux de la nation.

S'il est excessif d'annoncer que les années 50 étaient une période de pénurie (et non de marché), il n'est pas contestable qu'il faut aujourd'hui faire face au coût considérable du passage de l'usine au consommateur. Le distributeur n'est plus un simple revendeur (mais l'a-t-il jamais été ?) ; il se trouve devant un véritable cahier des charges. Mais subissez, curieusement, un soulèvement de dissipation la vieille idée de la supériorité de l'industrie sur le commerce : Vulcain reste mieux vu que Mercure.

« Le temps est fini où l'industrie nous faisait passer pour des sous-développés », a annoncé Jacques Der-

magne, président du Conseil national du commerce. En 1956, premier supermarché ; en 1963, premier hypermarché, termes confirmant ce souci de dissiper tout complexe d'infériorité. De 1983 à 1990, rééquilibrage en cours, contredit par l'INSEE. Mais pas de contestation sur l'accroissement du capital par travailleur.

Un graphique expressif, qui remplace bien des textes, montre le profond recul (relatif) des boucheries-charcuteries et des grands magasins. Des pages intéressantes, encore qu'insuffisantes, sur le phénomène de la concurrence, mais plus pénétrante, est la description des systèmes, notamment celui de Leclerc. L'exportation n'est pas oubliée, non plus que le mouvement inverse : quatre-vingt-dix hypermarchés dans le monde, en 1988, d'initiative ou à participation française. Peut-être la conquête de l'Asie et du Moyen-Orient pourrait-elle être présentée plus sobrement, étant données les mouvements inverses.

★ Les Editions d'Organisation, Paris 1988.

FRANÇOIS BAFOIL

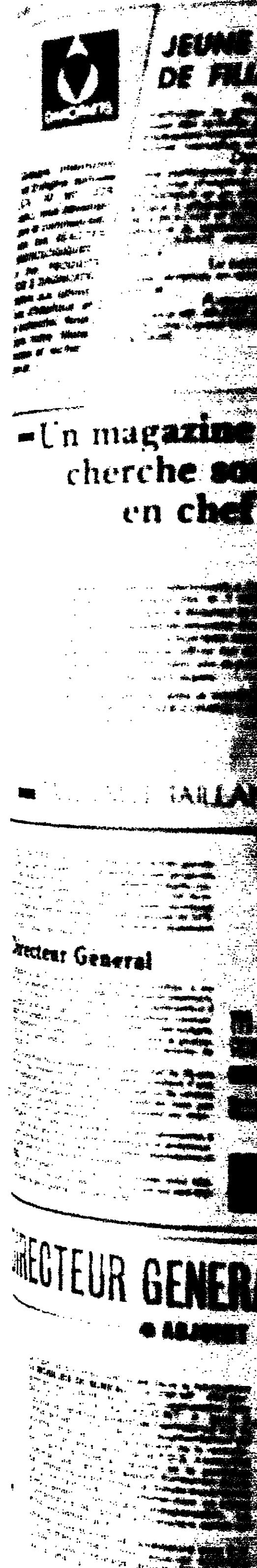
Le cas M. La crise des relations professionnelles dans une entreprise polonaise aujourd'hui.

Marx sous-estimait largement les conflits intérieurs pouvant survenir dans une entreprise nationalisée. Dans la Pologne de 1981, l'inefficacité économique et une véritable démobilité sociale ont, de façon redoutable, ajouté leurs effets. Nous sommes placés dans la situation résultant, à la fin de 1982, de l'apparition de nouveaux syndicats. Le conflit oppose moins les dirigeants aux travailleurs que les syndicats aux autres autorités : directeur, conseil ouvrier, organisation politique, femmes, jeunes, mouvements patriotiques de renaissance nationale (PRON), divers clubs, ligues et amicales.

L'introduction nous décrit les conditions dans lesquelles l'auteur a pu, exceptionnellement, enquêter, malgré tout. L'usine construit des wagons à Wrocław (l'ancien Breslau) et à Poznań (l'ancien Posen). La loi du 8 octobre 1982 sert d'appui au syndicat (1 657 personnes, dont 496 retraités), accusé d'inefficacité par le directeur. Le lecteur est invité non à visiter, en quelque sorte, l'usine la technique ne joue qu'un rôle secondaire, mais à juger sa vie organisationnelle. Et le plus frappant est que les difficultés résultent, paradoxalement, du fait que chacun remplit avec confiance sa fonction.

En conclusion à une quasi-faillite de l'action syndicale, l'auteur va jusqu'à dénoncer la fameuse formule « Défense de ne plus croire » comme une illusion supplémentaire, tout en se gardant, peut-être par promesse, de suggérer une solution positive. Annexes : statuts de l'entreprise d'Etat de l'industrie cotonnière M., située à Lodz, et statuts du syndicat M. En couverture, « Détail de grille », de Karen Hansen, 1985.

★ IMSECO et IES, Paris 1988. 24,5 cm. 170 pages. 100 F.



REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE 400 000 F +.



JEUNE DIRECTEUR DE FILIALE

Après une formation aux techniques et méthodes du groupe, vous démarquerez la filiale sur la base des activités gérées jusqu'à par notre agent. Ceci impliquera l'organisation du bureau et l'embauche du personnel (vendeurs et administratifs).

DIRECTEUR COMMERCIAL ET MARKETING, vous participerez à l'établissement de la stratégie, puis vous vous chargerez de son application. Vous êtes un ENTREPRENEUR et un ANIMATEUR, motivé pour entraîner votre équipe à atteindre ses objectifs. Votre bonne connaissance de la BIOLOGIE et de l'organisation d'un laboratoire, votre expérience du MANAGEMENT en ventes/marketing, votre ANGLAIS COURANT, seront les atouts supplémentaires de votre réussite.

Le package de rémunération et avantages est bien entendu en relation directe avec l'importance de ce poste clé.

Adressez-nous votre dossier (lettre, CV et photo) sous réf. 49.2029 LM, portée sur la lettre et sur l'enveloppe à notre Conseil MERCURI URVAL 14 bis rue Daru, 75008 PARIS.

Mercuri Urval

Executive Service

Un magazine grand public cherche son rédacteur en chef adjoint

Grâce à une politique rédactionnelle à l'écoute du public, notre journal interesse et fidélise chaque semaine plus de 5 millions de lecteurs. Nous recherchons un Journaliste pour assister le Rédacteur en Chef et le remplacer en son absence. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des journalistes de la presse magazine possédant au moins 10 ans d'expérience réussie durant lesquels ils auront capitalisé un grand professionnalisme, affirmé leur talent d'écriture et réussi l'animation d'une équipe. Fuir de l'événement, sens du public, esprit d'équipe et goût de la communication, autant de qualités exigées.

Merci d'adresser votre lettre de motivation + C.V. + photo et prétentions à PAUL EMILE TAILLANDIER CONSEIL - 10, rue du Collège - 75008 PARIS, sous la référence 496 M.

PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL

ACCES TECHNOLOGY, reconnue pour la très grande qualité de ses produits, dans le domaine des logiciels mini-ordinateurs, multi-utilisateurs (tableaux intégrés, traitement de texte, bureautique, gamme 20-20), est devenue depuis 1981, date de sa création, le leader incontesté sur ce marché avec un taux de croissance annuel de 50%. Nous recherchons aujourd'hui pour accélérer l'expansion de notre filiale française un

Directeur Général

Rattaché à la Direction Européenne à Londres, il est chargé de mener à bien les objectifs de développement, qu'elle s'exerce en France et en Europe : participation à la définition et à la mise en place des orientations commerciales et marketing retenues, respect et gestion des budgets, management de l'équipe de vente, y compris la promotion et la démonstration des produits, les actions de formation.

Cette opportunité s'adresse à un professionnel de 35 ans environ, de formation ESC ou équivalent, justifiant d'une forte expérience de direction commerciale ou de centres de profit (connaissance du marché appréciée mais pas essentielle), capable d'atteindre votre dépassement des objectifs, d'encadrer et de motiver une équipe. Manager et décideur, il trouvera les moyens nécessaires à sa réussite au sein d'un groupe dynamique et ambitieux. Il sera habitué à évoluer dans un contexte international et sa pratique de l'anglais est courante.

T.E.G., notre conseil, vous remercie d'adresser sous référence M 822.01 votre dossier de candidature qui sera étudié avec la plus grande confidentialité.

T.E.G.
113 rue de l'Université
75007 Paris

Ressources Humaines



DIRECTEUR GENERAL • ADJOINT

Groupe de sociétés spécialisées dans la fabrication de MOBILIER DE BUREAU, C.A. 250 MF - 450 personnes en pleine expansion recherche son DIRECTEUR GENERAL ADJOINT. Il aura à assurer le développement de l'entreprise sur le rythme actuel - 20 % par an d'augmentation de volume - avec le souci permanent de la rentabilité. Dans un cadre défini par le P.D.G., il assurera en totalité la mise en œuvre de la politique commerciale France et export. Formation école de commerce ou autodidacte. Solide expérience de la fonction direction commerciale en biens de consommation industriels indispensable. La connaissance des aspects financiers serait un atout supplémentaire.

Envoyer votre dossier de candidature avec C.V. + lettre manuscrite + photo sous réf. 4250/M à CURRICULUM, 6 passage Lathuille, 75018 PARIS, qui transmettra.



DIVISION DE BORDEN FRANCE S.A.

Notre Société à taille humaine (275 personnes, 180 M de CA) est filiale d'un groupe important. Elle possède une solide notoriété dans la fabrication de rubans adhésifs et d'isolants électriques. Nous recherchons notre Directeur d'usine. Répondant directement au Directeur Général et membre du comité de direction, il a pour principales missions :

- animer, dynamiser et responsabiliser sur le plan technique et humain deux usines représentant 180 personnes.
- optimiser la rentabilité par un accroissement des gains de productivité, par une attention soutenue aux problèmes de qualité.
- étudier et développer les procédés de transformation.

Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur généraliste (Centrale, ENI, AM, INSA). Agé d'environ 40 ans, il justifie d'une expérience confirmée de direction d'une unité de production, de préférence dans une industrie de transformation. La connaissance de l'anglais est souhaitée. Cette réussite lui a permis de révéler des qualités humaines et professionnelles qu'il souhaite valoriser dans un contexte évolutif.

Le poste est basé au siège à Valence.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 05/2312 F à :

EGOR RHONE ALPES
Tour du Crédit Lyonnais
129, rue Servient - 69431 LYON CEDEX 03

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL UNITED KINGDOM BRASIA

EGOR

Conforter la progression et assurer la pérennité d'une entreprise de 45 personnes second œuvre bâtiment. Tel est le parcours proposé à une forte personnalité décidée à partager l'engagement total d'un PDG. Cette personne aura l'envergure d'un :

directeur général

pour assumer ses responsabilités suivant quatre axes directeurs, en cohérence avec la stratégie dont il aura doté la société.

- négociation sa pleine participation aux décisions d'acceptation des dossiers illustrera l'efficacité d'une équipe dans sa complémentarité (commercial avec le technique).
- chantiers sa compétence et son autorité naturelle s'exerceront avec profit pour mener les travaux à bonne fin.
- gestion de l'exploitation ses qualités de gestionnaire et d'analyste s'emploieront à maintenir les caps en ce domaine.
- ressources humaines sa conception de l'entreprise intègre le développement des hommes comme étant une de ses tâches prioritaires.

Pour ce poste basé en Normandie réclamant une aptitude au management et à l'animation enrichie par l'expérience, merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, parcours professionnel, photo et prétentions) s/réf. ADM à André Hébert au

cog hébert conseil 231, rue Louis Blanc 76100 ROUEN

Responsable informatique

RAMBOUILLET - EPERNON

Réf. ARB 01



Bayer

BAYER FRANCE recherche le futur responsable informatique de l'une des entités françaises du Groupe BAYER, un des leaders mondiaux de l'industrie chimique et pharmaceutique. SON SITE INFORMATIQUE D'EPERON - IBM 4381 - VSE/SP3 - CICS - SOL - DL1 - 80 terminaux, 50 monos.

VOTRE MISSION - En relation étroite avec la Direction informatique du Groupe en France, vous assurerez et coordonnerez le développement et l'exploitation de l'ensemble des projets informatiques de la Société. Vous veillerez au respect des procédures et standards définies par le Groupe. Responsable de vos investissements, vous vous appuyerez sur une équipe de 15 personnes pour répondre aux besoins exprimés par les utilisateurs.

VOTRE PROFIL - De Formation Supérieure (Ecole d'ingénieur ou équivalent) vous avez une expérience de 10 à 15 ans dans la conduite de projets de grande envergure. Vous maîtrisez l'environnement VSE/SP3 mais vous avez aussi l'habitude d'un langage. Doté de réelles qualités de dialogue, vos capacités d'intégration et de rigueur seront indispensables pour relever le challenge que nous vous proposons.

Le Groupe offre des perspectives d'évolution et une carrière internationale aux candidats mobiles et motivés. Merci d'envoyer CV, photo et prétentions à Agnès Mesnage en précisant la référence.

CAP SESA SELECTION

Tour Marité, 207 rue de Bercy, 75012 Paris

**Montres
Emile Lequignot**

"L'EXIGENCE DE LA PASSION"

Redonner à la montre française ses lettres de noblesse, tel fut mon défi en 1973. Aujourd'hui, pour aborder de nouveaux challenges, j'ai besoin d'un proche collaborateur :

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

(ESCAE ou équivalent et/ou DECS)

Doté d'une première expérience de la gestion financière, il m'apportera les indicateurs économiques et les états prévisionnels indispensables à mes prises de décision. Il supervisera la gestion comptable en collaboration avec l'expert-comptable.

Il animera la gestion administrative en s'appuyant sur l'outil informatique. Puis-je espérer enfin qu'il partage mon goût pour l'éthique, la compétition et... les sapins du jura ? (poste à pourvoir à MORTEAU - 25)

EMILE LEQUIGNOT

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence EP à mon Conseil : B.P. 2032 - 25050 BESANCON CEDEX.

Cabinet Conseil J.P. Dornier



هكذا من الأصل

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

PLUS PERFORMANT
QUE JAMAIS!



AVEC NOUS, RELEVEZ LE DÉFI DES ANNÉES 90.
PSA : la volonté et les moyens de devenir
le premier constructeur européen.

**CHARGÉS D'ÉTUDES
CLIENTÈLE (ENSAE, ISUP)**

Votre solide formation statistique, votre sensibilité "marketing", votre intérêt pour l'automobile sont vos atouts pour rejoindre notre Direction chargée des études clientèles et de la stratégie marketing.

Par vos analyses sur notre image et notre positionnement dans les différents marchés, vous participerez à l'élaboration des orientations pour nos produits du futur.

Venez gagner avec nous, écrivez-nous.

**AUTOMOBILES
PEUGEOT**
Direction Centrale du Personnel
75, avenue de la Grande-Armée 75016 Paris

Dans le cadre de l'expansion de nos activités, notre société, leader d'un groupe important évoluant sur des marchés de Haute Technologie, recherche :

**Jeune
ingénieur
d'affaires**

Vous êtes un jeune ingénieur (28/32 ans), diplômé d'une grande école (Centrale, Supélec...), ayant 5 ans environ d'expérience en milieu industriel, et vous souhaitez donner une nouvelle dimension à votre carrière en y intégrant les données fondamentales que sont le commercial et l'international. Directement rattaché à un "Chef de Produit", nous vous confierons la responsabilité du développement d'un projet important au niveau français et international.

Vos qualités reconnues de technicien et de gestionnaire, votre goût pour la négociation, seront vos atouts pour réussir à ce poste. L'anglais est impératif, l'allemand serait un plus.

Le poste est basé à Paris.

Le rayonnement français et international de notre groupe devrait convaincre les candidats de valeur de nous contacter rapidement en écrivant sous référence TAT.M2 à :

REDWOOD, 37 bis, avenue Gambetta - 75020 Paris qui transmettra.



GAMMA INTERNATIONAL

**CONSULTANT EN ORGANISATION STRATÉGIQUE
pour être le partenaire des entreprises leaders de demain.**

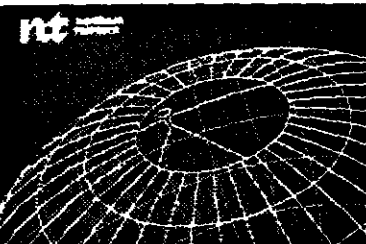
L'originalité de GAMMA INTERNATIONAL est d'introduire l'organisation dans la réflexion et les choix stratégiques qui déterminent la position concurrentielle de l'entreprise : faire jouer au couple "organisation-marché" un rôle de même importance que celui du couple "produit-marché".

Issu d'une grande école scientifique ou commerciale, vous êtes créatif, mobile et vous avez une réelle expérience de la stratégie et de l'organisation, acquise dans l'entreprise ou dans une société de conseil.

Nous sommes, nous-mêmes, jeunes (32 ans de moyenne d'âge), riches (18% de profit avant impôt), intelligents (12% de notre CA sont consacrés à la recherche et au développement).

Nous sommes alors faits pour exercer ensemble un métier passionnant.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature, sous référence M 9/1, à notre siège : 3, place de Valois 75001 Paris - Marie-Noëlle Rainon sera votre interlocutrice pour organiser notre rencontre.



Ce symbole représente l'univers numérique intelligent, la structure imaginée par Northern Telecom pour une société de l'information où les télécommunications deviendront le cadre universel de toutes les interactions humaines.

**ACCORDS JURIDIQUES ET COMMERCIAUX :
SCELLEZ NOS GRANDS CONTRATS ET
ASSOCIEZ-VOUS PLEINEMENT A NOTRE CROISSANCE**

Quand NT MERIDIAN, filiale du groupe NORTHERN TELECOM, principal fournisseur de systèmes téléphoniques et de télécommunications d'entreprises s'implante en France, crée un site industriel dans l'Est avec l'ambition d'être au cœur de l'Europe des télécommunications, elle sait que sa croissance dépend de solides accords commerciaux. Elle y engage son nom, son savoir-faire, sa crédibilité.

Dans cet esprit, son RESPONSABLE DU SUVI DES CONTRATS veille aussi bien aux aspects juridiques que commerciaux, concilie les normes internationales du groupe avec les obligations légales françaises, prend en charge la négociation avec les prospects, la signature des contrats français avec les clients et les distributeurs.

Réussir dans cette mission, accompagner l'évolution rapide de NT MERIDIAN est votre opportunité si, à 30-35 ans, juriste de formation, vous avez l'expérience des affaires, dont au moins deux ans dans la négociation et le suivi des contrats. Votre maîtrise de l'anglais, votre rigueur, votre solidité professionnelle seront des qualités primordiales. Poste basé à notre siège social (Paris).

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la référence JURIM7 à : Direction des Ressources Humaines NT MERIDIAN - 16, Place de l'Isle Cédex 13 - 92082 PARIS LA DEFENSE

ntm

Abeille
ASSURANCES



Devenez le partenaire actif
de nos agents commerciaux

Après une formation théorique et pratique rémunérée, vous aurez un rôle :

- d'animation et de formation techniques et commerciales.
- de conseil dans le domaine de la gestion (portefeuille et comptable).

JEUNES DIPLOMES
DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
(écoles de Commerce, maîtrise de gestion
Sciences Eco, droit)

Ayant le goût du terrain, motivé par un groupe susceptible de vous offrir des perspectives de carrières intéressantes et variées : Venez renforcer notre équipe d'inspecteurs du cadre IARD.

Poste à pourvoir dans différentes régions de France.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo
et prétentions sous
réf. 2148 JD/LD à Mme IMBERT,
52, rue de la Victoire, 75009 PARIS.

Groupe de Presse Financière et Boursière
en croissance exponentielle
recherche un

**DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT
futur associé HF**

Le candidat aura acquis au minimum 5 années d'expérience dans le secteur Presse/Edition et/ou 5 années dans la commercialisation de produits ou de services financiers dans le milieu bancaire.

Diplômé (e) d'une grande école de gestion (ou équivalent), il aura une stature de niveau "Direction Générale" et jouera un rôle moteur dans la création de filiales de diversification.

Une association au capital des filiales de diversification est possible.

Notre conseil examinera votre dossier de candidature (lettre de motivation, CV détaillé, photo, rémunération actuelle, etc...) en toute confidentialité : Gesper
11 rue Georges Bizet 75116 PARIS (réf. 901)



LES RENDEZ-VOUS EMPLOI
OPERATION
SPECIALE

**LES
INFORMATIENS**

mardi 17 daté 18 janvier 89

LE MONDE, POINT DE RENCONTRE DES GRANDES AMBITIONS

N
ED & CE
ARCHITECTURE
ENGINEERING
STYLES AGRO-ALIMENTAIRES

**JOINT AU DIRECTEUR
DE PRODUCTION**

**RESPONSABLE
SERVICE ACHATS**

**INGENIEUR
AGRO-ALIMENTAIRE
TYPE ENSALA**

INGENIEURS D'AFFAIRES

Cabinet Blique

REGION

GENERALISTE

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

NORDON & C^{ie}
NANCY

CHAUDRONNERIE TUYAUTERIE
ENGINEERING
INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES

recherche

ADJOINT AU DIRECTEUR
DE PRODUCTION

De formation grande école (Arts et Métiers ou similaire), cet INGENIEUR MECANICIEN s'occupera particulièrement de l'organisation et de la gestion des ateliers de PRODUCTION (mise en place GAO - Modernisation des méthodes - Mesures nouvelles de la Productivité etc...). Il parlera impérativement anglais (et/ou allemand). Ce poste convient à un ingénieur de 30/35 ans, ayant déjà une expérience industrielle. Son avenir sera assuré dans une usine moderne à NANCY -ville universitaire (réf. 1343).

RESPONSABLE
SERVICE ACHATS

Apte à traiter plus de 170 millions de francs d'achats annuels, de métaux, tubes, matériels et fournitures diverses, il sera chargé de la modernisation du service (informatisation) de négociations importantes avec les fournisseurs et de l'organisation des approvisionnements. Ce poste convient à un INGENIEUR âgé de 35/40 ans spécialisé dans les ACHATS ayant forte expérience dans l'industrie (métallurgique si possible). Il parlera impérativement Allemand (et/ou anglais) (réf. 1344).

INGENIEUR
AGRO-ALIMENTAIRE
(type ENSAIA)

Pour son département équipements "clés en main" BRASSERIES - MALTERIES - SUCRIERES - BIO INDUSTRIES capable en France comme à l'étranger de détecter et de suivre des affaires en clientèle. Son commercial, bon négociateur, parlant impérativement anglais (et/ou allemand ou espagnol), il sera appelé à de nombreux déplacements pour l'étude et la vente d'ensembles industriels de toutes dimensions. Ce poste convient à un ingénieur de 30/35 ans ayant déjà une expérience industrielle. Perspectives d'évolution intéressantes. (réf. 1342).

INGENIEURS D'AFFAIRES

Appartenant au Département Travaux Extérieurs (DTE) ils traitent des affaires importantes de montage avec les responsables d'installations industrielles en France et à l'étranger (notamment en Allemagne) et ils supervisent les travaux. Agés de 30-35 ans, ayant déjà une expérience industrielle, parlant impérativement anglais (et/ou allemand) et très polyvalents, ils doivent pouvoir s'affirmer dans divers secteurs : technique, commercial, gestion, conduite des hommes. Perspectives d'évolution intéressantes (réf. 1345).

Appelez confidentiellement le 83.55.42.63 ou écrivez en indiquant la référence du poste choisi à

???

Cabinet BLIQUE
BP 3097
54013 NANCY CEDEX

Cabinet Blique

DIRECTEUR D'USINE Région Dijon

Groupe spécialisé dans la chaudronnerie INOX, notre CA est de 240 millions de francs dont 20% à l'export.

En prévision du prochain départ à la retraite de l'un de nos directeurs d'usine nous recherchons un

INGENIEUR GENERALISTE AM
ou équivalent

Apte à prendre la direction d'un établissement dont l'effectif est voisin de 160 personnes. Il sera chargé de la gestion et de la mise en œuvre des moyens de l'usine pour fabriquer les produits dans les meilleures conditions de rentabilité en respectant les impératifs de qualité et de sécurité.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence IG à Notre Conseil : 1, Avenue de Lille de France - BP 2032 - 25050 BESANCON.

Cabinet Conseil J.P. Dornier

LABEYRIE

POUR DES PRODUITS ET
DES ENJEUX EXCEPTIONNELS
DES HOMMES EXCEPTIONNELS

Leader sur les marchés du saumon fumé et du foie gras avec un CA actuel de 600 millions qui double tous les trois ans.

A proximité de Biarritz, dans une région où l'énergie et la passion dynamisent le travail et les loisirs. Une entreprise jeune qui mobilise ses atouts et ses forces.

Elle élargit son équipe pour une nouvelle étape et recherche

DIRECTEUR DE DIVISION
350 000

Ingénieur AGRO, ECP, MINES

A la tête de la division Foie Gras, il fera évoluer les technologies et les produits et saura mener de front réflexion stratégique, approche marketing, action quotidienne sur le terrain de la production et des approvisionnements et conduite des investissements. Il devra déjà avoir fait la preuve de ses qualités de meneur d'hommes dans une expérience opérationnelle de production. réf. 18 1182-8M

CONTROLEUR DE GESTION
300 000 +

Grande Ecole de Gestion ou d'Ingénieur

Il concevra, mettra en place et animera les outils de gestion et les systèmes d'information pour donner aux responsables opérationnels les moyens d'une gestion efficace. Son professionnalisme sera étayé sur une expérience de 5 ans au moins, le passage dans une fonction organisation en cabinet ou en entreprise constituant un plus au regard de la croissance rapide de l'entreprise. réf. 18 1149-8M

DIRECTEUR MARKETING
300 000 +

Grande Ecole de Commerce

Professionnel du marketing grande consommation depuis 5 ans au moins, il élaborera, mettra en place et animera la politique de communication et de marque, les outils et les actions publicitaires, une gestion inventive de la vie et de l'évolution des produits pour la France et l'exportation. réf. 1A 1267-9M

RESPONSABLE
LOGISTIQUE COMMERCIALE
280 000 +

ESC ou Ingénieur

Rodé aux méthodes et aux impératifs de la distribution des produits frais aux GMS, il sera le patron des opérations liées au flux des produits finis (5000 t - 100 000 commandes/an), de la prise de commande à la livraison. Proche des clients, il mettra en place une organisation efficace, décidera avec sang-froid et rapidité, animera ses équipes (200 personnes en période de pointe) avec dynamisme et savoir-faire. réf. 18 1183-8M

L'appartenance à un grand groupe financier qui affirme sa politique agro-alimentaire ouvre de réelles perspectives de carrière.

Ecrire en précisant la référence à Annie SANTAMARIA, 11, rue Calvé 33000 Bordeaux
Discrétion absolue

etap

DES INGENIEURS DE PREMIER PLAN
CONFIRMES OU DEBUTANTS POUR

DES PROJETS AMBITIEUX
DANS LA CHIMIE MONDIALE

Nous sommes un grand groupe chimique français présent dans 96 pays. Notre fort développement nous permet de proposer des carrières riches et variées, à des Ingénieurs mobiles, enthousiastes, capables de faire plusieurs métiers éventuellement dans plusieurs pays. Selon votre formation, votre expérience et vos goûts, vous pourrez au départ assumer en France des responsabilités :

- de fabrication - province réf. 1A 1254-8M
- de procédés - province réf. 1A 1256-8M
- de développement de produits
- polymères - province réf. 1A 1255-8M
- solvants - Paris réf. 1A 1258-8M
- de mise en œuvre de polymères - province réf. 1A 1257-8M

Ces postes sont ouverts à des ingénieurs chimistes, génie chimique, mécaniciens ou généralistes et nécessitant la connaissance de l'anglais.

Nous recherchons les meilleurs ingénieurs et nous saurons leur donner des postes à la mesure de leurs valeurs.

Ecrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

مكتبة من الأصل

Sports

RAID-MARATHON : le onzième Paris-Dakar

Une pièce de rechange

Le vainqueur antérieur du onzième Paris-Dakar est déjà connu. Refusant un duel fratricide entre le Belge Jacky Ickx (405 Turbo 16) et le Finlandais Ari Vatanen (405 Turbo 16), les responsables de Peugeot ont fait appel au sort, samedi 7 janvier, à Gao (Mali) pour désigner le pilote numéro un de

l'écurie. Vatanen a gagné le « pile ou face ». Tout sera donc fait pour qu'il arrive en tête à Dakar. Le Finlandais s'est d'ailleurs imposé, samedi 7 janvier dans l'étape Niamey-Gao (495 km), et dimanche 8 janvier dans l'étape Gao-Tombouctou (611 km). Au classement général, Jacky Ickx

place, mais il devrait s'effacer dans les jours prochains au profit de son « compagnon » d'écurie. Dans la catégorie moto, le suspense continue. Le Français Stéphane Peterhansel (Yamaha) a remporté les deux étapes, mais l'italien Franco Picco (Yamaha) conserve la tête du classement général.

TOMBOUCTOU
de notre envoyé spécial

Une pièce, une simple pièce de 10 F frappée de l'Hexagone imaginé par Mathieu, a décidé du probable vainqueur de la onzième édition du Paris-Dakar. La scène se passe dans le terrain sablonneux qui entoure l'aéroport de Gao (Mali). Le vent est là, fidèle à son rendez-vous avec la caravane. Le soleil esquive parfois de timides apparitions. En ce samedi 7 janvier, les éléments habituels d'une épreuve qui semble s'enfoncer dans la routine sont de nouveau réunis.

Mais c'est compter sans l'écurie Peugeot, qui, depuis trois ans qu'elle aligne ses voitures dans la course africaine, a toujours su ménager des surprises quand l'attention retombe. Dans le campement installé pour les « lions », les discussions semblent animées. Jean Todt, le patron de Peugeot-Talbot-Sport, est mécontent de la course de ses pilotes. Entre Niamey et Gao les deux 405 Turbo 16 se sont « tiré la bourre » comme on dit en langage de motards, pour signifier que deux concurrents roulent au maximum de leur puissance pour essayer de se départager.

Une course dans la course entre deux bolides bleus qui occupent les premières places au classement général. Une lutte dangereuse puisque le Finlandais Ari Vatanen, après avoir cassé son parebrise sur une

branche, a diminué un peu la hauteur de son véhicule en effectuant un tonneau. Une lutte pleine de risques puisque le Belge Jacky Ickx, à la suite d'un décollage sur une bosse, a bien failli s'envoler. Vatanen premier et Ickx second, à 5 mn 17 sont sortis, pendant les 495 km de cette douzième étape, de se départager. Le Finlandais et le Belge se sont livrés une bataille sans merci pour occuper la place de leader. Ils ont rejoué le scénario de l'étape précédente, où, malgré sa sciatique, le grand blond avait réussi à prendre le meilleur sur son « compagnon » d'écurie.

Au classement général, le pilote belge devance cependant toujours le Finlandais de quelques minutes. Tout deux ne s'inquiètent pas trop du troisième, Patrick Tambay, dont la Mitsubishi accuse un retard de deux heures. L'action se résume donc à un duel entre deux pilotes de talent. Deux fortes individualités capables des « pires » prouesses pour s'imposer. Deux coureurs expérimentés qui souhaitent ajouter une victoire à leur palmarès pourtant bien garni.

De cette lutte fratricide entre les deux bolides de la même écurie, Jean Todt ne veut pas. Le « Petit », comme on le surnomme sur le rallye, estime que « les 405 doivent arrêter de prendre des risques inutiles pour l'entreprise Peugeot ». Il juge nécessaire de stopper cette bagarre, nuisible pour les mécaniques et « dangereuse pour les hommes qui sont au

volant ». « A force de courir ainsi l'un après l'autre, ils jouent un peu trop avec leur vie », explique le manager, qui déclare avoir été beaucoup ébranlé par les accidents survenus à ses pilotes par le passé.

Jean Todt se trouve donc dans la situation peu enviable de demander à ses « salariés » de mettre fin à leur combat. Son choix n'est pas simple, car il estime que « les deux hommes sont de niveau équivalent ainsi que l'a montré la première moitié de l'épreuve ». Comment faire comprendre à l'un de ces deux pilotes de très haut niveau qu'il doit s'écarter devant l'autre ?

Assis sur une chandelle — ce petit tréteau qui sert à maintenir une voiture lorsque les roues sont enlevées — le « Petit » s'entretient depuis l'arrivée de l'étape avec les deux protagonistes. Une conversation calme mais qui s'éternise. Puis il se lève et part avec les pilotes et leurs coéquipiers vers les bouquets d'arbres maigres qui bornent l'horizon. Là, les cinq hommes s'agenouillent et font appel au sort.

C'est en effet le seul moyen que Jean Todt a trouvé pour départager ses champions. « Il m'a demandé une pièce », rapporte le responsable des relations extérieures de la firme de Sochaux. Le suspense dure peu. Juste le temps nécessaire pour désensabler la pièce. Le hasard. Et là, à quelques mètres, des enfants en guenilles qui se battent pour récupérer les poubelles du rallye, il

Un gorille dans la course

Sur la piste comme dans les escortes présidentielles, il a toujours le même regard pour évaluer d'éventuels obstacles. L'œil exercé à reconnaître les importuns lors des hautes de toute saut aussi se met au service de la navigation dans les dunes. En somme, Pierre Tourlier est aussi à l'aise dans ses fonctions officielles au service du président de la République que lorsqu'il se livre à sa passion favorite : la conduite sportive.

A quarante-cinq ans, « Pierrot » comme l'appellent ses amis du Parti socialiste, n'a pas hésité à abandonner son strict costume bleu pour jouer pendant quelques jours les baroudeurs des sables. « J'accumule les journées de récupération lors des déplacements en province ou des visites de chefs d'Etat étrangers, ce qui me permet de me libérer pour participer à des rallyes », car Pierrot n'est pas un amateur dans cette course africaine. En 1984, il avait déjà participé à l'épreuve de Thierry Sabine, en compagnie de son ami Daniel Francheschii, le fils de l'ancien ministre. Depuis il a fait connaissance avec les pistes des Pharaons du Maroc et des Bajas espagnoles. « François Mitterrand ne saisi pas très bien mon engagement pour ces compétitions », explique le pilote, « mais cette fois il m'a un peu interrogé sur le parcours de la onzième édition ».

Quelques recommandations, un demi-sourire, et le chef de l'Etat a laissé partir son ombre. Ou plutôt, l'a autorisé à s'inscrire car, comme les autres « privés », Pierre Tourlier et son compagnon d'aventure, Antoine Georgey, ont dû chercher des partenaires financiers. Mission difficile, car le prestige que confère la fonction de chauffeur-garde du corps d'un homme politique depuis 1974 n'apporte pas que des avan-

tages. « Nous aurions pu avoir le soutien de maréyeurs et de producteurs de vins blancs de Vendée. Mais pour cela il nous fallait obtenir l'accord du conseil général. Lorsque les membres du conseil ont vu que j'étais, ils ont dit non ».

Une déconvenue, qui heureusement, ne s'est pas renouvelée trop souvent. Un accord avec l'écurie du motard Gaston Rahier a permis à la Mitsubishi d'arborer les couleurs jaunes du team d'assistance rapide. En échange, nous bénéficions de l'aide des mécaniciens de la « l'équipe », explique Pierrot, satisfait de cette opération de troc.

Cet ancien professionnel du bâtiment, reconstruit dans la tourmente, reconstruit aussi dans la course. « Je suis à l'aise dans les ombres du Mali que sur les routes de la Nièvre. « Nous roulons à notre rythme », déclare Pierre Tourlier qui sait qu'il ne peut rivaliser avec les grosses écuries. Mais de bonnes prestations dans le Ténéré et des choix tactiques de navigation finement calculés entre Tahoua et Gao lui ont permis de se hisser à la trente-huitième place au classement général.

Pierrot — inventeur du surnom de « l'ancien » — aime souvent le rappeler avec une pointe de tendresse. « Je souhaite « tenir le coup jusqu'à Dakar. Avec en perspective une étape en Guinée. De ce pays, il garde un fâcheux souvenir puisque c'est là que son Range Rover a terminé le Dakar de 1984, « en fumée ». Le feu a en effet privé Pierrot de la joie de réaliser « une course complète ». Cette année il espère « tenir jusqu'à l'étape finale », pas seulement pour avoir plus d'anecdotes à raconter au président, mais aussi pour sa fierté. »

S. B.

Les résultats

Quantin, 30 ; 5. Orthier, Mulhouse et ASVEL, 29.

Cyclisme

CHAMPIONNAT DE FRANCE (à La Teste-la-Madeleine)

1. Dominique Arnaud (Toshiba), 24,7 km en 59 min 36 s ; 2. Martial Guyant (Toshiba), à 12 s ; 3. Christophe Lavaine (Système U), à 1 min 3 s.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE GROUPE A (quatrième journée des poules de huit)

Poule 1

Bordeaux b. Toulouse 19-13
Dax b. Cognac 9-0
Montferrand b. Villeneuve-L. 78-15
Agen b. Montchauban 81-0
Classement. — 1. Montferrand, 12 pts ; 2. Bordeaux, Toulouse et Dax, 10.

Poule 2

Le Creusot b. Perpignan 12-6
Lourdes b. Nîmes 15-12
Bagnac b. Bagnères 15-13
Tarbes b. Bègles-Bordeaux 30-9
Classement. — Le Creusot, 12 pts ; 2. Tarbes, Bagnac et Lourdes, 10.

Poule 3

Toulon b. Colomiers 12-10
Aurillac b. Brive 11-9
Gratthet et Bayonne 18-18
Mont-de-Marsan b. Bergerac 48-16
Classement. — 1. Toulon, 10 pts ; 2. Gratthet et Bayonne, 9.

Poule 4

Racing b. Haguenau 9-3
Narbonne b. Béziers 3-3
Villeneuve b. Nîmes 12-6
Grenoble b. Béziers 25-13
Classement. — 1. Narbonne, 11 pts ; 2. Racing et Grenoble, 10.

ATHLÉTISME : crise à la Fédération italienne

La démission de Primo Nebiolo

Les milieux sportifs italiens ont accueilli avec soulagement la démission de Primo Nebiolo, président de la Fédération italienne d'athlétisme (FIDAL), qui a accepté, le samedi 7 décembre, de quitter ses fonctions après une série d'affaires compromettant son entourage.

Les pressions exercées sur Nebiolo pour l'amener à démissionner n'ont fait que croître depuis qu'une enquête a révélé, en mars 1988, que des responsables de la FIDAL avaient truqué le saut qui valut à l'italien Giovanni Evangelisti une médaille de bronze au saut en longueur des championnats du monde de Rome en 1987.

Bien que Nebiolo n'ait pas été directement impliqué dans ce scandale, plusieurs de ses proches ont dû, depuis, abandonner leurs responsabilités. Nebiolo est en outre aujourd'hui dans le collimateur de la justice, qui enquête sur un contrat douteux passé entre la FIDAL et une société milanaise, Insport, qui a l'exclusivité de la promotion de l'athlétisme italien (Le Monde du 29 novembre).

Primo Nebiolo, qui présidait la FIDAL depuis 1969, demeure à la tête de la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF).

SKI ALPIN : Coupe du monde

La domination de Vreni



La Suisse Vreni Schneider a remporté, dimanche 8 janvier, sa neuvième victoire de la saison dans la Coupe du monde féminine de ski alpin en gagnant la slalom de Melau (Autriche). Samedi 7 janvier, elle s'était imposée dans le slalom géant de Schwarzenberg (Autriche) et demeure largement en tête du classement général de la compétition devant l'Autrichienne Ulrike Maier. La Française Patricia Chauvet s'est classée troisième à Melau. Une autre Française, Carole Merle, avait également terminé en troisième position samedi à Schwarzenberg.

VOILE : Une quatrième tentative contre le record New-York - San-Francisco

Le Far West par le cap Horn

Le navigateur Philippe Monnet, qui avait réussi, en 1987, un tour du monde en solitaire à la voile, dans le temps record de 129 jours et 17 heures, a quitté Manhattan, dimanche 8 janvier en début d'après-midi, sur son trimaran *Elle-et-Vire*, pour tenter de battre le plus vieux record de voile, établi en 1854 par le clipper *Flying Cloud*.

Cloud : 89 jours et 8 heures entre New-York et San-Francisco par le cap Horn. Trois autres tentatives contre ce record sont en cours (Le Monde du 10 décembre), par l'Américain Warren Lohr sur *Thursday's Child*, Guy Bernardin, sur *BNP-Bank of the West*, enfin, Anne Liardet et Joseph Le Gues sur le trimaran *Finistère*.

NEW-YORK
de notre envoyé spécial

La statue de la Liberté ne se dressait pas encore à l'entrée du port de New-York, lorsque, le 22 janvier 1854, Josiah Crescy, capitaine du *Flying-Cloud*, le plus grand clipper de l'époque, avec ses 68, 9 mètres de long, avait quitté Manhattan avec une quarantaine d'hommes d'équipage et une cargaison de beurre et de fromages pour un périple autour des Amériques par le cap Horn, qui allait devenir historique. L'Amérique comptait alors à peine 23 millions d'habitants, et les nouveaux immigrants, qui revenaient à l'or, découvraient six ans plus tard en Californie, préféraient encore braver les tempêtes du Horn, plutôt que de risquer la traversée des grandes plaines peuplées d'Indiens.

Avec sa libellule de 60 pieds (18,28 mètres) en composite verre-

époxy, amarée au ponton du Manhattan Yacht Club, juste à côté du *Peking*, l'un des grands clipper encore en service au début du siècle et transformé aujourd'hui en musée, Philippe Monnet a pu, avant son départ, s'imprégner un peu plus de cette histoire et mesurer le caractère anachronique de sa tentative.

« J'ai vu la mer à travers l'aventure », explique ce montagnard de La Clusaz, qui a découvert la voile à dix-sept ans, à l'occasion du déménagement de ses parents à Cannes.

Mais ce rêveur est aussi un homme de défi. « Lorsque je me suis lancé, en 1986, dans mon tour du monde en solitaire, on me prédisait que je ne le réussirai pas avec un multicoque. Or j'ai battu le record d'Alain Colas de quarante jours. Cette fois, j'aimerais encore réussir en étant le premier à franchir Horn d'est en ouest et en arrivant à San-Francisco avec un trimaran ».

Philippe Monnet ne garde d'ailleurs pas un bon souvenir de son premier passage au large de ce maudit rocher noir à la pointe extrême du continent américain. « La mer était mauvaise, avec des creux de 10 mètres et il n'y avait aucune visibilité à cause du brouillard. J'ai dû passer à 5 milles, mais je ne distinguais même pas l'avant de mon bateau. C'est un sale coin, mais on peut toujours espérer tomber sur un jour de beau ».

Sa confiance repose plutôt sur l'expérience accumulée lors de son tour du monde en solitaire. Propriétaire méticuleux, il n'a pas eu à modifier les structures très saines de son trimaran, l'ancien *Fleury*, Michon de Philippe Poupon. Toutes les pièces de grément ont, en revanche, été remises à neuf. Les modifications ont surtout porté sur l'aménagement intérieur. Philippe Monnet dispose, cette fois, d'un radar supplémentaire et même d'un petit ventilateur pour mieux suppo-

GÉRARD ALBOUY.

Le sort et le sport

« Si Vatanen arrive le premier à Dakar, après avoir été au dire de certains le « vainqueur moral » du Dakar 1988, il sera, contrairement à ce qu'on attendait, condamné à la façon dont Jean Todt a choisi le pilote Peugeot qui doit arriver en tête à Dakar le 13 janvier, le président de la Fédération internationale automobile, Jean-Marie Balestre, a-t-il résumé un sentiment général ? Dans son éditorial de l'équipe, Noël Couédo parle, lundi 9 janvier, de « la honteuse certitude du sort » qu'il oppose à « la glorieuse incertitude du sport ».

On sait que, si le recours à une pièce de monnaie est original, il est habituel dans le monde de la compétition automobile qu'une écurie désigne son leader. On connaît la hargne de Jean-Marie Balestre à l'égard de la firme de Sochaux, qui a osé le défier devant les tribunaux. On mesure donc tout ce qu'il y a de feint et de vain dans cette indignation de circonstance. Décider à l'occasion du Paris-Dakar 1989 qu'il faut à l'avenir « sanctionner toute manœuvre ou intervention pouvant fausser les résultats ou la valeur sportive d'une compétition automobile » n'apparaît que comme un effet de scène supplémentaire du président de la FISA.

Pour gagner

Peugeot ne s'est pas engagé dans le Paris-Dakar pour participer, mais pour gagner. Cela implique que dès la première apparition des « Lions » la limitation des imprévus inhérents à ce type de course, la quasi-réduction à néant de l'esprit d'aventure. Jacky Ickx avait été le premier à s'insurger contre cette professionnalisation extrême de la course, à laquelle il avait pourtant lui-même contribué avec Porsche. Il en est la victime alors que la logique et l'instinct pur et simple du constructeur seraient voulu qu'il soit choisi comme leader après un début de course sans fautes.

« Je préfère le pile ou face à la roulette russe », a justement expliqué Jean Todt. Il a ainsi réglé l'issue d'une épreuve où la plupart des concurrents s'engagent en comptant sur un coup de chance pour affronter sans mal les pièges du désert. Et c'est la véritable morale de cette histoire : les professionnels comme les amateurs doivent compter avec la chance pour arriver à Dakar.

ALAIN GIRAUDO.

مكتبة من الأصل

Économie

SOMMAIRE

■ M. Max Théret s'est adressé par écrit à la COB pour expliquer ses achats d'actions de Triangle avant l'OPA de Pechiney (lire page 26).

■ Le ministre de la santé et de la protection sociale relance l'étude sur la réforme de la Sécurité sociale (lire page 28).

■ Un groupe international s'apprête à lancer une OPA sur General Electric Company, la deuxième entreprise en Grande-Bretagne (lire ci-dessous).

La firme britannique General Electric Company pourrait faire l'objet d'une OPA de 77 milliards de francs

Thomson se déclare intéressée

Dans un communiqué publié lundi 9 janvier, à Paris, Thomson CSF a fait savoir qu'elle « considérait avec intérêt » le lancement éventuel d'une offre publique d'achat par un groupe de sociétés internationales sur la firme britannique GEC. La société française indique qu'elle déterminera sa position dans les tout prochains jours.

LONDRES
de notre correspondant.

La City et le gouvernement retiennent leur souffle. Un groupe international, aux contours encore mystérieux, se prépare en effet à lancer une OPA sur la deuxième entreprise du pays, qui emploie cent cinquante sept mille personnes et joue un rôle-clé dans l'économie nationale. Le libéralisme cher à M^{re} Thatcher sortira-t-il indemne de l'aventure ? La « dame de fer » a choisi prudemment de se taire tant qu'elle ne connaîtrait pas les « prédateurs » britanniques, américains et français qui veulent acheter la GEC (General Electric Company) pour 77 milliards de francs (environ 11 milliards de dollars).

Il s'agit incontestablement d'une OPA « inusitée » ; le combat est mené par Sir John Cuckney, une haute figure de l'industrie et de la finance britannique qui n'est pas particulièrement en odeur de sainteté auprès de M^{re} Thatcher. Sir John a commis en 1986 le péché suprême : en tant que président de la firme Westland, il s'est opposé au premier ministre lors du principal scandale politico-industriel de l'ère Thatcher.

Le montage financier imaginé par Sir John est pour l'instant secret... probablement parce qu'il n'est pas encore bouclé. La banque d'affaires britannique Lazard est chargée de l'opération. Elle a annoncé samedi 7 janvier, par un communiqué laconique, la création d'un consortium, Metsun, dirigé par Sir John, dont le but est de prendre si possible le contrôle de la GEC.

La banque Lazard n'a pas révélé l'identité des entreprises britanniques, américaines et françaises qui sont engagées dans cette aventure. Elle le fera « dès que possible ». L'OPA sera alors officiellement annoncée si les

7 milliards de livres (77 milliards de francs) ont été rassemblés.

Des signes avant-coureurs de la bataille, étaient perceptibles dès vendredi. L'action GEC était très demandée à la Bourse de Londres à la clôture... Les yeux étaient cependant fixés ailleurs. La GEC a en effet lancé elle-même il y a deux semaines une OPA de 1,7 milliard de francs (187 millions de dollars) sur Plessey, entreprise spécialisée dans l'électronique de pointe et les télécommunications, avec de nombreuses implications militaires.

Plessey a contre-attaqué à sa manière. Il est évident en effet que cette firme participe à l'assaut contre la GEC ; la meilleure défense est, dit-on, l'attaque. Plessey a choisi la méthode contre-OPA. Puisque la GEC veut l'avaler, elle se fera aussi grosse qu'elle avec l'aide de quelques amis et cherchera à la manger à son tour.

Les noms qui circulent dans la City sont les suivants : outre Plessey, la société britannique STC, les américaines General Electric et ATT et la française Thomson seraient sur les rangs. British Airways a également été approchée, mais ne se serait pas engagée.

Le consortium serait donc formé de deux entreprises britanniques spécialisées dans l'électronique et les télécommunications, de deux géants américains et d'une société française nationalisée. Par comparaison, l'OPA de 1,7 milliard de francs (187 millions de dollars) que la GEC elle-même avait, avec l'aide de l'allemand Siemens, montré contre Plessey paraît bien pâle. Elle est d'ailleurs soumise à la ratification du gouvernement, qui pourrait avant la mi-janvier saisir la commission sur les monopoles et les fusions, ce qui bloquerait tout le processus.

Une bataille boursière de première importance

La GEC avait déjà tenté d'absorber Plessey en 1986 mais en avait été empêchée par cet organisme. Elle récidivait, il y a quinze jours, en s'alliant avec Siemens. Aura-t-elle plus de chance cette fois-ci ?

Tout est donc en place pour une bataille boursière de première

importance. La GEC a un trésor de guerre en liquide qui dépasse le milliard de francs (11 milliards de dollars). Dans l'autre camp, il va falloir à l'évidence emprunter la quasi-totalité des 77 milliards de francs nécessaires. Barclay, première banque britannique de dépôt, est chargée de trouver la moitié de cette somme. Lazard se fait fort apparemment de recueillir le reste.

Il sera difficile au gouvernement de rester « inerte ». Les enjeux sont tels que l'affaire dépasse largement le cadre d'une OPA. Toute l'industrie de défense du royaume est en effet dans la balance. La GEC a pour filiale Marconi, qui est un des principaux fournisseurs des forces armées en matériel électronique. Plessey, de son côté, construit les radars militaires des trois armées et les sonars dont sont équipés les sous-marins nucléaires. Le rôle de Plessey est crucial. Sir Jack Clark, son président, avait

annoncé la veille du week-end qu'il lutterait jusqu'au bout pour garantir l'indépendance de l'entreprise, fondée en 1917 par son grand-père. Plessey est en effet associée à toute l'histoire militaire de la Grande-Bretagne au vingtième siècle.

Les Spitfire RAF, qui ont gagné dans les airs en 1940-1941 la bataille d'Angleterre, avaient des systèmes radio de transmission produits par Plessey. Dans les années 60, la firme se lance dans l'industrie des semi-conducteurs ; elle y acquiert une technologie inégalée en matière d'électronique militaire. Plessey « pèse » quatre fois moins que la GEC en termes de capitalisation boursière. On assiste donc au combat de David contre Goliath, mais on remarquera aussi que des « amis » étrangers tels qu'ATT ou Thomson font largement la différence.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Solution en vue dans le contentieux franco-algérien sur le gaz

Le contentieux gazier qui empêche depuis plus de deux ans les relations économiques entre l'Algérie et la France paraît enfin sur le point d'être réglé. Paris et Alger, qui ont récemment multiplié les contacts, semblent en effet prêts à s'entendre sur une solution de compromis sans que le prix payé par GDF sorte du domaine commercial.

A côté du contrat gazier proprement dit, les pays négocient un ensemble d'aides financières. L'objectif est d'aider l'Algérie à sortir du piège provoqué par l'effondrement de la dette extérieure (22,5 milliards de dollars) et la baisse des recettes pétrolières. Les conditions d'accès à la ligne de crédits à court terme de 3 milliards de dollars, ouverte en avril 1987, doivent ainsi être assouplies. Occasion de des conditions de marché, ces crédits n'ont jamais été utilisés par Alger. Pour la première fois, des crédits mixtes à moyen et long terme seront également offerts sous forme de protocole financier. Au total, Alger bénéficierait ainsi d'une aide à sa balance des paiements comme au financement de grande projet. Dans cette optique, Paris devrait prendre en compte le manque à gagner subi par les Algériens s'ils acceptent de renoncer au surcoût sur le prix du gaz prévu dans les accords de 1982.

Sur le plan gazier, GDF et la Sonatrach algérienne devraient réviser sur des bases commerciales les contrats de fourniture

signés en 1982. Le nouveau prix du gaz vendu à la France pourrait se situer autour du niveau conclu l'an dernier entre l'Algérie et la Grèce, soit environ 2,24 dollars par million de BTU (1), soit un peu plus que ce que Gaz de France acceptait de payer (2,14 dollars), mais moins que ce que demandait l'Algérie (2,35 dollars). Au fil des négociations qui se sont étalées sur plus de deux ans, l'écart entre les deux partenaires s'est nettement réduit.

Enfin un accord pourrait être également trouvé sur les arriérés dus par Gaz de France à la Sonatrach. Depuis le 1^{er} janvier 1987, GDF, faute d'accord, règle en effet ses achats — 9 milliards de mètres cubes par an soit un tiers des approvisionnements français, — à un prix provisoire, inférieur de plus d'un tiers à celui facturé par la Sonatrach. L'établissement public a déjà réglé 1 milliard de francs.

Bien que ces accords n'aient pas encore été définitivement conclus, la signature pourrait, assure-t-on des deux côtés de la Méditerranée, être imminente et porter sur une enveloppe globale de quelque 8 milliards de francs si l'on tient compte de l'ajustement du contentieux gazier.

F. Cr. et V. M.

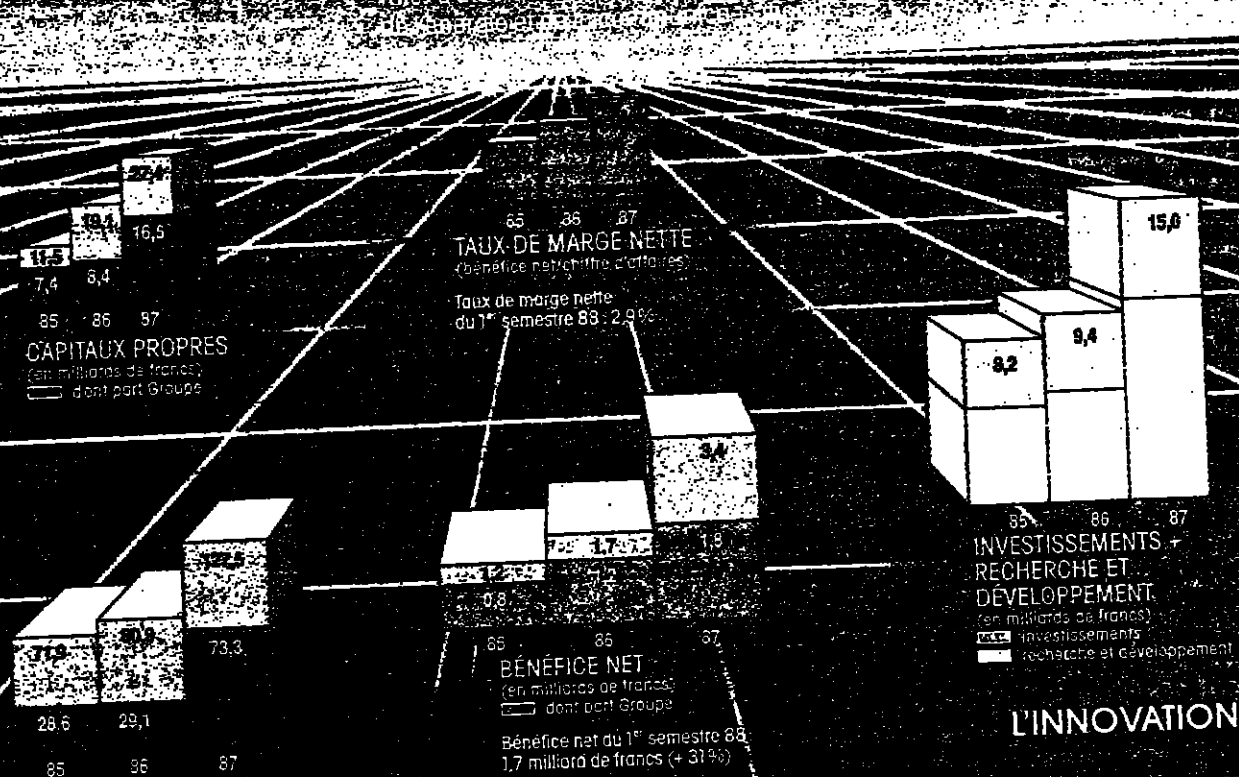
(1) Le BTU (British Thermal Unit) est l'unité de mesure traditionnelle des échanges internationaux. 1 million de BTU équivaut à 25 mètres cubes environ.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CGE ÉMISSION D'OBLIGATIONS CONVERTIBLES EN ACTIONS

1^{er} groupe industriel privé français et 30^e groupe mondial (classement du magazine "Fortune" d'après les chiffres d'affaires 1987), la Compagnie Générale d'Électricité (CGE) lance une émission d'obligations convertibles en actions.

emprunt obligataire convertible de 3,2 milliards de francs. CGE renforce ainsi ses moyens financiers en vue de poursuivre son développement.



LA CROISSANCE

N°1 MONDIAL

- leader mondial de l'électronique
- leader mondial de l'électronique de pointe
- leader mondial de l'électronique de consommation
- leader mondial de l'électronique de communication
- leader mondial de l'électronique de mesure
- leader mondial de l'électronique de contrôle
- leader mondial de l'électronique de sécurité
- leader mondial de l'électronique de défense

MODALITÉS DE L'EMPRUNT

- Émission d'obligations convertibles en actions
- Émission d'obligations convertibles en actions
- Émission d'obligations convertibles en actions
- Émission d'obligations convertibles en actions
- Émission d'obligations convertibles en actions
- Émission d'obligations convertibles en actions
- Émission d'obligations convertibles en actions
- Émission d'obligations convertibles en actions



Enseignement supérieur privé et formation continue

CESCE

Centre d'études supérieures de la communication d'entreprise

Formation intensive à la Communication multimédias : écrit, radio, vidéo, télématique

Communication externe et interne, relations presse et publiques, communication globale

SESSIONS DE 6 MOIS : février-juillet / septembre-février

Enseignement théorique et pratique, stage

Admission : BAC + 2 ou expérience professionnelle

Renseignements-inscriptions

CESCE : 107, rue de Tolbiac, 75013 PARIS - Tél. (1) 45-85-99-21

Économie

L'enquête sur les délits d'initiés lors du rachat de la société American Can

Le plaidoyer de M. Max Théret devant la COB

La Compagnie parisienne de placements de M. Max Théret fut le principal acquéreur français, avec un total de 32 300 titres, d'actions Triangle Industries dans la semaine précédant le rachat de sa filiale American National Can par la société nationalisée Pechiney. Dans le document qu'il a remis le 3 janvier à la Commission des opérations de Bourse, chargée d'enquêter sur un éventuel délit d'initiés, M. Théret assure avoir été « le premier surpris par l'OPA Pechiney » et être victime d'une « coïncidence des dates ».

En raison de la personnalité de M. Théret, homme d'affaires proche du PS, l'affaire continue d'être l'objet de polémiques politiques.

Principal financier mis en cause par les interrogations sur un éventuel délit d'initiés lors de l'achat d'American National Can par Pechiney, M. Max Théret se défend. Depuis une semaine, M. Jean-Pierre Michaux, chef de l'inspection de la Commission des opérations de Bourse (COB), a en main son plaidoyer, un mémoire de six feuillets agrémenté de quelques annexes.

Vicime d'un infarctus, sorti de l'hôpital américain de Neuilly le 9 novembre 1988, quelques jours avant les opérations en cause, M. Théret est toujours convalescent. Ses collaborateurs ont cependant été interrogés par les inspecteurs de la COB, tandis que les locaux de sa société, la Compagnie parisienne de placements (CPP), ont été visités deux fois.

M. Théret se défend donc par écrit. « A aucun moment, nous n'avons agi en qualité d'initié ou de détenteur de la moindre information privilégiée, assène-t-il d'emblée, dans ce texte daté du 3 janvier. Tout notre comportement le prouve, les renseignements que nous avons utilisés étaient connus par le public, et notre décision d'acquisition découle de ma connaissance spécifique et approfondie du marché mondial de l'emballage, après avoir fondé puis dirigé plus de vingt ans la FNAC, avoir participé à la création du Journal Investir et avoir siégé dans les conseils d'administration de grandes sociétés multinationales. »

La thèse de M. Théret est simple : depuis septembre, il s'intéressait particulièrement à l'emballage, dans le cadre d'une stratégie plus générale d'acquisition d'actions françaises et étrangères en fonction du dynamisme des entreprises et, surtout, de la sous-évaluation des cours. Dans ce contexte, ajoute-t-il, tout

bon spécialiste des marchés financiers internationaux devait logiquement s'intéresser à American National Can et faire le pari d'un rapprochement avec Pechiney. Bref, il ne serait victime que de la « coïncidence des dates », l'OPA amicale de Pechiney ayant malheureusement eu lieu immédiatement après sa décision d'acheter des actions de Triangle Industries, propriétaire d'American National Can, alors que les « conditions d'achat » démontreraient qu'il n'a agi « ni avec volonté de dissimulation ni avec précipitation ».

« Un bon emballage »

M. Théret reprend ensuite toute la chronologie de l'affaire. En septembre 1988, il engage M. Patrick Gruman comme directeur général de la CPP afin de développer l'ac-

tivité de courtage de son établissement financier. Ainsi envisage-t-il la création d'un fonds commun de placement, Breteuil Opportunités, dont la société de Bourse Cholet-Dupont sera le dépositaire, puis d'une filiale destinée à l'alimentaire, Breteuil Investissements, créée le 22 octobre 1988.

Entre-temps, « fin septembre et début octobre », M. Théret ne précise pas les dates exactes, « il se rend durant dix jours à New-York, en compagnie notamment de M. Jean-Louis Pétrillat, président de la FNAC. Il s'agit de « préparer l'importation en Europe de produits américains ou de produits originaires d'Asie du Sud-Est transitant par les Etats-Unis ». « Tous ces produits doivent être présentés de façon impeccable et originale, car un bon emballage est vendeur », ajoute M. Théret, qui assure avoir à l'époque demandé une étude à « un grand styliste américain ». Parmi les principaux emballagistes « susceptibles de fournir vite » qui lui ont alors été cités figuraient American National Can.

« On m'a beaucoup parlé à cette occasion de Triangle Industries, poursuit-il, non seulement parce qu'il s'agit du plus grand de l'emballage dans le monde et du premier consommateur mondial d'aluminium, mais aussi par le côté tout à fait médiatique de ses deux principaux actionnaires (Nelson Peltz et Peter Moy), que la presse américaine a surnommés les « as du low tech » et qui ont financé American National Can, leur filiale, selon des modalités qu'aujourd'hui tout le monde admire et qui m'avaient fortement impressionnés à l'époque. »

Fin octobre et début novembre, souligne M. Théret, American National Can est « régulièrement cité » dans la presse spécialisée. Pour appuyer ses dires, il joint plusieurs articles de presse, français et américains, ainsi que des documents évoquant l'attitude de Pechiney à cet égard. Ainsi la synthèse hebdomadaire Valeurs françaises, publiée par DLP James Capel, dans son numéro du 17-21 octobre 1988, consacre un long développement à Pechiney, où il est notamment écrit : « Tout l'enjeu de la croissance dans cette activité (l'emballage haut de gamme) est d'atteindre une taille européenne ; dans cette optique, les opérations d'acquisition devraient s'accélérer dans les prochains mois. » Or c'est cette information qui sera reprise, au mot près, dans la Lettre confidentielle de la communication et du livre, liée à M. Théret lui-même, dans son numéro du 8 novembre.

« Le 9 novembre 1988, je sors de l'hôpital et je trouve sur mon bureau cette lettre confidentielle à laquelle je suis abonné », se contente de préciser M. Théret. Et il aurait alors tiré la conclusion qui s'impose : « Pour ceux qui considèrent que le rapprochement entre le premier consommateur mondial d'aluminium (American National Can) et le troisième producteur mondial d'aluminium n'était pas prévisible, alors qu'une extraordinaire synergie apparaît dans leur complémentarité (emballage en aluminium et, notamment, boîtes pour boissons), je suis obligé de les renvoyer sur leurs bancs d'école ! »

« Dans la plus grande logique »

Ainsi serait née la décision d'acheter 32 300 actions de Triangle Industries par la CPP pour le compte de Breteuil Investissements. « Dans la plus grande logique et sans aucune précipitation », insiste le cofondateur de la FNAC. La décision est prise le 10 novembre. A cause des congés du 11 novembre, elle est mise en œuvre le lundi 14, un contact étant pris avec Morgan Stanley à Londres.

Des informations sont transmises téléphoniquement, puis par télex, sur l'action Triangle Industries, et, « le mardi 15 novembre 1988, les premiers ordres d'achat sont passés après avoir reçu tous les renseignements que nous souhaitons sur la qualification de ce titre qui, au demeurant, est recommandé depuis le début de l'année 1988 par Forbes et figure en tête de liste des dix-neuf compagnies du secteur Metal Products ».

Enfin, M. Théret insiste sur le fait que les ordres d'achat sont passés « soigneusement » : c'est-à-dire étalés « en fonction du marché, et surtout qu'il refuse de payer « plus de 10,5 dollars l'action ». Le 4 janvier dernier, M. Gruman a d'ailleurs demandé à Morgan Stanley International, à Londres, de confirmer que les titres ont été acquis les 15, 16 et 17 novembre « entre 9 et 10,5 dollars », et que CPP avait bien demandé de « ne pas dépasser le cours limite de 10,5 dollars » et refusé d'« acheter des titres au cours de 11 dollars à partir du 17 novembre ».

Cet argument est évidemment important : un « initié » n'aurait-il pas proposé plus, afin de rattraper au plus vite un maximum de titres ? M. Théret précise que la dépense de CPP fut de 1 800 000 francs et affirme qu'il fut « le premier surpris par l'OPA Pechiney annoncée publiquement le 21 novembre 1988, sur la base du cours de 56 dollars l'action ».

EDWY PLENEL

Militant et homme d'affaires

Max Théret est un héros bien paradoxal pour une affaire de délit d'initiés. Pour les uns, le cofondateur de la FNAC est un financier utilisant ses amitiés politiques pour s'enrichir en spéculant sur le rachat d'American National Can par Pechiney. Pour les autres, l'ancien combattant de l'armée républicaine espagnole est toujours resté un homme d'idéal, généreux et désintéressé, incapable du moindre calcul.

Ces deux portraits contradictoires contiennent chacun leur part de vérité. L'homme est riche, surtout depuis la vente de la FNAC aux coopératives de consommateurs, en 1977. Et l'organisation de ses affaires est loin d'être limpide. Outre la Compagnie parisienne de placements, soupçonnée du délit d'initiés sur American National Can, Max Théret contrôle, avec son épouse et quelques discrets amis, une dizaine de sociétés aux relations croisées et à l'objet social plutôt flou. Encore n'est-ce, sans doute, que la partie émergée de l'iceberg. En 1972, à l'occasion d'une enquête pour fraude douanière sur l'un de ses collaborateurs, la police découvre que Max Théret est actionnaire à 25 % d'une mystérieuse banque de Lausanne (la Banque de participations et de placements), elle-même actionnaire de la société parlienne Jour Azur, qui édite le guide Gault et Millau, société dont Max Théret était le président. Entre la France et la Suisse, l'argent circule alors discrètement.

Un mécène généreux

Mais l'homme d'affaires bien organisé se mue en généreux mécène dès qu'il s'agit de servir ses amis politiques. Max Théret n'hésite pas alors à se définir comme « un simple militant de base » et à offrir sans ambiguïté sa puissance financière pour aider projets ou manœuvres de la gauche. En 1982, les collaborateurs de M. François Mitterrand à l'Elysée rêvent d'un grand quotidien populaire et tentent d'arracher France-Soir à M. Robert Hersant. Max Théret met 80 millions de francs sur la table et négocie trois mois, sans succès, avec le patron du Figaro. Un an plus tard, c'est Les Nouvelles, de

Jean-Pierre Ramsay, qui battent de l'aile. Le gouvernement s'inquiète pour le sort de cet hebdomadaire qui proclame fièrement avoir « un bon gauche ». Max Théret vole à son secours et le soutient à bout de bras pendant deux ans.

En 1985, c'est au tour du quotidien le Matin de connaître de sérieuses difficultés. L'Elysée, qui voit arriver avec inquiétude les élections cantonales et législatives, prend une fois de plus l'initiative, persuade Claude Pénicart de se retirer. Et on voit à nouveau arriver Max Théret et ses millions. Mais l'argent injecté ne suffit pas à redresser le quotidien de gauche. Le pouvoir envoie du secours à Max Théret en la personne de M. Paul Quilès, ancien ministre de la défense, et surtout du mystérieux holding luxembourgeois Interpart, présidé par M. Giancarlo Parretti. L'homme d'affaires italien n'a pas bonne réputation de l'autre côté des Alpes : un financement obscur, des déliées avec la justice en Sicile, des liens supposés, mais toujours démentis par l'intéressé, avec le loge P2. Max Théret accepte pourtant sans rechigner cet étrange partenariat : M. Parretti ne se présente-t-il pas comme un ami personnel du dirigeant socialiste Bettino Craxi, alors président du conseil italien, et n'a-t-il pas un bureau rue de Solferino, au siège du PS ? Pour le « militant de base », cela vaut le meilleur des passeports, d'autant que l'homme d'affaires italien signe consciencieusement les chèques, chaque fin de mois, sans réclamer le moindre part du capital du Matin. Quelques mois et 33 millions plus tard, M. Parretti se montre moins désintéressé. Au cours d'un houleux conseil d'administration en mars 1987, il réclame le pouvoir au sein du quotidien. Max Théret se fâche. C'est la rupture : le Matin, après une tentative de reprise par dix journalistes, disparaît.

Et pourtant, un an plus tard, Max Théret va surgir à nouveau de sa boîte pour voler au secours de... M. Parretti. Entre-temps, l'homme d'affaires italien a racheté le groupe cinématographique américain Cannon, une société dont le mystérieux financement fait beaucoup jaser à Wall Street et qui vient de connaître de sévères

démêlés avec les autorités boursières américaines. Mais M. Parretti n'a pas abandonné la France et veut s'emparer de Pathé, l'un des trois grands circuits de salles de cinéma. Le ministère de la culture se mobilise pour empêcher que l'entreprise ne tombe en des mains étrangères et pousse la Compagnie financière de Suez à faire une contre-proposition.

Des millions de plus-value

Mais M. Parretti n'a pas peur de M. Jack Lang. Il explique dans la presse britannique, dès le mois d'octobre, que l'affaire sera réglée en sa faveur grâce à ses solides appuis politiques. Il n'a pas tort. Le 15 décembre 1988, le groupe Rivaud refuse la proposition de Suez et vend Pathé à... Max Théret. Celui-ci a constitué, le même jour, une société, MT Investissement, dont le conseil d'administration réunit M. Parretti et M. Jean-René Polliot, fidèle collaborateur de M. Paul Quilès, ancien directeur du Matin du socialiste au conseil municipal de Paris et aujourd'hui responsable de Cannon France. L'acquéreur est bien français et doté de solides couronnes de gauche : le ministère de la culture ne peut que s'incliner.

Max Théret a joué une fois de plus son rôle en fidèle serviteur. Le cofondateur de la FNAC a beau affirmer que Pathé est promis à un grand avenir européen, l'affaire semble pour le moins délicate. La société de cinéma a été payée quelque 900 millions de francs, alors que sa valeur réelle tournerait, selon les calculs de Suez, autour de 600 millions. Et nul ne connaît vraiment les intentions de M. Parretti.

En rachetant Pathé, le financier dévoué de la gauche risque de ne pas faire une meilleure affaire qu'en finançant à fonds perdus les Nouvelles ou le Matin. Dans le même temps, Max Théret réalisait quelques millions de plus-value en achetant des actions de Triangle peu de temps avant la reprise de sa filiale American Can par Pechiney.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

(Publicité)

VENTE PUBLIQUE

BATIMENTS ET TERRAINS DE L'HOTEL EL PANAMA

Immeuble de dix (10) étages avec 365 chambres sur un terrain de 38 897 mètres carrés. Placé au centre de la zone commerciale et bancaire de la ville de Panama.

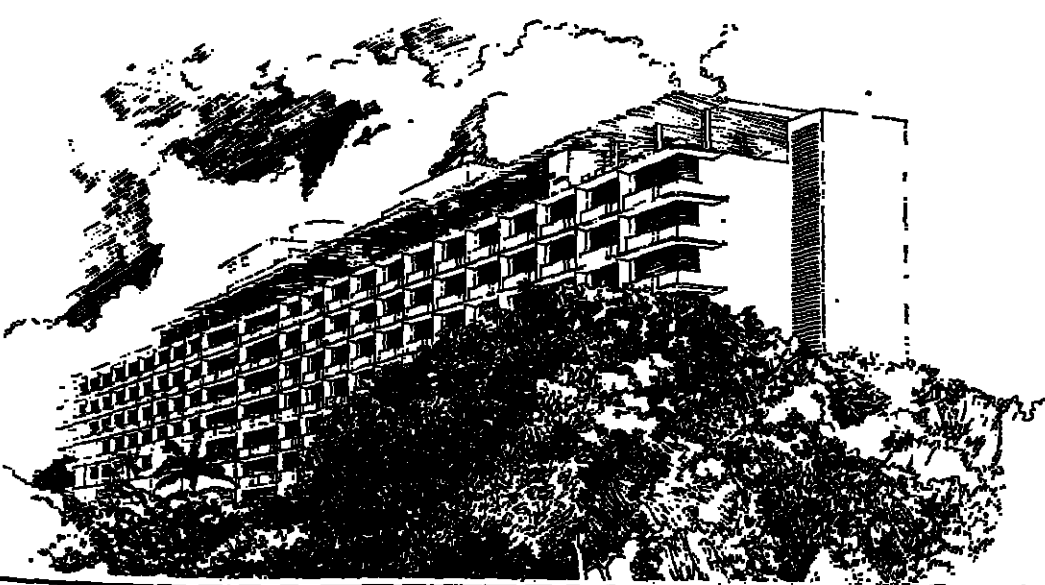
Les offres ne seront reçues que le 26 janvier 1989.

OPTIONNEL

● Un immeuble construit sur un terrain de 3640 mètres carrés avec un sous-sol, mezzanine et des fondations pour compléter un bâtiment de 15 étages, à côté de l'hôtel El Panama.

● Un terrain global adjacent à la structure physique de l'hôtel, avec une superficie de 3842 mètres carrés.

Pour plus de renseignements veuillez vous adresser à l'ambassade ou au consulat de la République de Panama de votre localité ou bien au : BANCO NACIONAL DE PANAMA, Apartado Postal 5220, Panama 5, République de Panama, téléphone : (507) 69-2955, 69-2966, 69-2977. FAX (507) 69-0091, 64-7155. TELEX 2773 PG.



M. Raymond Barre dénonce

« un certain affairisme politique »

Au cours de l'émission « Le grand jury RTL-Le Monde » du 8 janvier, M. Raymond Barre a estimé que « l'affairisme politique existe depuis quelque temps déjà en France » et que « la question n'est pas de savoir si c'est depuis le début de ce septennat ou pas. » « Nous connaissons tous, a-t-il ajouté, un certain nombre d'opérations qui, tout en étant apparemment

fort correctes, traduisaient un certain affairisme politique (...). Lorsque certains excès ont été commis dans un sens, il est très difficile d'empêcher le retour du balancier, qui peut-être va trop loin. »

Ainsi à propos de la Société générale estimant que « lorsqu'on fait des opérations de ce genre, il faut les faire avec précaution et avec précision ».

Concernant Pechiney, il déclare que cette affaire lui a permis de poser trois grands principes « fondamentaux » en la matière : la transparence des opérations, les sanctions des délits d'initiés et le renforcement des pouvoirs de la Commission des opérations de Bourse avec, sur le modèle américain, l'attribution pour celle-ci de pouvoirs judiciaires.

Concernant Pechiney, il déclare que cette affaire lui a permis de poser trois grands principes « fondamentaux » en la matière : la transparence des opérations, les sanctions des délits d'initiés et le renforcement des pouvoirs de la Commission des opérations de Bourse avec, sur le modèle américain, l'attribution pour celle-ci de pouvoirs judiciaires.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CHARGEURS S.A.

Chargeurs S.A. a acquis, auprès du groupe textile allemand dans une participation majoritaire dans la société Irmen & Richter Textil AG, société cotée à la Bourse de Francfort.

Irmen & Richter, qui a réalisé en 1987 un chiffre d'affaires de 114 millions de DM et dégagé un résultat net après impôt de 2,9 millions de DM, est spécialisée dans la fabrication et la vente de fil de laine (Max Richter) et de tissus d'habillement destinés à la confection masculine (Tuchfabrik Irmen).

Cette acquisition permettra, tout en maintenant l'individualité de chacune des entreprises, de compléter et de renforcer la gamme des produits et services offerts aux consommateurs allemands par les filiales françaises (Roudière, Lepontre et P.J.T.) et allemande (E. Marggraf Tuchfabrik) de la division Tissus d'habillement de Chargeurs S.A.

● M. Alain MADELIN : trop de gens au courant dans les allées du pouvoir. — Alain Madelin, secrétaire général du PR et ancien ministre de l'Industrie du gouvernement Chirac, estime, dans une interview au Journal du dimanche du 8 janvier : « De tels soupçons n'auraient pas lieu si les politiques ne s'étaient pas aussi largement mêlés de l'affaire, s'il n'y avait pas eu autant de gens au courant dans les allées du pouvoir, si Rocard lui-même n'avait pas voulu tirer bénéfice de l'effet d'annonce. »

● M. Philippe SÉGUIN : un parfum louis-philippard. — M. Philippe Seguin, député RPR des Vosges a déclaré au « Grand jury RTL-Le Monde » : « Au delà de cette affaire Pechiney, il y a en France une certaine atmosphère due au fait qu'on parle beaucoup d'argent, beaucoup de Bourse. Il y a parfois un petit parfum louis-philippard dans la France d'aujourd'hui, qui contraste singulièrement avec les cérémonies du bicentenaire de la Révolution. »

BSN DIVISE SON TITRE PAR 10

M E S S A G E D ' A N T O I N E R I B O U D



Cher Actionnaire,

Vous êtes Actionnaire de BSN. Vous constatez que la forte croissance des résultats de votre Groupe au cours des dernières années a entraîné une hausse sensible de l'action BSN, qui est devenue l'une des plus lourdes, par son prix élevé, de la Bourse de Paris. C'est la raison pour laquelle l'Assemblée Générale des Actionnaires a décidé de diviser l'action BSN par 10. Désormais, chacun d'entre vous possèdera 10 actions nouvelles pour une ancienne. Vous n'aurez aucune formalité à accomplir : l'établissement dépositaire de vos titres actuels s'en chargera. Cette décision de l'Assemblée des Actionnaires n'affecte aucunement la valeur du patrimoine de chacun. En abaissant la valeur nominale unitaire, cette opération rendra l'acquisition d'actions plus facile aux anciens Actionnaires et ouvrira le marché à de nouveaux épargnants qui s'en trouvaient auparavant écartés par la valeur de l'action.

Cette décision me donne l'occasion de dresser pour vous le bilan très positif de nos orientations stratégiques. Premier producteur mondial de yoghourts et d'eaux minérales, premier fabricant européen de bouteilles, présent au plus haut niveau dans les pâtes alimentaires, les biscuits, la bière et le champagne, BSN affirme ses positions au travers de marques prestigieuses : Danone, Evian, Panzani, Lu, Kronenbourg, Pommery, notamment.

Implanté dans trente-cinq pays sur les cinq continents, votre Groupe s'est appliqué à acquérir, puis à consolider, une dimension internationale. Partout où les marchés sont porteurs, et particulièrement en Europe, BSN développe une stratégie de conquête de parts de marché. Le Groupe réalise des performances de résultat net et de cash-flow très satisfaisantes grâce à un effort collectif de productivité dans tous les domaines ; effort dont le personnel bénéficie également par l'intéressement et la participation. En outre, grâce à la recherche et à l'innovation dans les produits et les conditionnements, BSN introduit sur les marchés de très nombreux produits ou en modernise d'autres.

Tous ces efforts pour préparer l'avenir ont déjà été largement récompensés : le chiffre d'affaires a augmenté de 50% et les résultats ont augmenté de 100% en 4 ans. Je pense que tous les Actionnaires qui ont fait confiance à BSN ont bénéficié d'une confortable valorisation de leur action et d'une distribution de dividendes substantielle. La division de notre action fait partie d'une stratégie moderne de gestion et d'approche des marchés boursiers.

Antoine Riboud
Antoine Riboud

BSN
GROUPE

P R E M I E R G R O U P E A L I M E N T A I R E F R A N Ç A I S

هكذا من الأصل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ASSOCIATION ENTRE BANKERS TRUST ET DIDIER PHILIPPE S.A.

BANKERS TRUST entre, à hauteur de 49%, dans le capital de la Société de Bourse Didier PHILIPPE S.A. Monsieur Didier PHILIPPE et les cadres de la Société conservent 51% du capital. La composition de l'équipe dirigeante de Didier PHILIPPE S.A. ne sera en rien modifiée. BANKERS TRUST et Didier PHILIPPE S.A. se sont ainsi donné les moyens, à travers deux équipes autonomes qui gardent leurs particularités propres, de profiter pleinement du développement prévisible du marché financier français.

**Bankers Trust
Company**

DIDIER PHILIPPE
Agent de change Société de bourse

Économie

M. Evin relance la réforme de la Sécurité sociale

M. Claude Evin, ministre de la santé et de la protection sociale, relance la machine de la réforme de la Sécurité sociale, en panne depuis la fin des états généraux et la réflexion avortée du Conseil économique et social. Lundi 9 janvier, il a repris les discussions avec les partenaires sociaux pour tenter de parvenir à des « mesures concrètes susceptibles d'assurer la pérennité du système français de protection sociale » (le Monde daté 8-9 janvier), au moins à moyen terme, et sortir des « mesures ponctuelles visant à résoudre des difficultés à court terme » — autrement dit à passer l'année dans les limites autorisées par les nécessités de la trésorerie du régime général.

Ces discussions prendront la forme d'une succession de rencontres bilatérales étalées jusqu'au 15 avril, sur six thèmes sans surprise : assurance-maladie ; accidents du travail ; famille ; assurance-veilles ; mode de financement ; organisation de la Sécurité sociale. Elles seront conduites par M. Jean-Jacques Dupeyron, expert en matière de sécurité sociale, dont le nom avait déjà été prononcé pour figurer dans l'équipe des « sages » en 1987. Elles doivent, contrairement aux états généraux, aboutir à des conclusions pratiques, sous forme d'un relevé de décisions présenté par le gouvernement — notamment en vue de projets de loi.

M. Claude Evin présentera aux partenaires sociaux des bilans et des points de repère pour ces discussions, résumés dans une note écrite. Deux principes paraissent déjà quasi intangibles : ne pas remettre en cause les fondements du système de sécurité sociale et stabiliser — au moins — les cotisations à la charge des entreprises, pour ne pas accroître le coût du travail à moyen terme et ne pas peser sur l'emploi, comme cela a déjà été signalé à la commission du Plan (le Monde daté 23-26 décembre).

Sur les différents thèmes, les orientations retenues jusqu'ici sont inégalement précises et inégalement directives. Sur l'assurance-veilles, secteur stratégique à long terme — les dépenses devant augmenter

de 75 % d'ici à 2005 — mais secteur « sensible », le ministère se limite à quelques principes : assurer l'équité entre actifs et retraités et entre retraités eux-mêmes (notamment entre les différents régimes de retraite). Pas question donc de se contenter d'augmenter les recettes, notamment les cotisations, car le besoin de financement atteindrait environ 0,7 point de cotisations salariales par an. Impossible de réduire uniformément les revalorisations des pensions, ce qui pèserait durement sur les petites retraites, même si, globalement, les retraités, notamment les plus jeunes, ont un niveau de vie comparable à celui des actifs.

De même, sur la famille, il n'est pas question de revenir sur la structure d'ensemble ni sur les priorités actuellement accordées aux familles jeunes et aux familles nombreuses. On pourrait toutefois chercher à simplifier certaines prestations, adapter ou financer autrement des allocations à objectif plus social, « proches du revenu minimum d'insertion » — on pense à l'allocation de parent isolé, réfléchir enfin à la place de l'action sociale des caisses d'allocation familiales, essentielle pour la garde des enfants.

Cotisation généralisée

En revanche, sur le financement, les intentions devraient être clairement affichées. Le gouvernement entend déterminer les modalités d'une cotisation généralisée sur l'ensemble des revenus, considérée comme le mode de financement le plus équitable et pesant le moins sur l'activité économique. De même pour les accidents du travail, il souhaiterait rendre les cotisations plus incitatives à la prévention et plus favorables à l'emploi (par exemple en les déplaçant).

En matière d'assurance-maladie au contraire, le programme esquissé apparaît plus large. On y retrouve encore certaines orientations de la commission du Plan. Le gouvernement veut en effet éviter aussi bien

une croissance indéfinie des dépenses qu'une réduction globale de la couverture sociale ou qu'un système à deux vitesses (privé-public ou honoraires libres-honoraires fixes). Il proposerait trois orientations : revoir la carte des hôpitaux en reconstruisant certains établissements et en rapprochant le mode de financement du secteur public et celui du secteur privé ; mettre en place un mécanisme de « régulation » des dépenses de médecine de ville — notamment dans le domaine des prescriptions de médicaments ; enfin assurer une évaluation des soins et mieux informer les assurés pour « responsabiliser » à la fois assurés et médecins et développer la prévention. Cela suppose une concertation avec les médecins et une meilleure définition des responsabilités des caisses d'assurance-maladie en matière de prévention et de financement de l'hospitalisation.

Cette redéfinition est évidemment inséparable de la réflexion sur l'organisation du « système » de Sécurité sociale. Les partenaires sociaux revendiquent toujours plus de responsabilités pour les conseils d'administration des caisses, mais en même temps ils se couvrent en renvoyant souvent les arbitrages difficiles à l'Etat. Le gouvernement en ce domaine entend conserver ses prérogatives sur les grands équilibres financiers et d'autre part donner un rôle plus actif au Parlement, qui lui aussi se sent tenu à l'écart. Cependant, il envisage d'accorder certaines libertés de « gestion du risque » aux partenaires sociaux, notamment en matière de maladie. Les responsabilités et les structures pourraient d'ailleurs être différentes selon les branches. Une évolution que le CNPF semble envisager aussi de son côté. Mais il restera à définir ces marges de liberté.

Une décision cependant paraît acquise : le report des élections des conseils d'administration, qui devaient normalement avoir lieu à l'automne 1989. En cas de besoin, le gouvernement pourrait soumettre un texte au Parlement lors de la session de printemps.

GUY HERZLICH.

Un déficit de 10 milliards de francs

Les discussions avec les partenaires sociaux s'ouvrent dans un climat toujours un peu inquiet pour le régime général. Sur le fin de 1988, il n'y a pas eu d'inflation sensible dans les rentrées de cotisations (la progression de la masse salariale sur l'année approchant 5,4 %), malgré les difficultés provoquées par les grèves des centres de tri. Mais les dépenses de santé, notamment en raison du « contexte épidémique » depuis le début de l'automne, ont dépassé de quelque 2,5 milliards de francs les prévisions de juillet. C'est donc un déficit d'environ 10 milliards de francs que devrait annoncer le rapport présenté à la commission des comptes jeudi 19 janvier.

Pour 1989, la croissance économique devrait assurer une progression des rentrées de cotisations, nettement supérieure au chiffre de 3,6 % annoncé en juillet 1988, déjà jugé « largement conventionnel » par le rapport sur les comptes provisionnels. Avec le supplément de 17,5 milliards de francs apporté par le point de cotisation vieillesse appliqué à compter du 1^{er} janvier (12 milliards) et par le prélèvement sur le revenu imposable

(5,5 milliards), le déficit de l'exercice devrait être ramené à 7,5 milliards de francs environ. A condition d'éviter tout dérapage des dépenses d'assurance-maladie.

Si la catastrophe n'est pas pour demain, le régime général commence cependant l'année avec les caisses à sec. Déjà, à partir du 13 décembre dernier, il a dû emprunter à six reprises à la Caisse des dépôts (notamment 7,8 milliards de francs le 13). Au 31 décembre, le « solde significatif » de la trésorerie (1) a été légèrement négatif. Si le gouvernement verse courant janvier la compensation des taxes sur le tabac et du manque à gagner dû au « déplafonnement » des cotisations d'allocation familiales (5,5 milliards de francs), avec l'augmentation de la cotisation vieillesse, on passera le premier semestre sans trop de difficultés (même s'il faut emprunter un peu à la Caisse des dépôts, cette semaine-ci et vers la mi-mars).

G. H.

(1) Le « solde significatif » tient compte à la fois des dettes et des créances au 31 décembre.

ETRANGER

ETATS-UNIS Le président Reagan réaffirme son opposition à toute hausse des impôts

« Je m'en vais comme je suis venu, totalement opposé à de nouveaux impôts », a affirmé le président Ronald Reagan lors de son allocution radiodiffusée hebdomadaire consacrée, samedi 7 janvier, à son dernier budget. Pour le président sortant, la seule croissance économique américaine permettra d'augmenter les recettes fiscales de 44 milliards de dollars (504 milliards de francs) durant l'exercice budgétaire 1990, qui commencera le 1^{er} octobre prochain. Ces revenus seront suffisants pour augmenter de 2 % en termes réels le budget de la défense, renforcer le programme de sécurité sociale, amener les crédits destinés à la lutte contre la drogue et le crime, le logement des démunis et la recherche médicale, tout en réduisant le déficit.

Ce dernier a été évalué entre 90 et 95 milliards de dollars par le président Reagan, soit moins que le maximum de 100 milliards fixé par la loi Gramm-Rudman-Hollings de retour à l'équilibre à l'horizon de 1993.

ITALIE

Les syndicats refusent le plan fiscal du gouvernement

La tension sociale a soudainement monté en Italie, où les trois grandes centrales syndicales ont lancé un ordre de grève générale de quatre heures pour le 31 janvier, contre le plan de redressement fiscal du gouvernement.

Unis pour la première fois depuis octobre 1987 pour lancer une grève générale, les responsables de la CGIL (majorité communiste), CISL (tendance démocratique) et UIL (socialiste) n'ont mis que deux heures à tomber d'accord samedi 7 janvier sur l'offensive contre « l'iniquité fiscale » du gouvernement.

La protestation syndicale vise le plan annoncé le 27 décembre dernier, prévoyant notamment pour les fraudeurs fiscaux — nombreux dans les professions libérales, petites entreprises, artisans, négociants — le paiement d'une simple amende en échange d'un retour à la légalité. Cette amende, surnommée « pardon fiscal », devrait faire entrer dans les caisses défectives de l'Etat quelque 11 500 milliards de lires (8,8 milliards de dollars). — (AFP.)

Le présent avis est publié à titre d'information seulement

Décembre 1988

CERUS

ECU 300.000.000

Crédit multi-devises à utilisations multiples à 5/7 ans

Arrangeurs

Banque Indosuez

BNP Capital Markets Limited

Participants

Banque Indosuez

Banque Nationale de Paris

Crédit Lyonnais

Groupe Société Générale
(Société Générale - Sogefi)

Banca Nazionale del Lavoro
Succursale de Paris

Compagnie Monégasque de Banque

Istituto Bancario San Paolo di Torino
Succursale de Paris

Amsterdam-Rotterdam Bank N.V.
Succursale de Paris

The Bank of Tokyo, Ltd.

Caisse Centrale des Banques Populaires

Crédit Suisse (France)

Groupe CIC

Unicredit

B.I.A.O. Afribank

Banque Louis Dreyfus

Banque Paribas

Banque Sudamérice France

Barclays Bank S.A.

Canadian Imperial Bank of Commerce (International) S.A. Paris

Midland Bank S.A.

Union Bank of Finland (France) S.A.

Agent du Crédit

Banque Indosuez

Agents Adjudicateurs

Autres devises

Francs Français
Banque Indosuez

Banque Nationale de Paris

BNP

BNP Capital Markets Limited

BANQUE INDOSUEZ



L'informatique quand elle signifie communiquer

C'est avec l'informatique et les télécommunications que les entreprises enrichissent leur mémoire, échangent leur savoir, facilitent le dialogue des hommes, ajoutent de l'intelligence à leur métier. C'est l'informatique qui peut faire vivre et réussir une organisation.

Aujourd'hui, une nouvelle entreprise brille dans l'univers informatique : Cap Sesa. Née de la fusion de Cap Sogeti France et de Sesa, Cap Sesa est la première société française de services et de conseil en informatique et télécommunications.

Pour Cap Sesa, l'informatique n'est pas une fin en soi. Outil de compétitivité, elle signifie décider, produire, communiquer. Outil d'anticipation, elle annonce notre entrée dans l'âge de l'information. En répondant aux vrais objectifs de ses clients, en inventant chaque jour un métier qui ne fait que commencer, Cap Sesa donne un sens à l'informatique.

L'Informatique a un Sens

CAP SESA
Groupe CAP GEMINI SOGETI

BOURSE DU 9 JANVIER

Compt. ann.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Réglement mensuel												Compt. ann.		VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -
					Compt. ann.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compt. ann.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compt. ann.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -		
3894	C.R.E. 3% ★	2635	3635	3635	+ 0.11																			
1168	R.U.P. T.P. ★	1050	1050	1050																				
1168	C.F.T.P. ★	1165	1165	1165																				
1168	C.R.E. 3% ★	1050	1050	1050																				
1443	Pharm. T.P. ★	1788	1688	1688	+ 0.24	976	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1443	Pharm. T.P. ★	1788	1688	1688	+ 0.24	976	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02	1262	Lafayette-Capital	1488	1488	1488	+ 3.81	635	Solvent	650	650	650		
1300	Thomson T.P. ★	1329	1310	1310	+ 0.31	405	Odéon Méd. ★	1075	1075	1075	+ 0.02</													

Comptant

(sélection)

VALEURS

% du nom.

% du coupon

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

Obligations

Exp. 9,80 % 77

9,80 % 78/80

10,50 % 79/84

13,25 % 80/80

10,00 % 81/88

10,00 % 82/89

10,00 % 83/88

13,40 % 84 % 84

12,20 % 84 % 84

17 % 84 % 85

10,28 % 84 % 86

0RT 12,75 % 83

0AT 10 % 2000

0AT 9,80 % 1987

0AT 9,80 % 1996

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

0AT 9,80 % 82

[illegible]

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

هكذا من الأصل

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 M. Gorbatchev envisage de réduire les dépenses militaires. 4-5 La conférence de Paris sur les armes chimiques. 6 Les réactions après la mort de Hirohito.	8 L'opposition face à la récomposition du paysage politique. - La préparation des élections municipales. DÉBATS 2 France : « Nos points d'appui », par Alfred Grosser.	10 Un Guinéen sans papiers « caché » dans les Pyrénées. 15 La mission Bonnemaison sur les personnels pénitentiaires. 24 Sports : une quatrième tentative contre le record New-York - San-Francisco à la voile.	11 La suite des polémiques autour de l'Opéra-Bastille. - Musique : Haydn enfin récompensé. 12 Jazz : Claude Barthélemy encore inconnu. - Théâtre : La Nuit tous les chats, de Jean-Claude Grumberg. - Communication.	25 L'OPA sur la compagnie britannique GEC. 26 L'enquête sur les débits d'initiales après le rachat d'American Can par Pechiney. 30 La bataille autour de Louis Vuitton-Moët-Hennessy. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 21 à 23 Campus 15 Carnet 9 Météorologie 14 Mots croisés 14 Radio-télévision 13 Spectacles 13	• Débits d'initiales et « comptant » JOUR • Le bilan économique 88 REC • Un œil sur la cote, l'autre sur votre portefeuille BOURSE 3675 taping LEMONDE

Quarante-trois morts près de l'aéroport d'East-Midlands Un Boeing-737 britannique s'écrase à la suite de la panne de ses deux réacteurs

La défaillance mécanique ne fait aucun doute dans l'accident d'avion qui a fait, dimanche 8 janvier, selon un bilan provisoire, quarante-trois morts et une trentaine de blessés graves, à 2 kilomètres de l'aéroport d'East-Midlands. Il y avait quatre-vingt-trois survivants. Le commandant de bord du Boeing-737 de la compagnie British Midland Airways qui s'est écrasé, avait signalé, une dizaine de minutes après son décollage, avec cent vingt-cinq personnes à bord, de l'aéroport de Londres-Heathrow, qu'un de ses moteurs vibrait fortement. Il avait demandé au contrôle aérien l'autorisation de se détourner de sa destination finale, Belfast, en Irlande du Nord, et de se poser d'urgence sur l'aéroport d'East-Midlands.

C'est à la fin de cette procédure, au moment où il était en phase finale de l'atterrissage d'urgence, que le pilote a signalé que son deuxième réacteur connaissait à son tour des difficultés. Des témoins ont vu, depuis le sol, des flammes s'échapper d'un des réacteurs et entendu des râles. Avec un moteur coupé et un autre en flamme, l'équipage n'a pu atteindre la piste et a tenté un atterrissage de fortune sur

le bas-côté de l'autoroute M1, à 20 h 25, heure locale.

Après avoir décapité des arbres, l'avion s'est brisé en trois morceaux. Par chance, le carburant contenu dans les ailes n'a pas pris feu, et les secours en alerte ont pu intervenir rapidement pour évacuer les blessés. Les quatre derniers passagers prisonniers de l'amas de tôles n'ont pu être dégagés que six heures après l'accident.

Les enquêteurs se pencheront attentivement sur les causes de cette catastrophe exceptionnelle, car il existe, en principe, fort peu de probabilités pour que les deux moteurs d'un bi-réacteur - conçu pour voler éventuellement avec un seul réacteur - tombent en panne en même temps. Le Boeing 737-400 concerné était un avion neuf, n'ayant que trois mois de service.

Les explications possibles se circoscrivent à l'entretien de l'appareil, car l'on se souvient d'un tri-réacteur américain en route pour les Bahamas ayant perdu, il y a quelques années, l'usage de ses trois réacteurs au-dessus de l'océan. L'équipage était parvenu à remettre un moteur en route et à retourner à Miami. Un mécanicien avait oublié de replacer un joint après une vidange et la perte d'huile avait provoqué l'échauffement des réacteurs. Il faudra aussi s'assurer que la cohérence entre les équipements du poste de pilotage et les réacteurs était complète. Les réacteurs tombés en panne sont des CFM 56 fabriqués conjointement par l'américain General Electric et le français SNECMA. — (AFP, UPI, Reuter.)

Le numéro du « Monde » daté 8-9 janvier 1989 a été tiré à 507 939 exemplaires

LATREILLE
SPECIALISTE DES TISSUS, VÊTEMENT
SOLDES ANNUELS DERNIERS JOURS
62 rue St André-des-Arts 6^e
Tel : 43.29.44.10
PARKING ATTENDANT A NOS MAGASINS

SVM
SCIENCE & VIE MICRO
LES MEILLEURS LOGICIELS GRATUITS

Des milliers de programmes sont disponibles pour rien ou trois fois rien. Mais faire son marché dans le domaine public n'est pas simple. SVM vous aide à réussir votre pêche miraculeuse.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE

- **Apricot Q1 :** le premier compatible IBM PS/2 européen.
- **More II sur Macintosh :** tirez vos idées au clair.

N° 1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

Dans le sud du Liban

Les affrontements entre milices chiïtes ont fait en huit jours une cinquantaine de morts

De violents combats se poursuivaient lundi matin 9 janvier au sud du Liban entre milices chiïtes rivales, dont les affrontements ont fait depuis huit jours au moins une cinquantaine de morts et une centaine de blessés.

Selon les services de sécurité dans la région, le mouvement pro-syrien Amal avait repris, dimanche en fin de soirée, le contrôle de quatre des six villages qui étaient passés à l'aube aux mains du Hezbollah, mais les combats à l'artillerie lourde et au canon anti-char se poursuivaient à Kfarilla et à Jbaa, dans le massif de l'Iqlim et Toufah.

Par ailleurs, l'armée syrienne est intervenue dimanche en force dans Beyrouth-ouest, qu'elle contrôle, après de violents accrochages qui ont éclaté en fin d'après-midi dans

les quartiers de Basta, Nourey et Bourdj Abi Haïddar.

Devant la violence des combats qui ont tourné au massacre dans certains des villages du Sud, le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, a demandé dimanche par téléphone à son commandant au Liban sud d'« envisager la constitution d'une force d'interposition » entre les belligérants. Le mouvement Amal et le Faith, principale composante de l'OLP, ont scellé d'ailleurs, dimanche, lors d'un rassemblement à Tyr, l'accord conclu le 23 décembre pour mettre fin à la « guerre des camps » qui les avait opposés durant trois ans. Cette alliance avait été vivement dénoncée par le Hezbollah, qui y avait vu une nouvelle menace pour sa survie militaire. — (AFP.)

Dassault dément négocier la vente de Mirage à la Libye

Selon le journal conservateur britannique *Sunday Telegraph*, qui cite comme source « un haut responsable américain », la France négocie un accord secret pour vendre à la Libye des avions de combat Mirage 2000. « Les Américains n'ont pas encore évoqué ce dossier avec les Français », ajoute le journal, mais, selon cette source, l'information est « sûre » et elle repose sur des informations fournies par plusieurs services de renseignement européens. « Si la Libye avait été équipée de nouveaux Mirage, le récent combat aérien en Méditerranée se serait terminé autrement », affirme le *Sunday Telegraph* en faisant part des « craintes » des États-Unis.

Cette information a été qualifiée de « sans fondement » par un porte-parole du groupe aéronautique Dassault-Breguet, qui fabrique le Mirage 2000. « Il n'y a pas de négociations avec la Libye », a-t-il ajouté. Au ministère français de la défense, on estime qu'il s'agit d'une « rumeur » destinée à constituer « une pure opération de désinformation anti-française ». En 1970, la France avait accepté de livrer à la Libye, entre 1971 et 1980, environ 150 Mirage III et Mirage F1, dont il demeurerait, à l'heure actuelle, en service respectivement 58 et 46 exemplaires.

Rika Zarai inculpée de complicité d'exercice illégal de la pharmacie

La chanteuse Rika Zarai, auteur du livre *Ma médecine par les plantes*, a été inculpée, le 9 janvier, par M. Pierre Espin, juge d'instruction à Angers (Maine-et-Loire), de complicité d'exercice illégal de la pharmacie. Ses plaintes avaient été déposées contre Mrs Zarai par l'ordre national des pharmaciens et le principal syndicat des pharmaciens d'officine. Ceux-ci lui reprochent de fabriquer et de distribuer dans les grandes surfaces des plantes médicinales qui ne sont pas libres à la vente, et de placer dans leur emballage une notice donnant des conseils d'utilisation. Or, en France, les plantes ne doivent pas être présentées en mélange et être vendues dans un conditionnement mentionnant des indications thérapeutiques.

L'usine de M^{me} Zarai, Pronaura, située près du petit village de Saint-Sylvain-d'Anjou (Maine), est dirigée par M. Jean-Pierre Magnier, son mari, qui avait été lui-même inculpé la semaine précédente. Créée en 1986, l'entreprise, qui emploie soixante-seize personnes, fabrique des produits dits « naturels » (plantes, argile, miel, jus de fruits) nous a-t-on précisé à l'usine qui sont ensuite distribués dans des grandes surfaces.

Interrogée sur A2, Rika Zarai a estimé qu'il s'agissait de « des Français et des Français sachant que lorsqu'on dit que le tilleul favorise le sommeil et la menthe la digestion, on pratique l'exercice illégal de la pharmacie ». S'estimant victime d'un acharnement de la part des pharmaciens, M^{me} Zarai affirme qu'elle « ne vend que des plantes autorisées par le ministère de la santé et pas des mélanges », et se déclare surprise d'être la seule attrapée.

ÉTATS-UNIS

M. Eagleburger, secrétaire d'Etat adjoint,

Proche collaborateur de M. Henry Kissinger, ancien secrétaire d'Etat, M. Lawrence Eagleburger, cinquante-huit ans, vient d'être désigné par le président George Bush comme secrétaire d'Etat adjoint. Ainsi deviendra-t-il le bras droit de M. James Baker, c'est-à-dire le « numéro deux » de la diplomatie américaine.

Les noms des prochains ambassadeurs des États-Unis en RFA et en Grande-Bretagne ont également été annoncés samedi 7 janvier dans un communiqué. Actuel ambassadeur des États-Unis à l'ONU, le général Vernon Walters, soixante et onze ans, qui a occupé de nombreux postes gouvernementaux, dont celui de directeur adjoint de la CIA, a été choisi par M. Bush pour le poste de Bonn. La désignation de ce vieux routier, souvent chargé de missions difficiles, semble indiquer que les États-Unis s'attendent à des relations de plus en plus délicates, sur les plans politique et économique, avec leurs alliés ouest-allemands.

La nomination de M. Henry Catto à Londres est moins remarquable, dans la mesure où il est de tradition de désigner à ce poste un proche du président et un homme qui a contribué substantiellement au financement de sa campagne. M. Catto, cinquante-cinq ans, millionnaire texan, et ami personnel de M. Bush, correspond à ce « profil ».

● **Opération réussie pour M. Reagan.** Le président Reagan a subi avec succès, samedi 7 janvier, une opération destinée à corriger une contraction de son annulaire (maladie de Dupuytren), a annoncé un porte-parole du gouvernement. L'intervention chirurgicale a duré deux heures et demie. Le président américain a pu regagner la Maison Blanche dès dimanche. — (AFP, AP, UPI.)

NICARAGUA

Le « numéro deux » de la Contra assassiné au Honduras

Le « numéro deux » militaire de la Contra nicaraguayenne, Manuel Antonio Rugama, dit « commandant Aureliano », a été tué dans un attentat samedi 7 janvier à Tegucigalpa : le Honduras, frontalier du Nicaragua, est le pays où sont concentrés les opposants au régime sandiniste de Managua, soutenus par les États-Unis.

Médecin de formation, Manuel Antonio Rugama était en particulier chargé de la supervision des hôpitaux installés par la Contra près de la frontière du Nicaragua, ainsi que des relations publiques du mouvement. Officiellement, il était domicilié aux États-Unis : les autorités honduriennes sont en effet soupçonnées que leur pays ne soit pas considéré comme la base arrière des opposants au gouvernement de Managua.

Manuel Antonio Rugama était depuis quelques mois l'adjoint du principal chef militaire de la Contra, l'ex-colonel somoziste Enrique Bermudez. Des responsables de la résistance antisandiniste ont aussitôt accusé les autorités de Managua d'avoir commandité l'attentat. Des observateurs ont aussi rappelé que le « commandant Aureliano » avait récemment été accusé par un déserteur de la Contra d'avoir vendu des armes à la guérilla salvadorienne. — (AFP, AP, UPI.)

Sur le vif

Pour 10 francs, t'as tout

Quels chiens, les mecs de Peugeot ! Le coup de la pièce de 10 francs tirée à pile ou face à Gao, cinq jours avant l'arrivée du Paris-Dakar, je suis pas près de leur pardonner. Non, c'est vrai, cette année, cette colossale, cette sale affaire de gros sous montée sur deux et quatre roues, ça craignait pas trop. Suffisait d'éviter la Cinq et je ne sais plus quelle poste de radio pour pas être obligé de se taper dix mille trois cent quatre-vingt-un kilomètres de désert où ne fleurissent que les logos des sponsors. Les autres chaînes fermaient leur gueule par dépit, par fierté, l'exclusivité leur était passée sous le nez.

On était bien, on était peiné, à l'abri des pétarades et des vomissements de ces moteurs turbo uniquement destinés à jeter du sable aux yeux des gogos. En plus, pas de drame, pas de mort, dont le sang aurait forcément éclaboussé tous nos écrans. C'était trop beau, ça pouvait pas durer. Déjà l'enfer, vous vous souvenez, il nous avait fait le coup de la bagnole volée à l'étape de Bamako, une Peugeot comme par hasard, un grand coup de klaxon médiatique destiné à fixer l'attention sur une piste pourrissante jonchée de cadavres.

Cette fois-ci, ils se sont dit : ce calme plat, c'est pas possible, ça peut pas continuer comme ça. Qu'est-ce qu'on pourrait bien inventer pour les secouer, ces pauvres cons des salles de rédaction, pour les obliger à nous jurer à la une de leurs canards sans que ça nous coûte un rond. Même pas une pièce de 10 balles. Non, parce qu'ils l'ont jetée en l'air, elle est tombée par terre et ils l'ont prestement ramassée. A deux pas du camp, devant tous les journalistes intrigués. Qu'est-ce qui se passe ? Ben voilà : faire la course, c'est bien joli, mais ça risque d'abîmer nos caméras. Alors on a décidé d'arrêter les trucs. Le vainqueur ce sera pas Jacky Ickx, on te le compensera, va, mon chéri, ce sera Vatanen, applaudissez-le bien fort.

Ils me font bien marrer, les confrères. Ils sont là, ils s'interrogent : pourquoi ils ont triché devant le monde au lieu de triquer dans l'ombre. Les grands prix, les rallyes, c'est tout combine et compagne, mais ça se dit pas. Ouais, mais si ça se dit pas, ça se sait pas. Si ça se sait pas, on en parle pas, alors pour qu'on en parle, du Paris-Dakar.

CLAUDE SARRAUTE.

AFGHANISTAN

Les moudjahidines rompent les négociations avec l'URSS

Les moudjahidines ne participeront plus à aucune négociation avec l'URSS sur l'avenir de l'Afghanistan jusqu'au retrait total des troupes soviétiques de leur pays — a déclaré le 15 février prochain — a déclaré, lundi 9 janvier, à Islamabad, le chef de la résistance, M. Sibgatullah Mujahid.

« Nous tenons les Soviétiques pour responsables de l'impression et rompons les négociations », a-t-il annoncé au lendemain de la rencontre de la résis-

tance avec M. Vorontsov, vice-ministre soviétique des affaires étrangères. La semaine dernière, les moudjahidines s'étaient déclarés prêts à poursuivre le dialogue avec l'URSS. Mais il ont changé d'avis après l'annonce, samedi à Islamabad par M. Vorontsov, que Moscou continuerait à soutenir le gouvernement actuel au cas où un large consensus sur une future administration ne serait pas atteint. — (AFP.)

RODIN
la mode en SOLDES!
Des milliers de mètres de tissus de soie, laine, polyester, coton, etc.
Des tenues d'automne et d'hiver. Les coupes !
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

le journal mensuel de documentation politique
après-demain
Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)
offre un dossier complet sur :
LE MONDE RURAL
Avec notamment des articles de :
Henri HALLET
Bernard THAREAU
Envoyer 40 F (timbre à 2 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (50 F d'économies), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

ROBERT BEAULIEU
FOURRURES
TOUT DOIT DISPARAITRE
-60%
AVANT MISE EN PLACE DE LA COLLECTION 1989-1990
2, RUE DE SÈVRES PARIS 6^e
59, RUE LA BOÉTIE PARIS 8^e